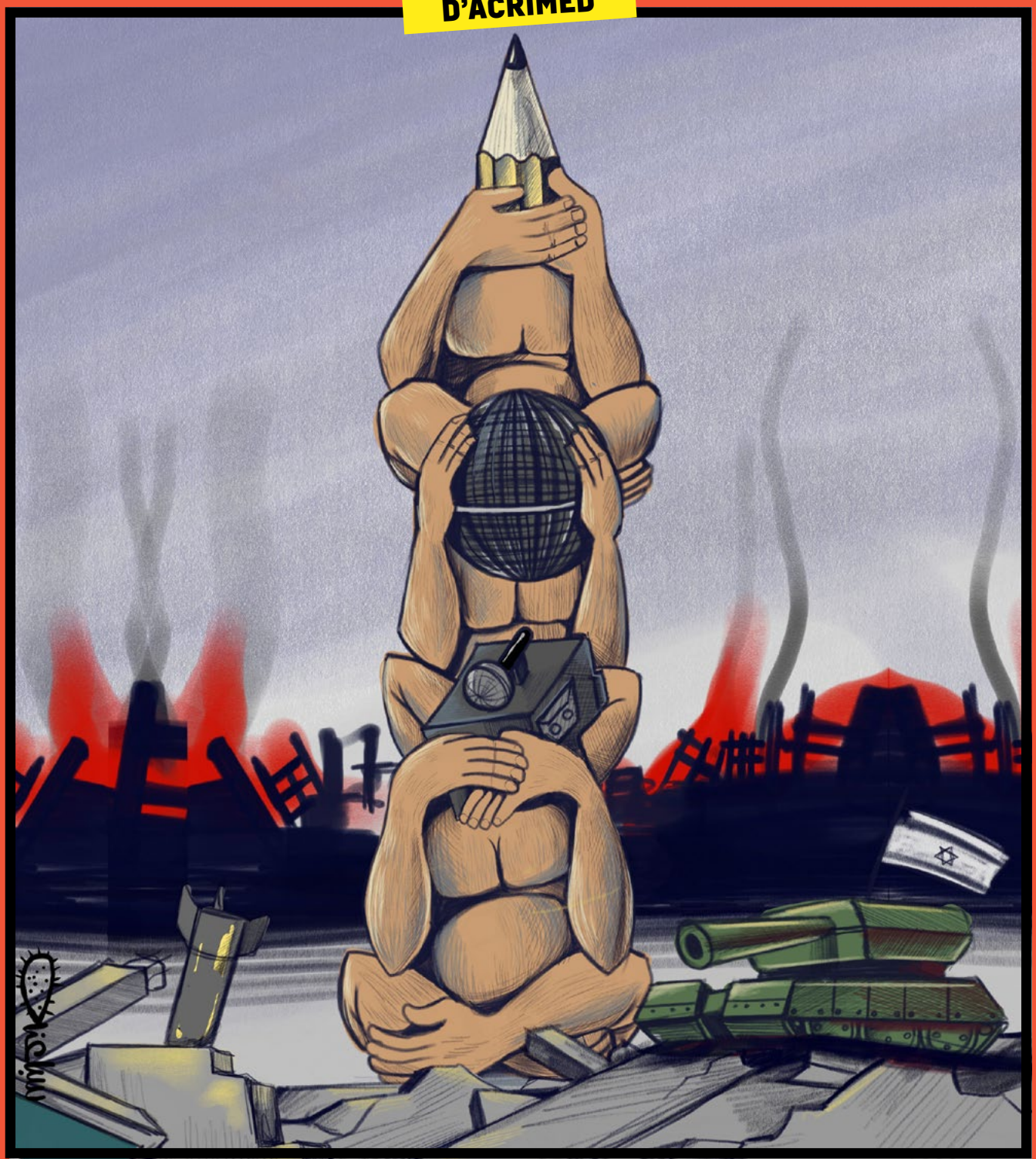
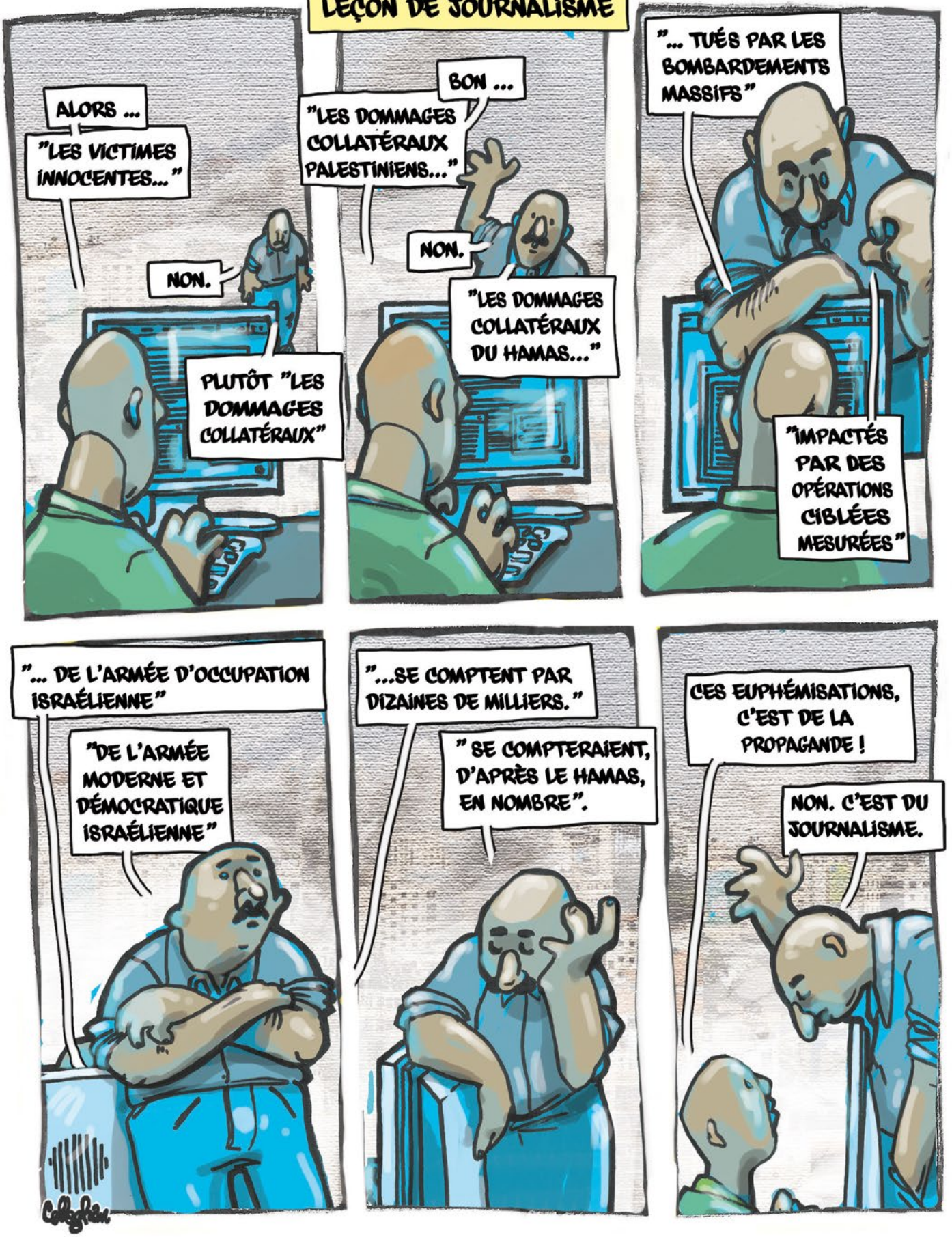
MÉDIACRITIQUES

REVUE TRIMESTRIELLE
D'ACRIMED



Nº49 JANV.-MARS 2024 4€

LEÇON DE JOURNALISME



Au 31 janvier 2024, le secrétaire général adjoint de l'OCHA (Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU) faisait état de plus de 26 000 morts à Gaza et plus de 65 000 blessés : parmi eux, l'Unicef recense plus de 5 350 enfants tués, 10 787 blessés et des milliers d'autres portés disparus. Gaza est dévastée. Alors qu'un tapis de bombes s'abat sans discontinuer sur l'enclave palestinienne, anéantissant toujours davantage d'infrastructures civiles, plus de 60 % des unités d'habitation sont détruites ou endommagées. Les ONG dénombrent près d'1,9 million d'habitants contraints aux déplacements forcés. Famine et épidémies surviennent à mesure que persiste le siège israélien : selon l'OMS, *« l'ensemble de la population – environ 2,2 millions de personnes – est confrontée à une situation de crise ou d'insécurité alimentaire aiguë »* et seulement 14 des 36 hôpitaux fonctionnent encore, quoique partiellement. Le 1er février, des experts de l'ONU comptent plus de 120 journalistes et professionnels des médias tués depuis le 7 octobre, tandis que leurs confrères étrangers sont toujours interdits d'accès à la bande de Gaza. Sur la même période, l'Unrwa recense 367 Palestiniens tués – dont 94 enfants – en Cisjordanie, territoire occupé où s'intensifient les arrestations, les agressions et les spoliations. Le 26 janvier, la Cour internationale de justice reconnaissait un risque de génocide à Gaza et édictait une série de mesures conservatoires à l'attention de l'État d'Israël, en s'appuyant sur de nombreux rapports, dont un communiqué de trente-sept experts de l'ONU qui s'alarmaient, dès le 16 novembre 2023, d'une rhétorique *« visiblement génocidaire et déshumanisante maniée par de hauts responsables gouvernementaux israéliens »*.

Face à une telle situation, la complaisance, l'indifférence, la partialité, l'occidentalo-centrisme et le déni de nombreux grands médias français sont proprement sidérants. Et si l'on ne saurait les confondre ou les taxer indistinctement d'indignité, les exemples illustrant l'incurie du débat public français sont légion.

La couverture de ce numéro est l'œuvre du dessinateur palestinien Mohammad Sabaaneh, auteur, notamment, du roman graphique *Je ne partirai pas. Mon histoire est celle de la Palestine* (éditions Alifbata, sept. 2023). Il y écrivait : *« La situation telle qu'elle est présentée quotidiennement par les médias est trop souvent distante et déshumanisée. Or, voir nos histoires réduites à des chiffres et des statistiques me rend triste. La vie d'un Palestinien s'apparente à un parcours infernal entre les contrôles incessants aux checkpoints et les prisons. C'est ça, la réalité de la colonisation de peuplement et ses conséquences sur nous autres qui avons eu la mauvaise idée de naître ici. Ce livre espère traduire les gros titres de journaux en bribes de vie incarnées et illustrées afin que vous, lecteurs, puissiez voir et ressentir ce qu'est le quotidien d'un Palestinien. »* Un avant-propos qui résonne comme un contre-modèle du traitement médiatique sévissant en France, mêlant propagande de guerre, déshumanisation et doubles standards permanents.

ours

Médiacritiques
Revue trimestrielle d'Acrimed

Acrimed
39, rue du Faubourg-Saint-Martin
75010 Paris

Directeur de la publication
Mathias Reymond

Secrétaires de rédaction
Maxime Friot et Pauline Perrenot

Tous les articles publiés sont le produit d'un travail collectif et engagent collectivement l'association Acrimed. C'est pourquoi, sauf exception, ils ne sont pas signés.

Ont collaboré à ce numéro
Julien Deroni, Maxime Friot, Arnaud Gallière, Blaise Magnin, Olivier Moreau, Pauline Perrenot, Olivier Poche, Mathias Reymond, Thibault Roques

Une
Mohammad Sabaaneh

Dessins
Colloghan et Mohammad Sabaaneh

Conception graphique et mise en page
Adrien Labbe

Typographies
Audimat 3000, Bely, Giorgio, Jean Luc, Minimum

Achevé d'imprimer en 02/2024 par Corlet Imprimeur
14110 Condé-en-Normandie
n° d'imprimeur : 2401.0806
Imprimé en France

Dépôt légal : février 2024
Commission paritaire : 1223 G 91177
ISSN : 2256-8271

PEFC 10-31-1510

IMPRIM'VERT

ISRAËL – PALESTINE

LE NAUFRAGE DU DÉBAT PUBLIC

Pendant les semaines ayant suivi les massacres du 7 octobre, les médias dominants se sont massivement fait le relais de la propagande de guerre israélienne (P. 28). L'idée d'une riposte «inéluctable» et «légitime» a constitué l'alpha et l'oméga du débat autorisé, ostracisant les appels au cessez-le-feu et disqualifiant les marques de solidarité envers le peuple palestinien, taxées de bienveillance à l'égard du Hamas sinon de soutien au terrorisme (P. 47). Les préparations et l'armement des soldats israéliens ont donné lieu à des reportages écrits et audiovisuels suintant la fascination morbide, quand les bombardements étaient minimisés – leurs images ne faisant parfois office que de simples «habillages» de plateaux télévisés (P. 34).

La question de la conduite d'une guerre par un gouvernement d'extrême droite fut esquivée, euphémisée ou même entérinée par un commentariat «militaire» omniprésent, renforçant la dépolitisation d'un récit médiatique structurellement étanche à l'analyse de l'oppression coloniale depuis des décennies, et par conséquent résolument hostile à toute forme de contextualisation historique des massacres perpétrés par le Hamas (P. 12). Un espace-temps médiatique figé, dans lequel se sont dissous les uns après les autres, presque instantanément, les crimes de guerre israéliens.

Les déclarations et les positions diplomatiques du gouvernement français furent souvent exemptées de toute critique digne de ce nom. De la même manière, le soutien indéfectible des États-Unis à Benyamin Netanyahou – notamment dans l'approvisionnement à flux tendu de l'armée israélienne en munitions lourdes – et l'alignement des gouvernements occidentaux ne furent discutés qu'à la marge dans le débat «géopolitique». Un commentaire indigent, largement pollué par des acteurs militaires, des porte-parole de l'armée israélienne et des «experts» décriés par une large partie de la sphère universitaire, aux dépens, notamment, des voix palestiniennes. Des chaînes d'information en continu à France 2, la télévision refuse de réfléchir: structurellement empêchées par les dispositifs médiatiques en vigueur, les voix hétérodoxes n'ont pas droit de cité (P. 22).

À mesure que le nombre de morts gazaouis était relativisé et que se normalisait dans les récits journalistiques la déshumanisation des vies palestiniennes (P. 18) – dépersonnalisées, criminalisées ou réduites à des «victimes collatérales» –, les arbitres de la compassion légitime s'érigèrent le droit de sonder les cœurs de leurs opposants, cloués au pilori pour un supposé défaut d'empathie à l'égard des victimes israéliennes et des otages.

Dans le même temps, ces combattants autoproclamés de la «raison» exonèrent sur les antennes l'État israélien de toute responsabilité dans la mort décrétée «involontaire» de nombreux enfants palestiniens sous les bombes (P. 27).

En dépit d'une diffusion répétée de fausses informations et d'appels va-t'en-guerre, la télévision de propagande i24News ne vit jamais sa légitimité questionnée, ni par l'Arcom, ni par les pouvoirs publics. Parfois dans sa roue, rédactions et commentateurs ont diffusé sans aucun recul de faux témoignages à propos des atrocités commises le 7 octobre, ayant pour certains fait les gros titres de l'audiovisuel et plus largement, «*irrigué la presse mondiale, ainsi que les déclarations de responsables politiques occidentaux*». (*Libération*, 11 déc.[1]) En France, la fake news des quarante bébés tués et décapités a par exemple été largement diffusée sans le moindre filtre. On attend toujours une autocritique.

Quant au journalisme politique, il a joué chaque jour à guichet fermé l'affligeant spectacle de sa médiocrité. Des mois passés à diaboliser La France insoumise – tout en ménageant une place à l'extrême droite au sein de «l'arc républicain» – et à multiplier les interrogatoires entretenant volontairement la désinformation et les stigmates (P. 40). Des mois à abîmer le traitement nécessaire de l'antisémitisme en traquant ce fléau dans toute déclaration critiquant la politique israélienne (P. 44). Des mois à arbitrer les élégances en imputant principalement à la gauche la responsabilité d'une dégradation du débat public et d'une violence verbale et symbolique dont certains commentateurs ont pourtant déployé les formes les plus crasses en continu, et ce, dans des dispositifs construits sur (et pour) le business du clash.

Au fil des semaines, face à la catastrophe humanitaire à Gaza et aux multiples cris d'alarme lancés notamment par les

ONG humanitaires, les agences et le secrétaire général de l'ONU, certains intervenants ont petit à petit réussi à créer des brèches dans le mur de la propagande israélienne. L'histoire des «boucliers humains», le conte de l'armée «morale» attachée à «prévenir» et à «préserver les civils» en leur garantissant des «couloirs humanitaires», la fable des conséquences meurtrières «non intentionnelles» des bombardements, etc. devinrent moins hégémoniques. Toutefois, la permanence de tels éléments de langage dans le débat public – où ces derniers, loin d'être irrémédiablement disqualifiés, ont encore libre cours – témoigne de l'abîme qui sépare les chefferies éditoriales des réalités de terrain; mais aussi de leur adhésion idéologique – sans qu'elle soit toujours présentée et pensée comme telle – au récit d'une «guerre de civilisation» du Bien, menée par l'État d'Israël pour la défense des «valeurs occidentales». Endossé par nombre de gouvernements occidentaux, ce cadrage s'est imposé d'autant plus «naturellement» dans la sphère médiatique française que cette dernière n'en finit pas de se droitiser et de tolérer les problématiques et les mots d'ordre de l'extrême droite, à mesure que dérivent les classes dirigeantes.

Ainsi la titraille générique «guerre Israël-Hamas» demeure-t-elle inchangée depuis le 7 octobre, en dépit de la guerre totale infligée aux Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie, mais également du déséquilibre abyssal des rapports de force, dont les chefferies éditoriales persistent à faire fi (P. 4). Majeur, cet angle mort s'accompagne d'une invisibilisation des mouvements de protestation et des acteurs institutionnels qui dénoncent un «génocide en cours»[2]. Et pour cause, tant les grands médias perdent volontairement le Proche-Orient de vue.

D'une surface inversement proportionnelle aux massacres des Palestiniens, la couverture médiatique s'étiole. Elle se cantonne à quelques alertes sur les «fils d'actu» plutôt qu'aux gros titres, aux chroniques «International» plutôt qu'aux interviews matinales, aux «flash-infos» plutôt qu'aux longs formats magazines. Des reportages de très bonne facture continuent d'être publiés, notamment dans *Le Monde*, mais ils ne modifient guère le bruit de fond médiatique. Incarnée dans des récits sensibles, l'horreur du 7 octobre – où 1 163 personnes, en majorité des civils, ont été tuées (AFP, 1er févr.) et environ 250 prises en otage – avait été médiatisée en continu pendant plusieurs semaines, légitimant les récits va-t'en-guerre concomitants qui prévalurent dans les sphères médiatiques et politiques.

A contrario, le sort de l'enclave palestinienne est loin d'avoir le retentissement médiatique auquel il pourrait et devrait pourtant prétendre. À de très rares exceptions près, les exactions quotidiennes auxquelles se livre l'armée israélienne à Gaza ou en Cisjordanie – documentées pour certaines dans des vidéos tournées et postées publiquement sur les réseaux sociaux par les soldats eux-mêmes – ne percent pas les écrans des grandes télévisions. C'est également dans un silence confondant que se sont tenues les plaidoiries de l'Afrique du Sud en faveur d'un cessez-le-feu immédiat et pour la reconnaissance d'actes de génocide devant la Cour internationale de justice: sur Franceinfo, relève Arrêt sur images[3], une simple dépêche AFP en fait état le 11 janvier alors que le lendemain, *«une page spéciale tenue par deux journalistes [est] alimentée en "direct" tout au long de la journée pour couvrir la défense israélienne.»*

Entre le 8 et le 21 octobre sur France Inter, souligne encore *Le Monde diplomatique*[4], *«tous les invités de la matinale [...] sauf deux sont interrogés sur les massacres ou expriment spontanément leur horreur [...]. Du 8 au 21 décembre, alors qu'enfle un débat international sur les risques de génocide à Gaza, y compris au sein d'agences des Nations unies, seuls deux des invités de la matinale de France Inter sont questionnés sur le sujet.»* Défilant pourtant dans les studios, nombre des *«avocats d'un "soutien inconditionnel" à Israël [...] auraient pu être soumis à la question comme les dirigeants insoumis quelques semaines plus tôt. "Approuvez-vous le nettoyage ethnique ?", "S'agit-il plutôt d'une déportation ?", "Pourquoi ne pas interdire la participation des athlètes israéliens, souvent réservistes de l'armée, aux Jeux olympiques ?", "Quand prendrez-vous enfin des sanctions contre Israël ?"»*

Las: ils sont aujourd'hui exemptés de tout compte à rendre, tant rien ne semble pouvoir infléchir le sens des priorités (et des anathèmes) médiatiques. Lesquels furent synthétisés par Neïla Latrous face à Éric Coquerel (LFI) au matin du 19 janvier sur RMC et BFM-TV. Annonçant en clôture d'interview qu'une délégation composée de représentants insoumis allait se rendre à Rafah, l'ancienne matinalière de France Info chercha moins à en connaître les détails... qu'à faire valoir ce qu'elle en pensait: *«C'est une sorte de diplomatie parallèle que vous mènerez à Gaza ?»*; *«Certains vous diraient: est-ce que c'est opportun d'aller apporter un soutien aux populations civiles de Gaza alors qu'il y a encore cette interrogation autour de trois otages français, alors que l'hommage aux victimes françaises de l'attaque du Hamas du 7 octobre n'a pas encore eu lieu.»*; *«Vous allez à Gaza, [mais] vous n'avez pas demandé à aller en Israël soutenir les familles.»*

Professionnelle autant que morale, la faillite médiatique est insondable.

1. «Israël, 7 octobre: un massacre et des mystifications», *Libération*, 11 déc. 2023.

2. Le 12 décembre 2023, dans les pas de nombreux acteurs parmi lesquels l'historien israélien Raz Segal et plusieurs experts de l'ONU, la Fédération internationale pour les droits humains adoptait une résolution *«reconnaissant les actions d'Israël contre le peuple palestinien comme étant un "génocide en cours"»*.

3. «Israël-Gaza: plaidoirie sudafricaine et silence médiatique», Arrêt sur images, 13 janv. 2024.

4. «Le journalisme français, un danger public», *Le Monde diplomatique*, févr. 2024.

BRUIT ET SILENCES MÉDIATIQUES

Effets de cadrage, de (dé)légitimation et d'imposition de problématiques à l'œuvre dans les grands médias.

S'interroger sur les grandes caractéristiques et dynamiques du traitement médiatique de la nouvelle séquence du conflit opposant l'État d'Israël aux Palestiniens signifie questionner, en premier lieu, ce qui est apparu, à partir du 7 octobre, comme le périmètre « légitime » du débat public ou, pour reprendre une formule chère à Alain Minc, le « cercle de la raison » – ou « cercle du réel et du possible ». Autrement dit : les premiers et les principaux des biais que nous allons étudier ne concernent pas tant le *contenu* que le *contenant*.

N'en déplaise à Alain Minc et à ses héritiers, l'existence de ce « cercle de la raison » n'est en effet pas un donné mais un construit, et il est évident que, dans le débat public, par des effets de cadrage et de légitimation/délégitimation, les « grands médias » jouent un rôle central dans la construction de ce cercle : ce qui peut et ne peut pas être dit, ce qui doit et ne doit pas être dit, ce qui est contestable et ce qui ne l'est pas, etc. Il ne s'agit pas de dire ici que le discours médiatique sur Israël et les Palestiniens serait uniforme, mais d'avancer l'hypothèse selon laquelle, sur cette question comme sur bien d'autres, les grands médias produisent de lourds effets de cadrage et délimitent le périmètre du débat légitime. Pour reprendre les termes du grand Alain Minc lui-même : « C'*est à l'intérieur de ce cercle du réel et du possible qu'un vrai débat démocratique doit s'instaurer.* »[1]

COUP DE TONNERRE?

L'un des biais majeurs et récurrents du traitement médiatique du conflit opposant Israël aux Palestiniens est le « présentisme » des médias, autrement dit leur propension à déshistoriciser chaque nouvelle séquence/étape de ce conflit en la traitant comme si elle ne s'inscrivait pas à la fois dans une histoire longue et dans un contexte spécifique. En l'espèce, les attaques meurtrières perpétrées par le Hamas le 7 octobre 2023 sont apparues – et ont dans la plupart des cas été traitées – comme un violent coup de tonnerre dans un ciel plus ou moins serein.

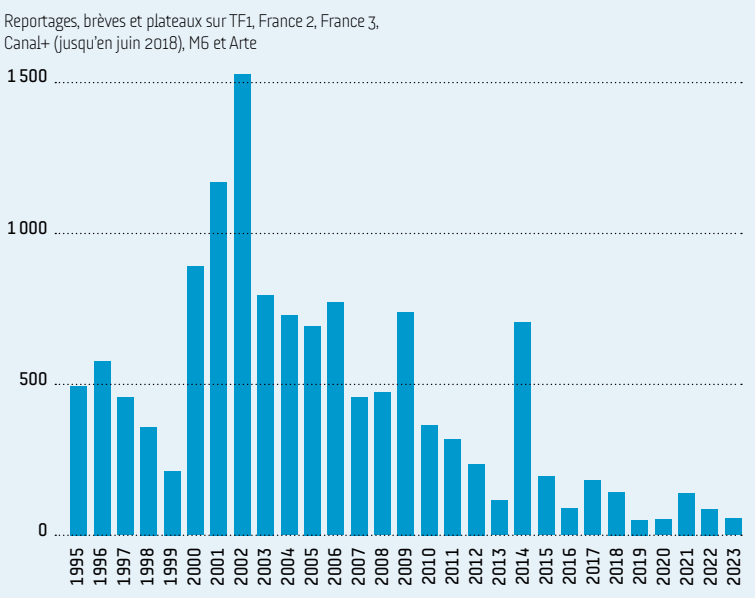
Un effet d'optique qui n'est pas dû à une amélioration au long cours de la situation sur le terrain mais bien à un sous-traitement chronique de l'actualité de cette région du monde, reléguée à l'arrière-plan de l'agenda médiatique. Le désintérêt des grands médias, notamment audiovisuels, pour le conflit opposant Israël aux Palestiniens est en effet un phénomène structurel, comme l'a par exemple montré une enquête approfondie de la Revue des

1. « L'Heure de vérité », France 2, 6 nov. 1994.
2. « Informer sur le Proche-Orient », *Médiacritiques* n°3, avr.-juin 2012, p. 18.

médias de l'INA publiée le 25 octobre 2023, avec ce titre éloquent : « Avant l'attaque du Hamas, le conflit israélo-palestinien avait presque disparu des JT ». Cette enquête, appuyée sur une « *plongée statistique dans les quelque 13 000 reportages, brèves ou sujets de plateaux diffusés dans les JT du soir entre 1995 et juin 2023* » confirme ce que nous avions déjà pu pointer à plusieurs reprises : Israël et les Palestiniens font (de plus en plus) rarement « l'actualité », à l'exception des moments de confrontation militaire d'une ampleur « inhabituelle ».

Autre confirmation avec une étude que nous avons réalisée sur les publications des comptes X (ex-Twitter) de divers grands médias (chaînes d'information et presse écrite) du 1er janvier au 6 octobre 2023, qui donne elle aussi à voir ce phénomène de sous-médiatisation. Ainsi, sur la période étudiée (9 mois), le nombre de publications mentionnant Gaza est le suivant : 11 sur France Info (dernière publication le 14 mai), 9 sur BFM-TV (dernière publication le 23 septembre, à propos de tombes romaines découvertes à Gaza, publication précédente le 2 mai), 4 sur LCI (9 mai) et 1 sur CNews (16 janv.) ; du côté de la presse écrite, on compte 18 publications pour *Le Monde* (dernière publication le 1er octobre), 11 pour *Libération* (dernière publication le 17 juillet, à propos d'un artiste gazaoui exposé à Paris, publication précédente le 13 mai), 8 pour *Le Parisien* (14 mai) et 4 pour *Le Figaro* (2 juil.). Des chiffres bruts qui doivent être complétés d'un constat qualitatif : pour les médias qui comptent le plus grand nombre de publications, il s'agit pour l'essentiel de dépêches mises en ligne lors de certains épisodes de tension militaire entre Israël et des groupes armés palestiniens, notamment durant une séquence de confrontation avec le Jihad islamique à Gaza pendant une semaine en mai 2023 (10 sur 18 pour *Le Monde*, 7 sur 11 pour *Libération*, 7 sur 11 pour France Info, etc.). Les multiples alertes de la société civile palestinienne, des ONG internationales ou des structures de l'ONU quant à la dégradation continue de la situation dans la bande de Gaza (chômage, pauvreté, santé mentale…) en raison de la persistance du blocus israélien n'ont quant à elles reçu aucun écho.

Évolution annuelle de la couverture d'Israël et de la Palestine dans les JT du soir
D'après « Avant l'attaque du Hamas, le conflit israélo-palestinien avait presque disparu des JT », La Revue des médias, INA, 25 oct. 2023.



La sous-médiatisation se double ainsi d'une « mal-médiatisation », qui produit une vision particulièrement déformée, à défaut d'être informée, du conflit opposant Israël aux Palestiniens, donnant à voir, lire et entendre des séquences de « violences » ponctuelles qui ne semblent guère reliées entre elles et, sauf rares exceptions, sans logique et sans explication de fond. Une expression du « syndrome de Tom et Jerry » que nous avions identifié pour la première fois en… 2012[2] : « [Le spectateur] *ne sait pas pourquoi ces deux-là se détestent, on ne lui a jamais expliqué pourquoi Tom et Jerry ne peuvent pas parvenir à une trêve durable, voire une paix définitive.* […] *Il devra se contenter d'une couverture médiatique qui se focalise sur la succession des événements, sans s'interroger sur les causes*

La recherche sur X (ex-Twitter) permet non seulement de retrouver, sauf rares exceptions, les publications et articles mais aussi de savoir ce qui a été mis en avant par tel ou tel média sur ses réseaux sociaux. Elle ne nous renseigne certes pas sur le contenu des articles, mais tel n'était pas l'objet de notre étude : il s'agissait bien de mesurer le « bruit médiatique » au moyen d'une recherche sur les titres et les courts chapôs présents sur X. Et si nous sommes « passés à côté » de certains reportages et/ou articles pourtant mis en ligne, c'est qu'ils n'ont pas été relayés sur les comptes X des médias concernés, ce qui est en soi une information quant aux choix de « visibilisation » qui ont été faits. Pour procéder à notre décompte, nous avons effectué des recherches par mot-clé sur les comptes de France Info, BFM-TV, LCI, CNews, *Le Monde*, *Libération*, *Le Parisien*, *Le Figaro*, sur la période du 1er janvier au 6 octobre 2023, puis sur la période postérieure au 7 octobre 2023. Pour les chiffres concernant Gaza, nous avons utilisé le mot-clé « Gaza » ; pour la Cisjordanie, nous avons utilisé le mot-clé « Cisjordanie » ainsi que les noms des principales villes palestiniennes de ce territoire.

profondes ou sur les dynamiques à long ou moyen terme.» Non, non, rien n'a changé…

«TOUT A COMMENCÉ LE 7 OCTOBRE»

C'est ainsi que le bruit médiatique est celui d'une succession de (longues) séquences de silence et donc, implicitement, de «calme», entrecoupées de séquences de «violences», sans que soit, à de très rares exceptions près, interrogé cet évident paradoxe: pourquoi des «violences» surgissent-elles dans une situation pourtant «calme»? Le tout au prix de la banalisation/normalisation du phénomène qui est pourtant à la source de chacune des séquences «violentes»: l'occupation militaire prolongée de Jérusalem, de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, l'extension de l'emprise coloniale d'Israël avec le blocus de Gaza, le régime d'apartheid et la colonisation, le déni des droits nationaux et démocratiques des Palestiniens, pourtant consacrés par le droit international et régulièrement rappelés par les Nations unies.

Nulle surprise, dès lors, à ce que le 7 octobre et les jours qui ont suivi aient été l'occasion d'une éclatante démonstration du présentisme des grands médias et de ses dégâts, avec notamment la quasi impossibilité de faire entendre l'idée, pourtant simple, que les attaques du Hamas, s'il n'était pas question les justifier, survenaient *dans un contexte*, quand bien même celui-ci n'aurait pas fait l'objet, les mois précédents, d'un réel traitement médiatique. Un contexte dont le rappel n'avait pas vocation à «excuser» mais à essayer de permettre de situer, de comprendre et, pourquoi pas, de *penser*. Ce qui fut, à de très rares exceptions près, impossible le 7 octobre et dans les jours qui ont suivi; un phénomène non seulement critiquable en soi mais qui, de surcroît, a largement contribué à «cadrer» la séquence et à y laisser des traces plusieurs semaines et même plusieurs mois plus tard.

L'idée que les massacres du 7 octobre furent un événement sans cause et sans explication s'est ainsi imposée, de même que l'idée selon laquelle le 7 octobre fut le début d'une «guerre» initiée par le Hamas: «*La guerre entre Israël et le Hamas dure depuis bientôt trois mois. Tout a commencé le 7 octobre, par une attaque du Hamas sur Israël*», apprenait-on ainsi le 2 janvier 2024 sur le site et dans un podcast de France Info; «*Venons-en maintenant au Proche-Orient, 100 jours hier que la guerre a commencé entre Israël et le Hamas après les attaques terroristes du 7 octobre*», déclarait Nicolas Demorand, le 15 janvier, lors d'une interview de Dominique de Villepin dans la matinale de France Inter; le 15 janvier toujours, dans un article publié sur le site du *Monde*, «*l'assaut d'une violence inouïe mené par les hommes du Hamas, venant de Gaza* [le 7 octobre 2023]» était qualifié «[d']*acte inaugural de la guerre*»; «*La guerre a été déclenchée par l'attaque sans précédent du Hamas sur le sol israélien, le 7 octobre, qui a entraîné la mort de 1 140 personnes, en majorité des civils*», pouvait-on encore lire sur le compte X de l'AFP le 21 janvier; autre exemple enfin sur le site de *Ouest-France*, où l'on a pu découvrir le 7 janvier une publication intitulée «La guerre entre Israël et le Hamas dure depuis trois mois, voici les dix dates clés du conflit», la première des «dates clés» étant… le 7 octobre 2023, «*date de l'attaque sanglante du groupe islamiste palestinien*» et début d'un «*conflit qui oppose le Hamas à Israël*». Avant le 7 octobre, pas de «conflit» donc…[3]

LA «RIPOSTE» ISRAÉLIENNE

Avec un tel cadrage, on ne s'étonne guère que la violente campagne militaire d'Israël contre Gaza ait été très largement présentée comme une «riposte», terme dont on rappellera la définition par le Larousse: «Action qui répond sur-le-champ et vivement à une attaque».

Le narratif qui s'est imposé dès les premiers jours a donc été celui d'un État d'Israël «répondant», en procédant à une «riposte», parfois à des «représailles», à une «contre-offensive» ou à une «réplique». Un phénomène qui participe, en premier lieu, du présentisme et de la déshistoricisation: puisque «tout a commencé le 7 octobre», l'État d'Israël est – logiquement – la partie qui «réagit». Ce champ lexical n'a nullement été utilisé pour l'opéra-

3. On notera au passage que *Ouest-France* avait, le 25 octobre 2023, mis en ligne un article autrement plus intéressant, permettant justement d'éviter la déshistoricisation: «Guerre Israël-Hamas: cinq questions pour comprendre les origines de ce conflit qui dure depuis 1948».

tion menée par le Hamas, appréhendée comme un *point de départ* et non comme une *nouvelle* étape d'un long conflit. À l'échelle de ce dernier, cette action armée n'aurait-elle pourtant pas pu être présentée, sans que cela la justifie, comme une « riposte » ou des « représailles » face au blocus de Gaza, voire plus globalement face au colonialisme ? Mais encore eût-il fallu que les grands médias aient un suivi régulier et approfondi des dynamiques catastrophiques sur le terrain, afin de ne pas sembler découvrir le 7 octobre au matin que rien n'était réglé, bien au contraire, et que le « calme » qui régnait dans leurs colonnes et sur leurs plateaux n'avait pas grand-chose à voir avec la réalité…

Au-delà du seul présentisme, on comprend en outre, avec ce « contre-exemple », qu'un biais de légitimation implicite est ici à l'œuvre : en effet, même si cela n'est pas nécessairement intentionnel, le fait de qualifier de « riposte » l'opération militaire israélienne confère une légitimité de principe à cette dernière, avec un État d'Israël qui « répond » à une « attaque » et qui, *de facto*, se défend. Nul besoin de faire preuve d'une grande imagination pour deviner ce qui se serait produit si, sur un plateau de télévision, un invité avait eu l'étrange idée de qualifier les attaques du 7 octobre de « riposte palestinienne à la violence de l'occupation israélienne ». Il suffit de regarder ce qui est arrivé à celles et ceux qui ont simplement tenté d'évoquer un « contexte » pour comprendre que, dans bien des cas, le présentisme n'est pas seulement un problème de temporalité/causalité mais aussi de légitimité.

Ainsi, si la « riposte » a pu être, les jours et les semaines passant et le bilan humain et matériel s'alourdissant chaque jour à Gaza, qualifiée de « disproportionnée », « excessive » ou « démesurée », elle n'en est pas moins demeurée une « riposte » militaire dont le principe et la légitimité n'étaient pas contestables, le seul objet de discussion pouvant être ses modalités. Exemple typique avec l'émission « C ce soir » sur France 5 qui, après avoir posé, le 10 octobre 2023, la question « Israël : jusqu'où ira la riposte ? », poursuivait le 12 octobre avec un « Israël : entre riposte et vengeance ? ».

Même si le terme « vengeance » peut sembler plus négativement connoté, il n'en demeure pas moins que l'idée selon laquelle Israël « répond », « réagit » à une attaque et/ou à une menace est bien là, que l'on parle de « riposte » ou de « vengeance ». Ce que confirme d'ailleurs le texte de présentation de l'émission du 12 octobre qui place les actions d'Israël au sein d'une vraie-fausse alternative : « *Face à la barbarie, Israël est-il dans une logique de riposte légitime ou de vengeance aveugle ?* ». Chacun conviendra en effet qu'une discussion qui est « cadrée » par le *fait*, posé comme tel, qu'Israël agit « face à la barbarie », limite drastiquement les marges de manœuvre au sein d'un « cercle de la raison » duquel il est difficile, sinon impossible, de s'extraire : nul besoin d'être un grand observateur des médias pour connaître le sort qui est réservé à celles et ceux qui se retrouvent, non en raison de leurs idées et/ou de leurs propos mais bien du dispositif et du cadrage qui leur sont imposés, du mauvais côté de la frontière médiatique entre « civilisation » et « barbarie » (ou, variante, entre « démocratie » et « terrorisme »), *a fortiori* lorsqu'ils et elles sont confrontés à des éditorialistes, « experts » et autres philosophes de plateau.

Il s'agit là d'une deuxième composante essentielle du cadrage qui s'est imposé dans la foulée du 7 octobre et qui a surdéterminé la suite : le mantra des porte-parole de l'armée et du gouvernement israéliens selon lequel « Israël a le droit de se défendre », s'il n'a pas toujours été repris tel quel, a été largement diffusé et légitimé par le choix des termes, la forme de la mise en récit et les questions posées, qui ont installé l'idée qu'Israël était dans une situation de légitime défense, la discussion portant sur l'ampleur de la riposte – et son efficacité. Un biais majeur, qui a mis au centre les « droits » d'Israël sans évoquer les droits des Palestiniens (y compris et notamment le droit de se défendre face à une occupation militaire), contribuant non seulement à déshistoriciser le traitement médiatique de la séquence ouverte le 7 octobre mais aussi à graver dans le marbre la pratique des doubles standards (« deux poids, deux mesures ») et l'asymétrie notable entre, d'un côté, Israël comme sujet agissant et, de l'autre, les Palestiniens comme objets sans réelle agentivité.

DÉPOLITISATION : LA « GUERRE ISRAËL-HAMAS »

Le corollaire du biais présentiste est le biais de la dépolitisation, qui s'est notamment exprimé dans la façon dont la séquence actuelle a été – et conti-

«C ce soir», France 5, 30 octobre

Le 30 octobre, l'émission «C ce soir» sur France 5 était intitulée «Israël-Palestine: la fuite en avant?». La première question posée aux invités par la journaliste-animatrice Camille Diao fut un modèle du genre, illustrant de manière transparente à la fois le biais présentiste et les biais de légitimation induits par le cadrage de la «riposte»:

[...] Est-ce que ce qui se passe à Gaza depuis trois jours vous semble être dans le cadre d'une riposte légitime, justifiée, proportionnée ou est-ce qu'on est en train d'assister à ce que j'appelais le début d'une fuite en avant?

Ainsi, alors que les bombardements israéliens massifs ont commencé dès le 7 octobre, Camille Diao questionne ses invités sur «ce qui se passe depuis 3 jours», c'est-à-dire depuis le 27 octobre, date à laquelle la campagne militaire israélienne est entrée dans une phase plus étendue.

Sous couvert d'une alternative mentionnant une hypothétique «fuite en avant», la légitimité de la «riposte» israélienne est en réalité *de facto* entérinée, seules ses modalités étant questionnées, et les 7 000 morts à Gaza entre le 7 et le 27 octobre sont, au passage, rayés de la carte.

Les réponses des invités furent à l'avenant:

Nicolas Tenzer: *Que la riposte soit légitime, qu'elle soit justifiée, la réponse est oui. [...]*

Michel Goya: *Que cette riposte, que cette attaque soit légitime, ça, c'est évident. Qu'il faille détruire autant que possible le Hamas, c'est évident aussi. Mais c'est dans la manière. [...]*

Martine Gozlan: *Je vous réponds tout de suite en une phrase, brièvement: oui, cette riposte est logique et légitime de la part d'un pays qui a été attaqué dans ses tréfonds et de la façon la plus barbare et la plus sauvage possible. [Camille Diao: Bien entendu. Excusez-moi si je me suis mal exprimée, mais c'était plutôt la question de la proportionnalité de la réponse.] [...]*

Alain Dieckhoff: *Première chose: l'article 51 de la charte des Nations unies prévoit explicitement le droit naturel à la légitime défense, individuelle ou collective, pour un État qui a été victime d'une agression armée. Très clairement, il y a eu une agression armée extrêmement violente, qui à mon avis a conduit à des crimes contre l'humanité entre le 7 et le 9 octobre. Et quelque part, évidemment, on ne pouvait pas ne pas s'attendre à autre chose qu'à une réponse militaire. [...]*

Seul Johann Soufi, le cinquième invité, a refusé de se laisser enfermer dans la question de la journaliste, se retrouvant bien isolé sur le plateau, et de toute évidence hors du cercle de la raison.

nue d'être – nommée. Près de quatre mois après le 7 octobre, on constate ainsi que le terme générique «Guerre Israël-Hamas» (et ses variantes[4]) est largement dominant, suivi de «Guerre Israël-Gaza».

Rien d'étonnant, au regard du traitement médiatique post-7 octobre, à ce que la formule «Guerre Israël-Hamas» se soit imposée et demeure, tant elle concentre les raccourcis et les travers du journalisme dominant. En premier lieu, elle trace (littéralement) un trait d'égalité entre les protagonistes, donnant à voir deux acteurs en «guerre» l'un contre l'autre, faisant ainsi abstraction du monumental déséquilibre des forces en présence et mettant en équivalence, d'une part, un État doté d'une (puissante) armée régulière et, d'autre part, un groupe politique et sa branche armée. En deuxième lieu, en actant qu'Israël serait en guerre contre le Hamas, cette formule générique reprend à son compte, volontairement ou non, le narratif israélien selon lequel la vaste campagne militaire contre la bande de Gaza aurait pour objectif de neutraliser le Hamas, voire de le détruire, le reste n'étant que de regrettables dommages collatéraux. Enfin, en troisième lieu, en réduisant la seconde partie prenante du conflit au seul Hamas, elle contribue à un phénomène d'invisibilisation géographique et politique, comme si la guerre d'Israël n'était pas menée contre l'ensemble des Palestiniens et de leurs organisations, où qu'ils et elles se situent.

En qualifiant très majoritairement la séquence en cours de «Guerre Israël-Hamas», et ce quand bien même des nuances pourraient être apportées dans certains articles ou reportages, les médias dominants ajoutent la dépolitisation à la déshistoricisation (les deux phénomènes étant liés), en extrayant artificiellement, par méconnaissance et/ou par com-

4. «Guerre Hamas-Israël», «Guerre entre Israël et le Hamas», etc.

5. Mots-clés utilisés: «Cisjordanie», «Jénine», «Naplouse», «Ramallah», «Hébron», «Béthléem».

modité journalistique, l'actualité de ces quatre derniers mois de la longue histoire du conflit opposant Israël aux Palestiniens, et en l'amputant de plusieurs de ses dimensions essentielles. Comme si l'État d'Israël avait attendu le Hamas (fondé en 1987) pour lancer des opérations meurtrières d'ampleur contre les Palestiniens. Comme si, au cours des quatre derniers mois, les campagnes d'arrestations menées en Cisjordanie, à Jérusalem et en Israël n'avaient visé que le Hamas et non l'ensemble des militants – réels ou supposés – des organisations politiques et sociales palestiniennes. Comme si, malgré les évidences et les déclarations de certains dirigeants israéliens eux-mêmes, le seul objectif de « guerre » était la destruction du Hamas, et non de l'ensemble des infrastructures palestiniennes, voire de l'existence même d'une question nationale palestinienne.

Ce réductionnisme et cette dépolitisation sont rarement aussi absurdes que sur les « fils info », qui en viennent à regrouper, sans que cela fasse apparemment ciller, des articles dont la seule présence est une démonstration de l'inanité du terme générique « Guerre Israël-Hamas » :

Guerre Israël-Hamas : la France va prendre des sanctions contre certains colons israéliens

La ministre des Affaires étrangères, Catherine Colonna, a annoncé à la presse mardi 19 décembre que « certains colons israéliens extrémistes » allaient être sanctionnés.

Ouest-France

Publié le 19/12/2023 à 11h06

20 minutes

Guerre Hamas – Israël : Qui est Ahed Tamimi, icône de la cause palestinienne ?

PORTRAIT L'égérie de la cause palestinienne est « soupçonnée d'incitation à la violence et à des activités terroristes [et] a été appréhendée à Nabi Saleh », son village dans le nord de la Cisjordanie

D.R. avec AFP

Publié le 06/11/23 à 11h14 — Mis à jour le 06/11/23 à 23h13

International, Guerre Israël-Hamas

Guerre Israël-Hamas : le Djihad islamique publie une vidéo d'un otage israélien en vie

Alors que le conflit est entré dans son 4e mois, le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, en tournée au Proche-Orient, a promis de soulever auprès des responsables israéliens « l'impératif de faire plus pour protéger les civils palestiniens à Gaza ».

Par Le Parisien

Le 8 janvier 2024 à 06h41, modifié le 8 janvier 2024 à 18h11

Et puisque le ridicule, lui, ne tue pas:

L'OBS > MONDE

Guerre Israël-Hamas : cinq responsables iraniens tués dans un raid israélien à Damas, selon Téhéran

Par L'Obs avec AFP · Publié le 20 janvier 2024 à 15h32 · Mis à jour le 22 janvier 2024 à 17h03

En passant, hommage internationaliste à la RTBF (Belgique), qui a fait le choix – pas vraiment plus heureux – du terme générique « Guerre Israël-Gaza » :

Guerre Israël-Gaza : cinq Palestiniens tués par l'armée israélienne en Cisjordanie

29 oct. 2023 à 15:34 · 1 min

INFO Par Rédaction Info avec AFP

LA CISJORDANIE, CET « AUTRE FRONT »

Ce dernier titre, absurde, de la RTBF, nous amène à évoquer le cas de la Cisjordanie, qui a été – et demeure, dans une large mesure – un véritable angle mort du traitement médiatique de la séquence qui s'est ouverte le 7 octobre. Un angle mort qui est non seulement l'expression d'un sous-traitement des événements qui se sont déroulés – et se déroulent encore – dans les territoires palestiniens occupés « hors Gaza », mais qui participe en outre du second biais que nous venons d'évoquer, celui de la dépolitisation.

Le moins que l'on puisse dire est que pour la quasi-totalité des « grands médias », ce sous-traitement s'inscrit dans la continuité de ce qui se passait dans les mois qui ont précédé le 7 octobre. Ainsi, le relevé de tweets que nous avons réalisé concernant Gaza est tout aussi éloquent concernant la Cisjordanie[5]. Du 1er janvier au 6 octobre 2023, on en dénombre seulement 2 évoquant la Cisjordanie sur le compte de LCI, 2 sur le compte de CNews et 5 sur le compte de BFM-TV. France Info se distingue avec 39 tweets, soit un par semaine en moyenne. Concernant les journaux, 7 tweets sur le compte du *Parisien*, 11 sur le compte du *Figaro*, 23 sur le compte de *Libération* et 44 sur celui du *Monde*, soit un peu plus d'un par semaine. Sans surprise, pour les quelques médias qui ont un nombre plus élevé de tweets, il s'agit là encore très majoritairement d'informations ponctuelles concernant des séquences de tension militaire aiguë, notamment les violentes opérations israéliennes à Naplouse (mars 2023) et à Jénine (janvier, mars, juin-juillet 2023), les reportages « de fond », souvent de bonne facture, se comptant sur les doigts d'une main pour chacun de ces médias.

Et pourtant… Du 1er janvier au 1er octobre, 205 Palestiniens ont été tués dans ce territoire (en y incluant Jérusalem-Est), soit un record depuis le début des années 2000 ; sur la même période, le nombre de prisonniers palestiniens[6] a augmenté de 10 % ; de janvier à août 2023, le gouvernement israélien a approuvé la construction de près de 13 000 unités de logement dans les colonies de Cisjordanie, un record absolu ; sur la même période, l'ONU[7] dénombrait en moyenne, chaque jour, trois attaques perpétrées par des colons, là encore un record (+50 % par rapport à 2022, +200 % par rapport à 2021) ; etc.[8] Le moins que l'on puisse dire est donc que l'année 2023 fut loin d'être, en Cisjordanie, une année « calme » entrecoupée de moments « violents ». Mais l'extension de l'emprise coloniale israélienne et ses conséquences ne sont, sauf rares exceptions, pas un *sujet*, et le bruit médiatique est non seulement d'une très faible intensité mais aussi d'une misère analytique confondante, la Cisjordanie étant, comme le reste des territoires palestiniens, victime du syndrome de Tom et Jerry.

Rien d'étonnant dès lors à ce qu'il y ait eu un spectaculaire « retard à l'allumage » après le 7 octobre : tous les yeux étant braqués sur Gaza et la Cisjordanie étant déjà sous et mal-traitée, il a fallu attendre plusieurs jours, voire plusieurs semaines, pour que la violente répression (131 Palestiniens tués en octobre, 124 en novembre), les rafles de l'armée israélienne (1 000 arrestations en Cisjordanie dans les deux semaines suivant le 7 octobre, soit plus de 70 par jour) et l'explosion des multiples violences commises par les colons fassent l'objet de publications et, plus rarement, de reportages. Au niveau des titres de presse écrite étudiés, les premiers articles traitant des exactions commises par les colons ont ainsi été mis en ligne, sauf erreur de notre part, aux dates suivantes : 20 octobre (*Libération*), 21 octobre (*Le Monde*), 22 octobre (*Le Parisien*), 28 octobre (*Le Figaro*)[9]. Et l'on peut noter au passage cette coquetterie de France Info, dont la première publication sur la Cisjordanie, le 10 octobre, si elle traite bien des colons, le fait sous un angle… original : « "Je suis encore pétrifiée" : la vie sous les roquettes à Beitar Illit, colonie israélienne en Cisjordanie ». *No comment.*

Comme l'a souligné Arrêt sur images[10], « *la Cisjordanie, elle, reste accessible aux reporters, même occupée. Pourtant, peu de médias proposent un suivi approfondi de la situation sur ces territoires où vivent trois millions de Palestinien·nes.* […] [De plus,] *la presse s'est d'abord concentrée sur les manifestations de la population – parfois son soutien au Hamas – ou sur la visite d'Emmanuel Macron. Moins sur les violences subies.* » Illustration – parmi bien d'autres – du phénomène : sur le compte X de BFM-TV, parmi les 28 tweets mentionnant la Cisjordanie postés dans les trois semaines suivant le 7 octobre, pas moins de 13 (46 %) étaient relatifs au déplacement d'Emmanuel Macron à Ramallah (6 sur 15 pour LCI, 6 sur 17 pour France Info, 4 sur 6 pour CNews).

> ***Le cadrage « guerre Israël-Hamas » a contribué à marginaliser médiatiquement la Cisjordanie et à la détacher symboliquement de la bande de Gaza.***

Autre constat, et pas des moindres, le cadrage « guerre Israël-Hamas » (ou « Israël-Gaza »), en remplaçant le cadrage « habituel » du « conflit israélo-palestinien » (également critiquable), a contribué non seulement à marginaliser médiatiquement la Cisjordanie mais aussi à la détacher symboliquement de la bande de Gaza, un phénomène participant d'une confusion manifeste entre réalité géographique et réalité nationale et politique. La Cisjordanie est ainsi devenue une « autre guerre », plus souvent un « autre front », parfois mis sur le même plan que… le Liban, voire la Syrie, comme dans le chapô de l'article « Guerre contre le Hamas : Israël face à la menace de la multiplication des fronts », publié le 12 octobre 2023 sur le site de France 24 – pourtant loin d'être la dernière de la classe – : « *Alors qu'Israël a encerclé Gaza avec un dispositif militaire massif, des incidents à ses frontières nord, avec le Liban et la Syrie, se sont multipliés depuis le début de l'offensive du Hamas sur son territoire. De plus, le risque d'un soulèvement en Cisjordanie contre les colonies n'est pas à exclure. France 24 a interrogé plusieurs experts sur les capacités de l'armée israélienne à répondre simultanément à des attaques multiples.* » Une forme de cadrage auto-réalisateur : Israël est en guerre contre le Hamas, le Hamas ne contrôle pas la Cisjordanie, donc ce qui se produit en Cisjordanie est une « autre guerre » ou un « autre front », voire l'une des expressions d'un « embrasement régional ». La boucle est bouclée.

6. Depuis que l'armée israélienne s'est retirée de Gaza en 2005, les arrestations concernent quasi exclusivement les Palestiniens de Cisjordanie et de Jérusalem-Est.

7. Par l'intermédiaire de l'OCHA, Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU.

8. Chiffres de B'Tselem, OCHA, La Paix maintenant, Palestinian Central Bureau of Statistics.

9. *Le Figaro* et *Le Monde* ont publié, respectivement le 13 et le 14 octobre, des articles parlant de la situation en Cisjordanie mais n'évoquant qu'à la marge les actions menées par les colons.

10. « Cisjordanie : le front oublié ? », Arrêt sur images, 3 novembre 2023.

QUAND LE CERCLE DE LA RAISON SE REFERME

S'il existe bel et bien une fragmentation politique et géographique de la société palestinienne, le rôle des médias n'est certainement pas de la naturaliser, voire de la renforcer par les mots et les angles choisis. Il s'agirait plutôt de la comprendre et de l'expliquer, au regard notamment des politiques coloniales israéliennes au sein desquelles la fragmentation joue un rôle essentiel, et de ne surtout pas prendre pour argent comptant l'idée selon laquelle cette fragmentation signifierait une dilution, voire une disparition de la question nationale palestinienne. Mais encore faudrait-il, pour cela, assurer un suivi réel et approfondi de la situation, hors des seuls moments de vive tension militaire, qui ne sont guère propices à la réalisation d'enquêtes et reportages permettant de comprendre et d'expliquer les permanences – et les nouveautés – d'un conflit aux racines fondamentalement coloniales.

Le cadrage global qui s'est imposé le 7 octobre et les jours qui ont suivi est allé exactement dans le sens inverse, construisant un récit duquel il est rapidement devenu difficile, voire impossible de s'extirper : une attaque soudaine et inexplicable, une « riposte » à la légitimité incontestable et dont seules les modalités pourraient faire l'objet d'une discussion, une « guerre » d'Israël contre une organisation ennemie avec des effets collatéraux à Gaza et sur d'« autres fronts », entre autres la Cisjordanie. Soit un (anti-)modèle fait de présentisme, de déshistoricisation et de dépolitisation, rapidement devenu le périmètre de la discussion légitime, au sein duquel l'émotion étouffe l'analyse, la dimension militaire du conflit recouvre ses dimensions politique et juridique, et le court-termisme écrase la réflexion sur les dynamiques au moyen et long cours.

Il ne s'agit évidemment pas de dire que l'ensemble des productions médiatiques depuis le 7 octobre 2023 peuvent être résumées aux travers et biais que nous avons ici étudiés, mais bien de souligner les effets de cadrage du bruit médiatique dominant, qui jouent un rôle essentiel non seulement dans la perception que le public peut avoir d'une situation qui fait l'objet d'un véritable raz-de-marée médiatique, mais aussi dans la configuration du débat public et la (dé-)légitimation des positions et arguments des uns et des autres. Il s'agit aussi d'insister sur le fait que ces biais initiaux, qui s'inscrivent dans une continuité – tout en les amplifiant et en les aggravant – avec les travers « classiques » du traitement médiatique du conflit opposant Israël aux Palestiniens, ont participé de la constitution d'un cadre global qui, quatre mois plus tard, continue de s'imposer. Ce cadre global est un *contenant* qui a facilité, favorisé et légitimé le développement d'un *contenu* particulièrement problématique, pour aboutir à un véritable naufrage informationnel et moral : anéantissement du pluralisme, vaine recherche de vrais-faux « équilibres », normalisation des doubles standards, banalisation des compassions sélectives, invisibilisation de la tragédie de Gaza et, au total, accompagnement voire légitimation de la « loi du plus fort » sous couvert d'information.

MYOPIE ET DOUBLES STANDARDS

Information internationale: retour sur les dix jours post-7 octobre.

Il convient, préalablement, de faire état de différences de traitement entre un pan de la presse nationale et le paysage audiovisuel, remarque qui requiert à son tour de distinguer les chaînes d'information en continu – qui ont une nouvelle fois exacerbé les pires travers journalistiques – des programmes « magazines » ou de « reportages » pouvant encore exister sur les grilles des radios et des télévisions, principalement sur le service public. Cela ne veut nullement dire que les uns seraient exempts des critiques que concentreraient les autres, mais que de toute évidence, les biais, les partis pris, les entorses au pluralisme et autres déformations de l'information n'y revêtent ni la même ampleur, ni la même fréquence. Ceci étant dit, quelques grandes tendances se dégagent, qui, pour ne pas être systématiquement transversales, n'en constituent pas moins des dynamiques de fond contribuant à lourdement mutiler l'information dans la séquence actuelle.

> **« *Les affreux, ce sont les gens qui trouvent des excuses à tout ça, qui trouvent des explications à tout ça.* »**
> Raphaël Enthoven

« *VOULOIR RAISONNER ICI, C'EST MONSTRUEUX* » : LES MÉFAITS DU PRÉSENTISME MÉDIATIQUE

L'atrocité des massacres contre la population israélienne a tout d'abord réactivé avec vigueur, dans le discours et le traitement journalistiques ambiants, la vulgate chère à Manuel Valls et consorts postulant qu'« expliquer serait justifier ». Le 10 octobre sur Europe 1, face à Pascal Praud, Raphaël Enthoven a le mérite de synthétiser un credo éditorial. En croisade contre l'« *espèce de machine relativiste qui se me[t] en place et qui tent[e] d'expliquer ce qui arriv[e]* », l'intellectuel médiatique assène :

Raphaël Enthoven : *Rien n'est plus monstrueux que de vouloir expliquer la barbarie et de se donner l'air en plus de mieux la comprendre en le faisant. C'est-à-dire indexer [...] ce qui s'est passé en Israël sur une politique qu'on désapprouve, [...] c'est monstrueux. Ce raisonnement est monstrueux. Vouloir raisonner ici, c'est monstrueux. On n'explique pas la barbarie, sinon on perd la barbarie. Et l'enjeu de tous les gens qui se disent « Oui, mais il y a le contexte, mais il y a la colonisation », je ne sais pas quoi [...], les gens qui disent ça ne réfléchissent pas,*

1. Écouter « Israël-Palestine, l'information au rabais », podcast Acrimed/Cause commune, 11 juil. 2021.

2. Lire « Informer sur le Proche-Orient », *Médiacritiques* n°3, avr.-juin 2012, p. 18.

ne raisonnent pas, n'approfondissent pas. Ils diluent la gravité d'une tragédie qui les embarrasse.

Miracle de la « philosophie médiatique », qui revendique de renoncer à penser. La conclusion est de la même farine : « *Les affreux, ce sont les gens qui trouvent des excuses à tout ça, qui trouvent des explications à tout ça.* » « Barbarie », monstres et « affreux », pas besoin de concepts trop subtils pour marteler qu'en l'espèce, « excuse » et « explication » sont devenus synonymes. Ruminée de longue date sur (et par) les grands médias, cette « analyse » rudimentaire, dominante, cherche à intimider et à rendre inaudible toute esquisse de réflexion qui s'écarterait du cadre qu'elle aura elle-même fixé.

Mais cette aporie fait bien plus qu'anesthésier les conditions les plus élémentaires du débat démocratique. Elle constitue un verrou rhétorique d'autant plus délétère qu'elle appelle à dépolitiser la réception des événements tout en sous-tendant elle-même une lecture éminemment politique de ce qui s'est produit. Une lecture alignée sur celle du gouvernement israélien, elle-même endossée par la plupart des pays occidentaux (États-Unis, France, Royaume-Uni, etc.), laquelle met en scène un affrontement civilisation/barbarie entre « le terrorisme » et « la démocratie » légitimant conséquemment la réponse militaire engagée par Israël contre Gaza. « *Il est encore des voix odieuses qui [...] renvoient dos à dos un État démocratique et une organisation terroriste* », avance ainsi Nicolas Charbonneau, directeur des rédactions du *Parisien*, avant de condamner ces dernières, qui « *prétend[e]nt vouloir « contextualiser »... pour mieux relativiser.* » (9 oct.)

Les « voix odieuses » ou « monstrueuses » – dont le seul tort consiste à resituer historiquement la séquence, en l'inscrivant dans un conflit vieux de 75 ans – sont logiquement marginalisées. Des chercheurs, principalement, ou d'anciens diplomates ou ministres – mais aussi dans une moindre mesure quelques journalistes –, ont certes réussi à décrocher des tribunes ou à se frayer un chemin vers les micros, y compris très tôt sur certains médias. Mais ces îlots de pluralisme furent tout à la fois réduits à la portion congrue, complétement isolés dans les « débats », étrillés par les commentateurs-faucons et, la plupart du temps, disqualifiés d'emblée par leur nature analytique, bien loin des récits d'« émotion » qui, pour légitimes qu'ils fussent, avaient toutes les faveurs médiatiques, en particulier dans les premiers jours.

Qu'ils soient idéologiques ou liés aux conditions de production de l'information internationale, de nombreux facteurs expliquent le présentisme des médias, comme l'opprobre jeté sur les voix discordantes. Les formats, notamment, participent à la médiocrité de l'information audiovisuelle, en particulier sur les chaînes d'information en continu. Le rythme effréné des « éditions spéciales » exige le renouvellement permanent des plateaux, et la démultiplication des invités contribue à créer une cacophonie nivelant toutes les voix invitées à s'exprimer : diplomates, politiques, artistes, chercheurs, témoins, militaires, avocats, écrivains, éditorialistes, « experts » et consultants, etc. Un défilé permanent qui remplace un véritable pluralisme par une pluralité des « expressions », où l'émotion l'emporte systématiquement sur l'analyse.

Mais les formats n'expliquent évidemment pas tout. Dans ce moment de crise aiguë, la contextualisation des faits a d'autant moins relevé de l'évidence – et c'est un euphémisme –, qu'elle est sapée depuis des décennies par le traitement journalistique ordinaire. En dehors de tout événement sortant de l'« ordinaire », le conflit opposant Israël aux Palestiniens passe en effet sous les radars des médias dominants. Un (non) traitement qui laisse précisément dans l'ombre l'ordinaire des Palestiniens, quand bien même cet ordinaire recouvre les violences systémiques (et multiformes) de l'oppression coloniale, le régime d'apartheid ou le blocus imposé à Gaza depuis 2005. Un traitement structurellement biaisé[1], notamment par l'obsession d'une « neutralité »[2] pourtant dénuée de sens compte tenu de la disproportion du rapport de forces. Un traitement, enfin, qui ne permet pas d'approcher les inévitables reconfigurations des rapports sociaux et des acteurs évoluant à l'intérieur de ce cadre colonial, Hamas compris... bref, un traitement qui n'informe sur rien, quand il ne désinforme pas.

Pour ne donner qu'un seul exemple : une recherche effectuée sur le catalogue de l'INA entre le 1er janvier et le 1er octobre 2023 montre que le « 20h » de France 2 n'a consacré que 10 sujets au conflit. Sur ces 10 mois, le temps de parole de Palestiniens fut de 33 secondes. Un seul sujet en dix mois a fait état des exactions des colons (pourtant en hausse spectaculaire) dans les territoires palestiniens occupés. Nulle part ne fut mentionné le bilan par-

Qu'ils soient idéologiques ou liés aux conditions de production de l'information internationale, de nombreux facteurs expliquent le présentisme des médias, comme l'opprobre jeté sur les voix discordantes.

ticulièrement meurtrier des neuf premiers mois de l'année 2023. Et alors que la moitié des sujets ont eu pour point de départ des attentats contre des Israéliens de la part de Palestiniens, les bombardements sur Gaza menés en mai 2023 par l'armée israélienne n'ont été traités qu'à travers deux brèves: 17 secondes le 9 mai et 20 secondes deux jours plus tard. Laurent Delahousse, le 7 octobre, au premier soir des massacres du Hamas: « *C'est une zone du monde dont on avait trop vite oublié le caractère explosif.* » Un « oubli » particulièrement regrettable en effet, surtout de la part de ceux dont c'est justement la mission d'« informer »...

Comme l'écrit Mona Chollet[3], « *avant le 7 octobre, on considérait que c'était une période "calme", puisque les Israéliens vivaient (plus ou moins) en paix, et tout le monde se foutait de la violence quotidienne que subissaient les Palestiniens.* » En 2018 sur France Info, le journaliste Olivier de Lagarde résumait le phénomène[4] dès l'introduction d'un « débat » présenté comme incongru: « *Une fois n'est pas coutume, on va parler d'un sujet qui ne semble plus intéresser personne! On va parler de la Palestine.* » Et de clore le « sujet » au terme de seulement six minutes d'émission et après avoir remercié ses interlocuteurs: « *On a réussi à trouver les quatre derniers Mohicans que ça intéresse!* »

Nous étions alors le 21 septembre 2018, et le bilan des manifestations de la « marche du retour » –150 Palestiniens avaient été tués à ce stade et 10 000 avaient été blessés, plus de la moitié par balles – était littéralement passé sous silence, en écho aux contorsions cyniques[5] auxquelles s'étaient livrés les médias dominants six mois plus tôt après la première manifestation (30 mars), au cours de laquelle 22 Gazaouis avaient été abattus par des snipers israéliens postés sur une colline. À l'époque voix de « l'édito international » sur France Inter, Bernard Guetta déclarait que « *les autorités israéliennes n'avaient [...] pas de bonne solution.* » Une mutilation chronique de l'information, que nous n'avons eu de cesse d'expliquer et de documenter, depuis la seconde Intifada jusqu'à l'assassinat de la journaliste Shireen Abu Akleh, traité par le « 20h » de France 2 avec une partialité et une désinvolture confondantes[6].

Comment peut-on revendiquer son refus d'« expliquer » les événements et d'historiciser l'information, *a fortiori* dans ces moments de crise intense où par définition sont engagées des décisions politiques d'ampleur; en l'occurrence ici, des choix militaires aux conséquences extrêmement lourdes? Du reste, notons que cette absence de contextualisation journalistique n'est pas une fatalité. Le 16 octobre, sur LCI, la journaliste Magali Lunel a par exemple consacré trois minutes d'antenne remarquées à l'histoire de Gaza, à partir d'une analyse remarquable du journaliste Benjamin Barthe, publiée la veille dans l'édition papier du *Monde*. Des « voix monstrueuses », celles-là aussi? Ces minutes furent par définition marginales – alors qu'elles devraient être, si ce n'est la norme, du moins bien plus fréquentes d'un point de vue journalistique –, mais elles eurent le mérite d'exister. Et empressons-nous d'ajouter: elles furent sans doute d'autant plus « tolérées » dans le récit d'une chaîne d'information en continu que plus d'une semaine s'était écoulée depuis le 7 octobre. Mais à moins de considérer que l'atrocité est moins atroce dix jours après son surgissement, sans doute le journalisme devrait-il garder en tête que rien ne justifie de suspendre le raisonnement pour s'engouf-

En dehors de tout événement sortant de l'« ordinaire », le conflit opposant Israël aux Palestiniens passe sous les radars des médias dominants.

frer les pieds et poings liés dans un récit majoritairement émotionnel.

«*VOUS AVEZ UNE SENSIBILITÉ*»: SUSPICIONS ET DÉLÉGITIMATION DE LA PAROLE

Le traitement présentiste, sous-tendu par une négation (ou une réécriture) de l'histoire, favorise inévitablement l'application de doubles standards permanents dans le traitement journalistique. D'abord, s'agissant du recueil de la parole: de nombreux journalistes adoptent en effet un comportement différencié en fonction des interlocuteurs qui leur font face. La chercheuse Stéphanie Latte-Abdallah (historienne, politiste et directrice de recherche au CNRS) en a fait l'amère expérience le 12 octobre sur le plateau de Public Sénat, interpellée par le présentateur (puis par une journaliste) pour, affirma-t-il à tort, «*le fait de ne pas vouloir qualifier les actes [du Hamas] de terrorisme*». L'antagonisme entre la «froide» analyse explicative et le commentaire journalistique «à chaud» se donne ainsi à voir de manière spectaculaire: tenant un discours tranchant avec le prêt-à-penser journalistique, la chercheuse suscite une suspicion morale *a priori* chez ses interlocuteurs, pour ne pas parler d'une présomption de *sympathie* à l'égard du Hamas. Une réaction qui découle de l'incompréhension totale des journalistes quant au positionnement qu'elle adopte, comme du registre qu'elle convoque, pour s'exprimer.

> **«C'est une zone du monde dont on avait trop vite oublié le caractère explosif.»**
> Laurent Delahousse

Même constat sur BFM-TV le 12 octobre lors de l'émission spéciale «Israël face à la terreur». Béligh Nabli, professeur de droit public à l'université Paris-XII, est totalement isolé sur un plateau composé de huit intervenants. Alors que ce dernier mentionne l'existence d'un «*débat sur ce qui s'est passé en Israël du point de vue des actes commis par le Hamas*», il ne peut terminer sa phrase, violemment interrompu par plusieurs personnes: «*Comment ça il y a un débat?!*» s'insurge Maxime Switek; «*Comment ça?!*» lance une deuxième; «*Il n'y a pas de débat!*» répond un troisième. Et Béligh Nabli de reprendre: «*Laissez-moi terminer... C'est des crimes de guerre voire des crimes contre l'humanité, c'était ça le débat... [...] Donc ce sont les crimes les plus graves, c'est ça que je voulais dire.*» La seconde présentatrice, Julie Hammett, enchaîne alors: «*Oui, c'est pour dire à quel point ce qui est en train de se passer est grave. Vous pouvez continuer.*» Mais une question demeure, lancinante: de quoi était-il *a priori* suspecté?

Plus tard dans l'émission, Tamar Sebok, présentée comme «consultante Israël BFM-TV», «*salue la présence de monsieur Nabli parce que [...] dans une discussion sur la guerre d'Israël et le Hamas, il faut que les Palestiniens soient présents*». S'ensuit cet échange:

– **Béligh Nabli:** *Je ne représente personne, madame.*

–**[Un interlocuteur en plateau]:** *Vous avez une sensibilité!*

–**Tamar Sebok:** *Vous avez une sensibilité.*

–**Béligh Nabli:** *Tous mes propos sont fondés sur le droit. Mais c'est intéressant... Que vous associiez les Palestiniens au droit me va.*

Une suspicion de parti pris dont BFM-TV n'aura jamais fait preuve à l'égard de la communication israélienne (qu'elle ait émané du gouvernement ou de l'armée), dont elle s'est pourtant fait l'écho, en boucle... et à outrance. À ce stade, il n'est évidemment pas inutile de rappeler que la chaîne d'information a traité les événements en étroite collaboration avec i24News, chaîne du même groupe (Altice, contrôlé par Patrick Drahi), basée en Israël et connue pour un positionnement aligné sur le gouvernement extrême-droitier israélien. L'un des symptômes de cette proximité éditoriale? L'omniprésence sur les plateaux de BFM-TV de l'un des rédacteurs en chef d'i24News, Benjamin Petrover.

Sur la chaîne, ce biais structurel a donné lieu à des séquences de différenciation permanentes, pour ne pas dire insupportables. Le 10 octobre par exemple, Ronald Guintrange intervient en duplex de

3. «Sortir de l'enfer», blog La méridienne, 11 oct.

4. Lire «Olivier de Lagarde (France Info): la Palestine, ça n'intéresse personne!», Acrimed, 27 sept. 2018.

5. Lire «Massacre à Gaza: contorsions cyniques dans les médias français», Acrimed, 10 avr. 2018.

6. Lire «Palestine: la désinformation au 20h de France 2 continue», Acrimed, 17 juin 2022.

Tel-Aviv pour recueillir la parole d'Olivier Rafowicz, colonel de réserve et porte-parole de l'armée israélienne. Pas la moindre marque de distanciation ni le moindre filtre n'est appliqué à ses propos par les journalistes, ni pendant le duplex, ni ensuite en plateau. Pas même lorsque ce dernier déclare: « *Nous allons venger l'honneur de tous nos morts. […] Nous sommes en train aujourd'hui de frapper très durement la bande de Gaza. Ils peuvent pleurer, ils peuvent appeler au secours, rien n'y fera. Et pour ce qui est de l'opération terrestre, eh bien, si elle a lieu, elle aura lieu.* » Réaction de Ronald Guintrange: « *Elle aura lieu. Merci beaucoup colonel Rafowicz.* » Et du plateau: « *Merci à vous, merci Ronald et à votre invité.* » Aucune remarque sur sa « *sensibilité* », pourtant manifeste! Quelques instants plus tard, Ziad Medoukh, professeur de français gazaoui, sous les bombes, est présent en duplex une poignée de minutes. Alors que ce dernier détaille le bilan des bombardements, Maxime Switek tient, cette fois-ci, à opposer une autre parole:

Maxime Switek: *Mais vous savez ce que répond Israël et l'armée israélienne. C'est qu'il y a la volonté de faire tomber le Hamas une fois pour toutes, la volonté, le mot a été dit tout à l'heure par le porte-parole, de venger les atrocités commises par les terroristes du Hamas ces derniers jours. Israël explique que son armée prévient systématiquement des frappes. Et Israël a conseillé, a demandé aux civils précisément, qui étaient dans Gaza City, dans la ville de Gaza, d'essayer de partir […]. Il y a ce discours-là aussi face à vous, qui est de dire: on ne vise pas les civils palestiniens, on ne vise pas les civils. Ceux que l'on vise, ce sont le Hamas. Le Hamas qui, d'une certaine manière, prend en otage la population palestinienne.*

Le professeur déplore le relais par le journaliste de « *la propagande israélienne malheureusement* » et lance un appel à l'« *arrêt du blocus* » et des « *attaques sanglantes* » en mentionnant « *l'armée d'occupation* ». C'en est trop pour le présentateur de BFM-TV, qui reprend le dessus et met fin à l'entretien alors que Ziad Medoukh tente pourtant de reprendre la parole:

Maxime Switek: *Vous parlez de « l'armée d'occupation », Israël a quitté la bande de Gaza il y a maintenant 17 ans ou 18 ans me semble-t-il… Merci beaucoup Ziad Medoukh d'avoir été en direct avec nous [«* Non, non, je… *» Il est coupé en régie] pour nous décrire ce soir la vie à Gaza.*

Cette séquence a reconduit, voire aggravé la déshumanisation chronique des Palestiniens par le traitement journalistique ordinaire.

La violence et l'écrasement symboliques laissent pantois, mais se répètent quasi systématiquement, sur de multiples médias et sur de multiples plans, face aux quelques interlocuteurs palestiniens invités à s'exprimer. « *Il faut bien écrire, car le paysage médiatique est saturé par toutes les voix, sauf les nôtres* », revendiquait l'écrivain Karim Kattan dans *Le Monde* (11 oct.). « Toutes ces voix » qui, en outre, se sont régulièrement cru autorisées à s'ériger en porte-parole de « ce que pensaient les Palestiniens » en parlant en leur nom et à leur place.

L'ÉMOTION: VISAGES ET TÉMOIGNAGES À GÉOMÉTRIE VARIABLE

Face aux attaques du Hamas, l'horreur a évidemment légitimement gagné les rédactions qui, dans un élan naturel, ont verbalisé et manifesté leurs émotions à l'antenne ou dans les colonnes des journaux. « *Ce n'est même plus de l'émotion, c'est de la sidération*, écrit par exemple Nicolas Charbonneau, directeur du *Parisien* (11 oct.) à propos des massacres du kibboutz de Kfar Aza. […] *On n'est jamais prêt à supporter cela, c'est tout simplement suffocant. Indicible. Pourtant, il faut bien raconter et dire les choses.* » Une émotion on ne peut plus légitime et un impératif moral à raconter qui ne furent en revanche jamais manifestés de la sorte par le directeur des rédactions concernant les victimes civiles de Gaza. Entre le 8 et le 17 octobre, le quotidien a évidemment publié des articles (parfois de bonne facture) sur le sort de l'enclave, mais ceux-ci débutent seulement le 10 octobre, et occupent une surface éditoriale trois fois moindre que celle consacrée aux reportages sur la population, l'armée et les réservistes israéliens, regorgeant de témoignages et de récits où témoignent des rescapés et des individus ayant un visage, un prénom et un âge. Le choix des Unes du *Parisien* est, de ce point de vue, bien pire encore.

Cette disproportion éditoriale sur le terrain des témoignages et du registre intimiste a été particulièrement flagrante à la télévision. Arrêt sur images l'a démontré à propos d'un 20h de France 2[7] et ce fut également le cas sur BFM-TV. Au soir du 8 octobre, les présentateurs en plateau, les bandeaux et les reportages ne cessaient de dénombrer « *au moins 700 morts et 2 100 blessés* », soit un bilan de victimes israéliennes. Quant aux Palestiniens, ils étaient littéralement absents, alors que les bombardements avaient déjà causé des centaines de morts à Gaza. La sidération légitime autorise-t-elle de tels angles morts de la part d'une chaîne dite d'« information en continu » ? À « J + combien » après le 7 octobre certaines rédac-

tions se sont-elles autorisées à réellement traiter les crimes de guerre israéliens – sans pour autant les nommer comme tels ? Combien de morts gazaouis fallait-il « dans la balance », aussi macabre l'expression puisse-t-elle paraître, pour que ces derniers soient considérés comme une information ?

Force est donc de constater que cette séquence a reconduit, voire aggravé la déshumanisation chronique des Palestiniens par le traitement journalistique ordinaire : dans de nombreux médias, ils ont été la plupart du temps réduits, au choix, à des « terroristes », à des individus sans nom ni voix… ou carrément invisibilisés. Dès lors, aucun référentiel digne de ce nom n'existe chez les lecteurs et téléspectateurs : les Palestiniens n'ont pas de visages. Occidentalocentrisme et déshumanisation sont les ressorts de ce déni, et c'est une nouvelle fois le récit dominant, prêché par ceux que Frédéric Lordon a appelés les « *prescripteurs de la compassion asymétrique* »[8], qui fixe là où doit se porter l'émotion, et quel doit en être le degré.

> **« Est-ce que je peux vous poser une question très délicate, mais au fond, est-ce qu'il n'y a pas le sentiment chez certains que les civils à Gaza seraient, peut-être pas complices, mais voyez, comme on le dit des Russes… ? »**
> David Pujadas

L'empathie réclamée de la part des éditocrates à toute personne « suspecte » n'est donc pas une demande de compassion universelle, mais une injonction unilatérale. C'est, à nouveau, Raphaël Enthoven qui ose formuler tout haut les principes honteux que de nombreux commentateurs appliquent :

Raphaël Enthoven : *Oui, il y a une différence à faire entre des gens, des civils qui sont assassinés dans la rue par des commandos islamistes, qui débarquent dans les villages pour brûler les maisons, et les victimes collatérales de bombardements consécutifs à cette attaque. Je pense qu'il faut marquer cette différence, que c'est même très important de la faire. (BFM-TV, 10 oct.)*

Grandeur de la philosophie médiatique, qui permet d'envisager sereinement de faire le tri, parmi les victimes civiles, entre celles qui méritent la compassion et celles qui méritent leur sort. Le lendemain sur LCI, David Pujadas lui emboîte le pas, mais a encore la pudeur de conserver la forme interrogative :

David Pujadas : *Est-ce que je peux vous poser une question très délicate, mais au fond, est-ce qu'il n'y a pas le sentiment chez certains que les civils à Gaza seraient, peut-être pas complices, mais voyez, comme on le dit des Russes… Souvent, on entend dire des Russes, de la population russe : « Bah, il y a des manifestations, ils ne sont pas beaucoup descendus dans la rue, qu'est-ce qu'ils font pour contester Poutine, on n'a pas le sentiment que le sort de l'Ukraine vraiment les préoccupe beaucoup. » Est-ce qu'on est là dans ce même cas de figure ou est-ce qu'il faut dire : « Un civil à Gaza, c'est la même chose qu'un civil en Israël » ? (LCI, 11 oct.)*

L'une des interlocutrices en plateau – Rym Momtaz – s'offusque de la question : « *Ah bah j'espère bien qu'on peut dire qu'un civil à Gaza, sa vie a la même valeur qu'un civil en Israël, sinon, on a un vrai problème !* » Mais Pujadas revient à la charge : « *Pour vous… attendez… Ça ne fait aucune discussion ?* »

Et sur Europe 1, les doubles standards – comme la nécessaire désinformation qu'ils colportent – sont encore plus clairement assumés. Le 12 octobre, alors qu'un auditeur demande à Pascal Praud s'il « *condamn[e] les tueries des Israéliens à Gaza, des civils* », l'animateur ne répond pas. Silence. S'ensuit cet échange surréaliste :

– **Louis de Raguenel :** *J'ai envie d'intervenir. […] Pardon, mais en fait, qui a attaqué qui ? Mais ils se défendent là, les Israéliens.*
– **Auditeur :** *Est-ce que vous condamnez les bombardements d'Israël sur les civils de Gaza ? […]*
– **Pascal Praud :** *Je vous dis que je ne peux pas les condamner, parce que ça s'appelle une réponse.*
– **Auditeur :** *Donc vous avez dit non ?*
– **Pascal Praud :** *Bah oui. […] C'est-à-dire qu'en fait, Israël ne vise pas des civils.*
– **Auditeur :** *Ah bon ?! […] Est-ce qu'Israël est un pays colonisateur ou pas ? Est-ce qu'Israël colonise le territoire occupé, oui ou non ?*
– **Pascal Praud :** *Bah non.*
– **Auditeur :** *Ah non ?!*
– **Pascal Praud :** *Bah non, bah non.*

Illustration édifiante du « deux poids, deux mesures » ambiant, cette absence de condamnation et ce « déni de réalité » peuvent s'exprimer en toute liberté et par une personnalité médiatique en vue : non seulement personne ne s'en offusque, mais on a là une forme à peine caricaturale de ce qu'on voit par ailleurs, notamment dans la façon dont de nombreux journalistes et « experts » ont accueilli, commenté ou « analysé » la réponse militaire du gouvernement et de l'armée israéliens.

7. « Israël – Hamas : "On a le devoir de ne pas censurer l'explication" », Arrêt sur images, 13 oct.

8. « Catalyse totalitaire », blog *Le Monde diplomatique*, 15 oct.

DÉSINFORMATION PAR OMISSION

Focus sur les Unes du *Parisien*.

C'est à peine croyable… et pourtant vrai : du 8 octobre au 31 décembre, le mot « bombardement » ne figure sur aucune des 84 Unes du *Parisien*[1]. Avec 20 gros titres et 19 manchettes (encarts ou bandeaux), la guerre au Proche-Orient a pourtant occupé une place éditoriale importante.

Sur cet ensemble, une seule couverture montre les ravages des bombardements sur Gaza, donnés à voir sous une forme uniquement matérielle : le 29 octobre, une photo d'immeubles détruits dégageant une colonne de fumée occupe la moitié de la Une, que la direction choisit de partager avec trois autres « événements » : une « enquête » fort originale sur Jean-Luc Mélenchon intitulée « le piège du vote communautaire » et deux autres encarts relatifs à l'actualité sportive. Assumant sa désinvolture, *Le Parisien* accompagne son titre – « La guerre sans répit » – de quelques lignes de descriptif : « *L'offensive contre le groupe terroriste a pris la forme d'une infiltration militaire du nord de Gaza. Les familles des otages redoutent le pire pour leurs proches alors que Netanyahou annonce une "phase longue et difficile".* » À la différence des otages, humanisés, et dont on mentionne le ressenti des familles, les vies palestiniennes sont inexistantes. Non seulement elles n'ont aucune matérialité humaine à laquelle le lecteur pourrait s'identifier, mais sous la plume du *Parisien*, les civils disparaissent derrière le seul acteur palestinien mentionné – « *le groupe terroriste* » – suggérant que les uns et l'autre ne forment qu'un tout, ce qu'induit également le surtitre : « Conflit Israël-Hamas ». Un raccourci loin d'être anodin, soutenant même une lecture politique lourde de sens de la guerre en cours, néanmoins conforme à la titraille générique qu'ont adoptée la quasi-totalité des médias français.

> ***À la différence des otages, les vies palestiniennes sont inexistantes.***

Au reste, pour la direction du *Parisien*, la question humanitaire à Gaza ne vaut de toute évidence qu'une vulgaire manchette : le 16 octobre, un encart mentionne sans précision un simple « appel » d'ONG françaises, minuscule sous le gros titre et la photo du jour dédiés au mondial de rugby : « France-Afrique du Sud (28-29). Le rêve brisé ».

Sur la période étudiée, cinq autres « représentations » de Gaza seront proposées aux lec-

1. Sauf le 30 décembre, mais pour évoquer les bombardements russes en Ukraine.

Dimanche
Le Parisien
L'INSOUTENABLE ATTAQUE

75
Le Parisien
Après les massacres du Hamas
LA TRAGÉDIE DES OTAGES

75
Le Parisien
Attaques en Israël
Ces visages qui nous hantent

75
Le Parisien
Le martyre des kibboutz
10% DE REMISE

75
Le Parisien
Bande de Gaza
LE MONDE RETIENT SON SOUFFLE

75
Le Parisien
Enquête
Hamas, l'idéologie terroriste

75
Le Parisien
Tragédie de l'hôpital de Gaza
Comment éviter l'embrasement

75
Le Parisien
Macron en Israël
Les enjeux d'une visite
10% DE REMISE

75
Le Parisien
Macron en Israël
« Ne pas ajouter des larmes aux larmes »

75
Le Parisien
Conflit Israël-Hamas
Le piège des tunnels de Gaza
LE RÈGNE ANIMAL

75
Le Parisien
Bande de Gaza
Premières incursions de Tsahal
MOLIÈRE

Dimanche
Le Parisien
Conflit Israël-Hamas
La guerre sans répit

75
Le Parisien
Antisémitisme
Le retour de la haine
FLO

75
Le Parisien
Face à l'antisémitisme
Comment marcher tous ensemble

Dimanche
Le Parisien
« Une France où nos concitoyens juifs ont peur n'est pas la France »

75
Le Parisien
Unis pour la République

75
Le Parisien
Toulouse 2012. Jérusalem 2023
Les Sandler, une famille rattrapée par la haine

Dimanche
Le Parisien
NE LES OUBLIONS PAS !

75
Le Parisien
L'attente et l'espoir
L'ÉTOILE DU CIRQUE PEKIN

75
Le Parisien
L'insupportable décompte

75
Le Parisien
Otages français du Hamas
ENFIN LIBRES

75
Le Parisien
Antisémitisme
« Il y a des gens qui ne nous aiment pas »

75
Le Parisien
Otage du Hamas
L'ISSUE TRAGIQUE
Guy Marchand
Sacrée destinée !

Dimanche
Le Parisien
Ex-otages du Hamas
« Maintenant ils vont affronter la vie »

75
Le Parisien
Reportage exclusif
Dans le dédale des tunnels de Gaza

teurs du *Parisien*[2]. La première montre « *des roquettes tirées de Gaza détruites en vol par le Dôme de fer israélien* » (12 oct.). « *Un tueur du Hamas, filmé lors de l'assaut du festival de musique* » est ensuite représenté sur la couverture du 13 octobre (« Enquête. Hamas, l'idéologie terroriste »). La troisième (26 oct.) est une photo datant… de 2014, figurant l'intérieur d'un tunnel où pose un soldat israélien en armes, barrée du gros titre « Conflit Israël-Hamas. Le piège des tunnels de Gaza ». Le 27 octobre, la couverture, illustrée par une photo d'un blindé de l'armée israélienne, fait état des « *premières incursions de Tsahal* » dans la bande de Gaza. Et enfin, le 28 décembre, retour « dans le dédale des tunnels de Gaza ».

Pour la direction du Parisien, la question humanitaire à Gaza ne vaut de toute évidence qu'une vulgaire manchette.

L'idée n'est pas de pointer ces choix en tant que tels, mais de souligner que ces cinq (et uniques) représentations ne mobilisent qu'un seul imaginaire… et ne véhiculent qu'un point de vue : la manière dont le gouvernement israélien perçoit Gaza et la donne à voir au reste du monde. En plus de deux mois, il n'y aura pas un seul visage de civil palestinien à la Une du *Parisien*. Pas un.

Le traitement différencié à l'égard des otages, des victimes et des rescapés des massacres du 7 octobre est criant. Et trahit, une nouvelle fois, l'insoutenable hiérarchie des vies humaines et des souffrances qu'opèrent et exhibent les directions éditoriales.

Sur les 20 Unes consacrées au Proche-Orient, on en dénombre sept consacrées aux otages, trois aux victimes israéliennes du 7 octobre et une au témoignage de Jennifer et Eva Sandler, respectivement sœur et veuve de Jonathan Sandler – assassiné avec ses deux fils en 2012 par Mohammed Merah – résidant à Jérusalem. Des Unes auxquelles s'ajoutent neuf manchettes relatives aux otages – « Emmanuel Macron : "Jamais la France n'abandonne ses enfants." » (13 oct.) ; « Le cauchemar des familles françaises » (15 nov.), par exemple –, au « commentaire militaire » – « Guerre Israël-Hamas. Tsahal étend ses "opérations terrestres" à Gaza » (28 oct.) ; « Israël. Avec les réservistes sur le pied de guerre » (30 oct.) –, mais également des reportages auprès d'habitants et de rescapés israéliens – comme « Les irréductibles de Sdérot, ville martyre » (3 nov.) ; « Le témoignage choc d'un rescapé de la rave-party » (7 nov.) ; « Israël. Se tatouer pour ne pas oublier les massacres » (18 nov.) ; ou encore « Enquête. Les crimes sexuels du Hamas » (26 nov.).

Une diversité d'approches et de genres journalistiques qui tranche, là encore, avec le néant éditorial dans lequel sont plongés les Palestiniens de Gaza – et ne parlons même pas de la Cisjordanie, dont il n'est jamais fait mention – : la situation à Gaza a beau être apocalyptique et de perpétuelle « actualité », sous de multiples angles possibles, elle ne fait l'objet, en Une, d'aucune couverture entre novembre et fin décembre.

Au-delà de représentations à visages humains, c'est donc d'une simple existence à l'agenda et *a fortiori* d'un champ lexical affectif dont sont littéralement dépossédés les civils palestiniens. « *Tragédie* », « *insoutenable* », « *insupportable* », « *visages qui nous hantent* », « *ne les oublions pas !* », « *cauchemar* », « *ville martyre* », etc. sont autant de positionnements éditoriaux unilatéraux.

Au-delà de représentations à visages humains, c'est d'une simple existence à l'agenda et a fortiori d'un champ lexical affectif dont sont littéralement dépossédés les civils palestiniens.

Si les angles morts sont édifiants, ils n'épargnent pas non plus le traitement des répercussions de la guerre sur la société et le champ politique français. La représentation du second est tout simplement univoque : en dehors d'Anne Hidalgo (PS), dont l'interview bénéficie d'un

savoureux appel de Une dans le numéro du 11 octobre – « La gauche en crise. "Cela devient gravissime !" » –, l'exécutif est le seul interlocuteur à avoir voix au chapitre (en Une) et, cela va sans dire, d'une manière totalement acritique, conformément au rôle de caisse de résonance ou de relai servile dont s'est auto-investie la direction du *Parisien*. Emmanuel Macron figure ainsi cinq fois à la Une et le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, une fois : « Exclusif. "L'organisation terroriste Hamas doit être détruite" » (22 oct.). Quant aux conséquences du conflit sur la société française, elles ne sont abordées qu'au seul prisme de l'antisémitisme : cinq Unes sont consacrées à la marche du 12 novembre et aux actes de violence antisémites. Les nombreuses manifestations organisées à Paris et partout en France pour un cessez-le-feu à Gaza ne sont données à voir nulle part en Une[3], pas plus que ne figure à l'agenda la hausse des discriminations islamophobes.

Ce ne sont là que des Unes ? Gageons que les pages intérieures atténuent ces grossiers angles morts… Néanmoins, et parce qu'elle est en grande partie du ressort de la direction, la Une demeure la vitrine d'une ligne éditoriale. Laquelle pèse nécessairement sur le cadrage et le traitement de l'information produite par les journalistes… et engage ces derniers. En la matière, le panel que donne à voir *Le Parisien* reste la manifestation la plus cristalline non seulement de l'existence d'un double standard médiatique vis-à-vis de la situation au Proche-Orient, mais également d'une désinformation par omission, indigne de la part d'un quotidien « généraliste » aux prétentions locale et nationale et à l'influence encore manifeste dans la sphère journalistique… et politique.

En bagarre pour leur indépendance, les journalistes du quotidien élèveront-ils une nouvelle fois publiquement la voix contre un tel traitement propagandiste ? Il en irait d'une clarification : celle consistant à ne plus faire croire aux lecteurs du *Parisien* que sa direction les « informe ». ■

2. Nous n'avons pas inclus la Une du 19 octobre intitulée « Tragédie de l'hôpital de Gaza. Comment éviter l'embrasement » : la photo représente une manifestation à Beyrouth.

3. Le 20 novembre, une manchette mentionne simplement : « Israël-Hamas. Les artistes marchent pour la paix ».

DOUBLES STANDARDS AUX ÉTATS-UNIS ET EN GRANDE-BRETAGNE AUSSI

Extrait de « Le journalisme français, un danger public », Serge Halimi et Pierre Rimbert, *Le Monde diplomatique*, févr. 2024.

« Près de quatre mois après le déclenchement du conflit, aucun grand média français n'a réalisé une enquête quantitative sur le traitement journalistique du conflit. Aux États-Unis, *The Intercept* (9 janvier 2024) a analysé un vaste échantillon d'articles du *New York Times*, du *Washington Post* et du *Los Angeles Times* parus entre le 7 octobre et le 24 novembre 2023[1]. Les résultats ne devraient pas dépayser les lecteurs français. *« Le terme de "carnage" a été utilisé 60 fois plus dans le cas de victimes israéliennes plutôt que palestiniennes, et celui de "massacre" 125 fois dans le premier cas et 2 fois dans le second. "Terrifiant" est employé 36 fois dans le cas de victimes israéliennes, 4 fois si elles sont palestiniennes. »* Les auteurs relèvent par ailleurs *« le manque d'attention médiatique réservée au nombre sans précédent d'enfants et de journalistes tués, alors que ces deux groupes suscitent en général la sympathie des médias occidentaux »*. Enfin, alors que les assassinats de civils commis par le Hamas sont bien présentés comme le produit d'une stratégie intentionnelle, les journalistes dépeignent les meurtres de Gazaouis *« comme s'il s'agissait d'une succession d'erreurs reproduites des milliers de fois »*.

Le lexique chargé d'émotion pour les uns, distancié pour les autres, est également confirmé par l'étude d'un autre média occidental, la British Broadcasting Corporation (BBC)[2]. Les chercheurs ont passé au crible 90 % de la production en ligne de la BBC entre le 7 octobre et le 2 décembre 2023. Outre l'association presque systématique des mots *« massacres »*, *« meurtres »* et *« carnage »* aux victimes israéliennes – les Palestiniens étant *« tués »* ou *« morts »* –, la recherche établit que les termes exprimant les relations familiales comme *« mère »*, *« grand-mère »*, *« filles »*, *« fils »*, *« époux »*, etc., ont été beaucoup plus fréquemment utilisés pour décrire des Israéliens que des Palestiniens. »

1. *Cf.* également les recherches de Holly Jackson sur un autre échantillon de presse américaine à l'adresse : https://github.com/hollyjackson/casualty_mentions_nyt

2. L'étude est résumée par Xander Elliards, « Study shows BBC "bias" in reporting on Palestinian and Israeli deaths », *The National*, Glasgow, 9 janvier 2024. Les données sont disponibles à l'adresse : https://github.com/liet-git/bbc-bias#word-bank-analysis

LA TÉLÉVISION CONTRE LA PENSÉE

France 2, 19 octobre.

« Israël-Gaza : l'onde de choc » : le 19 octobre, France 2 consacrait une édition spéciale aux massacres du 7 octobre et à l'intervention militaire israélienne qui a suivi. Co-présentée par Caroline Roux et Julian Bugier, cette émission a été diffusée en *prime time* (21h) et en direct. « *Faire le point sur le conflit afin de mieux comprendre ses tenants et ses aboutissants* » était l'objectif affiché par la rédaction, laquelle revendiquait pour cela l'éclairage « *de nombreux spécialistes du Moyen-Orient* ». L'occasion de se pencher sur la façon dont une chaîne de service public formate et met en scène l'information internationale.

UNE FOULE D'INTERLOCUTEURS HÉTÉROGÈNES

Sur une émission d'une heure et vingt-deux minutes – nous n'avons pas inclus dans notre analyse les trente dernières minutes de l'émission, qui portèrent quant à elles sur des enjeux de société et de politique françaises –, huit intervenants sont invités à répondre aux questions des journalistes. Parmi eux, quatre demeurent en plateau tout au long de l'émission : Bertrand Badie (« Professeur de relations internationales à Sciences Po »[1]), David Khalfa (« Expert du Moyen-Orient à la fondation Jean-Jaurès »), Isabelle Defourny (« Présidente de Médecins sans frontières ») et Christophe Gomart (« Ancien directeur du renseignement militaire »). Valérie Zenatti – « Écrivaine et scénariste », dont Caroline Roux précise qu'elle a « *vécu huit ans en Israël* » – arrive en plateau à partir de la vingt-deuxième minute. À ces cinq personnes s'ajoutent trois interlocuteurs ponctuels, dont seul le premier est en studio : Bernard-Henri Lévy (« Écrivain et philosophe »), Raphaël Morav (« Chargé d'affaires d'Israël en France ») et Hala Abou-Hassira (« Représentante en France de l'Autorité palestinienne »).

Nous avons en outre décompté dix interruptions de plateau (15 minutes et 51 secondes au total), au cours desquelles plusieurs directs, reportages et temps de « décryptage » ont donné à entendre sept journalistes de France 2 et différents témoignages, la plupart du temps montés sous une forme équivalente à celle du micro-trottoir.

En tout point conforme au formatage d'un plateau dit d'« information » tel que le conçoivent les chefferies médiatiques en télévision, France 2 a donc privilégié le zapping, la multiplicité des intervenants… et l'hétérogénéité de leurs statuts. Résultat : la cacophonie plutôt que la cohérence.

CONTRAINTES INÉGALES ET TEMPS DE PAROLE RÉDUIT AU MINIMUM

Sur un peu plus d'une heure vingt d'émission, le temps de parole cumulé des invités oscille entre, au maximum, 8 minutes et 55 secondes dans le cas de David Khalfa et, au minimum, 2 minutes et 33 secondes pour Raphaël Morav. Pour la plupart soumis aux interruptions constantes des présentateurs, les invités ont un temps de parole moyen par intervention s'élevant… à 26 secondes.

D'une durée résiduelle, leurs interventions masquent en outre des conditions de prise de parole particulièrement inégales. BHL, par exemple, est gratifié d'un entretien privilégié: annoncé en grande pompe tel un témoin d'exception, il fait une entrée distincte en plateau, à rebours de ses quatre interlocuteurs voisins, et bénéficie de quatre prises de parole avant de se retirer du studio. Interrompu une seule fois par Julian Bugier, préservé de toute interpellation tant son propos est inscrit dans un dispositif étanche à toute « mise en débat », il est de fait l'invité en plateau dont le temps de parole moyen a été le plus élevé de l'émission.

> **« Faire le point sur le conflit afin de mieux comprendre ses tenants et ses aboutissants. »**
> France 2

Tous n'ont pas eu cette chance. La présidente de MSF Isabelle Defourny, par exemple: présente du début à la fin de l'émission, elle n'est interrogée qu'à seulement trois reprises. Elle essuie cinq interruptions lors de sa première intervention (de 2 minutes 30 au total), doit attendre 25 minutes avant la deuxième, puis plus de 35 minutes avant de s'exprimer une troisième et dernière fois. Ajoutons à ce bilan que sa deuxième prise de parole est loin d'être autonome: elle n'est en réalité sollicitée que pour répondre à une violente interpellation de David Khalfa, qui prend à témoin l'assemblée au moment d'épingler différents tweets de MSF. Isabelle Defourny, qui était de fait la seule intervenante en plateau à pouvoir relayer des informations de terrain concernant les civils de Gaza – quand bien même un reportage a partiellement informé à cet égard –, ne s'est ainsi exprimée que pendant 4 minutes et 27 secondes au total, deux fois moins, par exemple, que David Khalfa.

Dans de tels dispositifs, les contraintes que les présentateurs ont eux-mêmes fixées pèsent sur leur conduite de l'émission: engagés dans une course contre la montre, soucieux de « faire circuler la parole » sans y parvenir, noyés dans leur propre conducteur sous forme de « pot-pourri » enchaînant les sujets, ils sont en outre totalement aveuglés par le mythe professionnel postulant un désintérêt des téléspectateurs face à ce que les journalistes conviennent d'appeler entre eux… des « tunnels ». Ainsi, au cours de cette émission, on ne compte plus les chuchotements de Caroline Roux et Julian Bugier se superposant aux propos de leurs invités, ni leurs injonctions à la concision – « *Faut faire des réponses courtes, vous êtes nombreux* », « *Une réaction courte, parce qu'il faut qu'on avance* » martèle par exemple Julian Bugier – et encore moins leurs « ouais » réflexes pendant des prises de parole, un type d'interjection dont Pierre Bourdieu soulignait combien il « *presse, [… et] fait sentir à l'interlocuteur l'impatience ou l'indifférence* »[2]. C'est bien simple: aux yeux des journalistes, s'exprimer plus de deux minutes en continu semble déjà relever d'un trop-plein. Pour avoir pris la parole en duplex pendant 2 minutes 10, Hala Abou-Hassira – la seule voix palestinienne – essuie par exemple une remontrance:

–**Caroline Roux:** *Je peux vous interrompre? Est-ce que je peux vous interrompre?! C'est difficile de vous interrompre quand vous parlez… Et vous nous livrez avec beaucoup de sincérité [coupée]*

–**Hala Abou-Hassira:** *On m'interrompt beaucoup… On m'interrompt beaucoup…*

–**Caroline Roux:** *Alors est-ce que je peux le faire encore une fois? J'imagine que oui.*

« VOUS AVEZ EU SACRÉMENT LA PAROLE CE SOIR, PARDON DE LE DIRE »

Les interlocuteurs ont beau être soumis à des contraintes similaires, le cadre ne pèse pas sur tous à l'identique, et tous n'adoptent pas les mêmes stratégies. Certains décident de jouer les bons élèves. Au moment de donner la parole à David Khalfa – « *Vous avez une minute trente, c'est à vous la parole: une solution à*

1. Les intitulés des fonctions de chacun des intervenants sont tels qu'indiqués en bandeau par la rédaction de France 2 tout au long de l'émission.

2. Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, Raisons d'agir, 2008, p. 35.

deux États, c'est encore possible? » – Julian Bugier ajoute: « *Si vous ne m'engueulez pas par contre hein!* » L'expert de la Fondation Jean-Jaurès s'en défend – « *Moi, je suis très poli* » – et s'interrompt de son propre chef au bout de quarante secondes, non sans ajouter cette marque d'ironie: « *Voilà, je crois que j'ai fait très court. Ça vous va?* » Conforme au récit dominant privilégié par la plupart des médias, le propos qu'avance David Khalfa a beau être limité par la concision imposée, il reste néanmoins plus immédiatement « intelligible » que d'autres pensées moins hégémoniques.

Pour celles-ci, le dispositif médiatique devient alors plus qu'une contrainte: un empêchement. Ce que ne renierait sans doute pas Bertrand Badie... Au cours de l'émission, ce dernier est intervenu à sept reprises: sur ses 7 minutes et 29 secondes de temps de parole, il ne pourra jamais, sauf une fois, parler plus d'une minute sans interruption. Difficile d'imaginer, dans de telles conditions, que le chercheur puisse développer convenablement sa pensée, *a fortiori* lorsqu'il soulève des angles d'analyse s'écartant des sentiers médiatiquement battus. Ce qu'il ne se prive pas de souligner plusieurs fois au cours de l'émission, comme lors de cet échange avec Caroline Roux:

–Bertrand Badie: *Il ne faut pas prendre une mauvaise direction dans l'analyse et faire comme si on était encore dans l'ancien monde, c'est-à-dire évaluer le Hamas à travers ses soutiens étatiques. C'est vrai qu'il y a des liens avec le Qatar, qui sont d'ailleurs infiniment plus complexes qu'on ne le dit, [chuchotements] qu'il y a des liens avec l'Iran, c'est vrai. Mais ce qu'il faut voir, c'est cette dialectique [Ouais. Ouais.] qu'il y a entre le Hamas et l'opinion publique palestinienne [coupé]*

–Caroline Roux: *Oui, on voit surtout... [Bertrand Badie: Non mais attendez, parce que c'est très important...] On voit surtout qu'il y a un soutien du monde arabe au Hamas.*

–Bertrand Badie: *Vous permettez? Je fais mon métier, là, si vous permettez.*

–Caroline Roux: *Oui, mais moi aussi!*

–Bertrand Badie: *Oui mais là jusqu'à maintenant, je n'ai pas eu l'occasion de le faire et on va bientôt achever l'émission.*

–Caroline Roux: *Ah bon! Bah allez-y. Allez-y, allez-y...*

Se borner à constater les marques d'indifférence et de mépris qu'adresse la journaliste à son interlocuteur manquerait sans doute la principale – et bien plus navrante – conclusion à tirer de cet échange: présentateur-journaliste et chercheur sont deux métiers en totale contradiction d'intérêts. Et développer une expression argumentée, analytique – ou simplement informative –, se révèle littéralement impossible dans le dispositif (multi-)contraint que les journalistes imposent.

> **« Je peux vous interrompre? Est-ce que je peux vous interrompre?! C'est difficile de vous interrompre quand vous parlez... »**
> Caroline Roux

Un peu plus tôt encore, faute d'informations suffisamment fiables, Bertrand Badie refusait d'improviser des analyses à propos de l'explosion survenue dans la cour de l'hôpital Al-Ahli Arab de Gaza deux jours plus tôt pour mieux réorienter le cours du commentaire politique et militaire: « *Les questions que nous devons nous poser, ce ne sont pas celles-là, parce que ce n'est pas notre travail. La question que nous devons nous poser, c'est est-ce qu'il est possible d'"éradiquer le Hamas". [...]* » Entrecoupée de multiples tentatives d'interruption, son expression est littéralement ignorée par Caroline Roux qui le coupe au bout d'à peine 20 secondes, pour mieux en revenir à sa question initiale... et quand même, *in fine*, lui retirer la parole:

–Caroline Roux: *Mais en tant qu'analyste, vous avez vu que [l'explosion à l'hôpital Al-Ahli Arab] avait suffi à mettre le feu au monde arabe. Et on y reviendra.*

–**Bertrand Badie:** *Alors… vous avez totalement raison… Ça, c'est l'autre aspect que je voulais mettre en évidence, c'est le perçu des choses, le perçu devient effectivement un paramètre fondamental [coupé]*

–**Julian Bugier:** *On va y revenir*

–**Caroline Roux:** *Et on y reviendra. [Bertrand Badie tente de s'exprimer, inaudible].*

–**Julian Bugier:** *Et on va y revenir. On va y revenir, monsieur Badie.*

–**Caroline Roux:** *On y revient.*

–**Julian Bugier:** *On va y consacrer un chapitre.*

–**Caroline Roux:** *Le message est passé.*

« Le message est passé » ? Vraiment ?

Le clou du spectacle intervient en fin d'émission. Alors que Bertrand Badie tente cette fois-ci d'apporter une mise en perspective historique en amorçant un propos sur la reconfiguration des jeux d'influences dans le paysage des grandes puissances et des acteurs locaux, il est interrompu au bout de 34 secondes. Et parce qu'il signifie de nouveau son agacement, le carton rouge est immédiat:

–**Caroline Roux:** *Écoutez, je suis désolée…*

–**Bertrand Badie:** *Heureusement que sur LCI, ce n'est pas comme ça!*

–**Caroline Roux:** *Bah dis-donc! Vous avez plus de temps? C'est quand même incroyable de dire…*

–**Julian Bugier:** *Vous êtes sympa… Et vous avez eu sacrément la parole ce soir! Pardon de le dire…*

–**Bertrand Badie:** *J'ai jamais pu finir une phrase.*

–**Caroline Roux:** *Est-ce que ça vous intéresse qu'on aille au Liban? Est-ce que ça vous intéresse qu'on aille au Liban? Pour parler des acteurs locaux?*

–**Julian Bugier:** *On va aller au Liban. On va aller au Liban, près de Beyrouth.*

–**Bertrand Badie:** *J'essayais de faire une analyse.*

–**Caroline Roux:** *Vous l'avez livrée, pardonnez-moi.*

–**Bertrand Badie:** *Bah non, je ne suis pas arrivé au bout de ce que je voulais dire.*

–**Caroline Roux:** *Vous l'avez livrée avec beaucoup de pédagogie, et je vous en remercie. Mais j'aimerais qu'on aille au Liban. Parce qu'effectivement, tous les regards sont désormais tournés vers ce qui va se passer au Liban, au sud Liban, avec le Hezbollah.*

Fermer le ban en décrétant que l'expression d'un interlocuteur fut pleine et entière… contre son propre avis: une pirouette journalistique performative bien connue, qui n'entérine pas moins l'écrasement de la pensée par la télévision. En outre, nous ne manquerons pas de nous souvenir qu'aux yeux de Julian Bugier, s'exprimer pendant 7 minutes et 29 secondes sur une émission d'1 heure et 22 minutes équivaut à avoir « *eu sacrément la parole* ». Un échange particulièrement représentatif de ce qui fut, à ce jour, la seule « émission spéciale » de France 2 sur la situation au Proche-Orient organisée en première partie de soirée. Et qui constitue une parfaite introduction à la quatrième critique que l'on peut formuler contre l'émission spéciale de France 2: l'impression de cacophonie et l'impossibilité de débattre sont accentuées par la succession effrénée de thématiques, qui entravent toute discussion de fond.

> ***« Vous avez une minute trente, c'est à vous la parole: une solution à deux États, c'est encore possible? »***
> Julian Bugier

UNE SUCCESSION DE SUJETS SANS COHÉRENCE

Massacres du 7 octobre, état d'avancement de l'offensive israélienne, état de la situation à Gaza, histoire du Hamas, perspectives politiques, corridor humanitaire, blocus de Gaza, otages israéliens, mobilisation des réservistes israéliens, souffrances liées aux attentats, situation au Liban, en Iran, etc. Une multiplicité d'angles et de sujets s'entremêlent tout au long de la soirée.

En théorie, la plupart des thématiques sont agrémentées d'un reportage, d'un direct ou d'un décryptage introductifs minimalistes (1 minute et 35 secondes en moyenne) censés cadrer le temps d'échanges du plateau. Dans les faits, chaque thématique est appréhendée « par le haut » et survolée, tant l'une chasse l'autre au bout de seulement quelques minutes – voire quelques secondes… Conséquemment, le prétendu « débat » n'existe pas, *a fortiori* quand certains sujets ne font l'objet que d'une simple évocation ou d'une adresse unilatérale, c'est-à-dire à destination d'un seul interlocuteur. À titre d'exemple, la question des perspectives politiques et d'une « solution à deux États » n'est posée qu'à David Khalfa… et traitée en 40 secondes! Concernant l'histoire du Hamas – ses « *objectifs* », ses « *soutiens* », ses « *moyens* », etc. –, France 2 prétend éclairer le téléspectateur au gré d'un « reportage » d'1 minute 20 qui, évidemment, fait l'impasse sur l'implication et le rôle des gouvernements israéliens dans sa consolidation.

Autre exemple: au cours d'un direct d'1 minute 11, un envoyé spécial à Ramallah fait la part belle

au langage journalistique automatique, en évoquant successivement un « *regain de tensions et de violences* », des « *heurts entre Palestiniens et forces israéliennes* », la « *présence également d'éléments radicaux et on a vu dans certaines images, la présence aussi du drapeau du Hamas* », la « *montée de la popularité du groupe terroriste* » et la « *colère* » ou « *l'inquiétude* » des habitants de Cisjordanie, sans qu'aucun témoignage ne soit donné à entendre. Ce direct indigent n'en reste pas moins auto-suffisant : en plateau, les présentateurs ne relancent pas leurs invités sur les enjeux pourtant cruciaux que cristallise le territoire occupé. Et pour cause : 1 minute et 11 secondes suffisent pour que Caroline Roux décrète qu'« *on a parlé de ce qui se passait en Cisjordanie, on l'a vu dans ce qui vient d'être dit à l'instant, sur les images.* » Avant d'introduire « la suite » : « *C'est intéressant peut-être de parler de la rue arabe.* » « La rue arabe », « la guerre des images »… Rien n'a de sens, mais les catégories fourre-tout se succèdent comme autant de cases à cocher : « *Pardonnez-moi, moi, il y a quelque chose que je ne comprends pas. Est-ce que nous sommes en train d'assister à l'embrasement du monde arabe ?* » s'impatiente Caroline Roux. « *Voilà. C'est la question que j'allais poser !* », relance Julian Bugier. « *Il y a l'Iran aussi. Il y a la question de l'Iran. On va en parler !* », s'emballe plus tard le présentateur. Temps d'échange sur « l'Iran » ? Deux minutes.

Bertrand Badie est intervenu à sept reprises durant l'émission. Sur ses 7 minutes et 29 secondes de temps de parole, il ne pourra jamais, sauf une fois, parler plus d'une minute sans interruption.

Las… Sans doute fallait-il penser cette « émission spéciale » autrement que sur le modèle d'un « C dans l'air » exceptionnel. Car que pouvait bien espérer France 2 d'un tel dispositif ? Informer ? On n'ose le croire : prétendre « informer » sur de tels événements en convoquant autant d'interlocuteurs, dont les statuts et les approches sont si hétérogènes, pour évoquer un si grand nombre de thématiques dans un temps aussi restreint et en tablant, de surcroît, sur un dénominateur commun de connaissances pouvant rassembler les téléspectateurs d'un *prime time* sur France 2 témoigne, au mieux, d'une douce illusion, au pire, d'une réelle incompétence. Inutile de préciser qu'à force de sauter du coq à l'âne, nombre de points essentiels furent évacués : à la faveur d'un présentisme exacerbé, aucune contextualisation historique du « conflit » ne vit par exemple le jour au cours de l'émission, en dehors d'une mention fugace du blocus de Gaza. Une gageure quand l'émission prétendait « *mieux comprendre ses tenants et ses aboutissants* ». De la même manière, n'ont strictement jamais été abordés, questionnés ni *a fortiori* critiqués les positionnements de soutien des puissances occidentales à l'État d'Israël, qu'il s'agisse de celui des États-Unis ou du gouvernement français.

Ainsi, si l'on ne sait ce qu'espérait précisément le service public, on sait ce qu'il aura réussi : avoir mis en scène un simulacre de débat, décousu et indigent au point qu'il est presque impossible de faire état, en bout de course, de ce que l'on en retient. Succession de sujets sans approfondissement, temps de parole réduits au maximum, interruptions incessantes des intervenants : France 2 a, comme de coutume, façonné un dispositif où la forme et les contraintes télévisuelles l'ont emporté sur l'information. ■

Olivier Truchot, BFM-TV, 23 octobre : « *Il y a eu d'un côté des actes de barbarie où on tue des civils délibérément ; de l'autre, il y a des victimes civiles certes, mais qui sont des dommages collatéraux on va dire.* »

Christophe Barbier, BFM-TV, 23 octobre : « *C'est une chose de tuer des civils, voire des enfants, dans un bombardement parce que la guerre, c'est ça, toutes les guerres, c'est ça ; et puis de l'autre côté, rentrer dans une maison, de voir un enfant dans un berceau et de froidement le tuer, c'est pas la même chose.* »

Céline Pina, CNews, 26 octobre : « *Une bombe qui explose, et qui va détruire et qui va faire des dégâts collatéraux, tuera sans doute des enfants, mais ces enfants ne mourront pas en ayant l'impression qu'en face d'eux, l'humanité a trahi tout ce qu'ils étaient en droit d'attendre.* »

Caroline Fourest, BFM-TV, 29 octobre : « *Il faut savoir qu'il faut diviser les chiffres [des morts palestiniens], si ce n'est par 5, au moins par 10.* »

Bernard-Henri Lévy, LCI, 29 octobre : « *Israël s'oblige à respecter le droit humanitaire. Israël fait tout ce qui est en son pouvoir pour qu'il y ait le moins de victimes civiles possible. Encore une fois, Israël lance des tracts, téléphone, envoie des messages de toutes sortes aux Gazaouis en disant : "Ne restez pas ! Ne restez pas les otages de ces salopards qui vous manipulent depuis quinze ans, partez, fuyez." Donc le droit humanitaire, il est dans la tête et dans les cœurs des Israéliens autant que dans la tête et les cœurs des téléspectateurs bien tranquilles de New York, de Paris ou de Berlin.* » [cité par *Le Monde diplomatique*, févr. 2024]

Pascal Perri, LCI, 31 octobre : « *Il y a un antisémitisme couscous.* »

Christine Ockrent, France 5, 23 janvier : « *C'est quand même le Hamas qui impose, d'une manière ou d'une autre, à ces malheureux [civils à Gaza] de subir autant de désastres, de dégâts, de souffrances, etc.* »

« UKRAINE-ISRAËL : MÊME COMBAT »

« Ukraine-Israël, la même histoire » : ainsi était titré un édito de François Lenglet dès le 15 octobre, dans *La Provence*.
Sur BFM-TV, le 27 octobre, Nicolas Tenzer expliquait : « *On a une organisation terroriste [le Hamas], un État terroriste, la Russie, c'est pareil d'une certaine manière.* »
Quelques jours plus tard, sur LCI, c'est Abnousse Shalmani qui défend son parti pris : « Ukraine-Israël : même combat » (1er nov.).
Même logique chez Bernard-Henri Lévy, sur RTL : « *La guerre du Hamas contre Israël et la guerre de Poutine contre l'Ukraine, c'est pareil. C'est la même affaire qui se joue, c'est la même histoire qui se joue.* » Ou encore : « *Ça fait partie du même tableau d'ensemble. [...] C'est la même guerre.* »
(11 nov.) On voit l'inanité de l'analogie : peut-on sérieusement défendre que « *c'est la même histoire* » ou « *la même guerre* » ?
On comprend en revanche son intérêt. Abnousse Shalmani : « *J'ose espérer que, nous les occidentaux, et je crois qu'il est temps maintenant de dire des choses comme ça, nous les occidentaux, je pense que nous devons vraiment tenir les deux fronts, parce que ces deux fronts se retrouvent dans une chose : ils nous attaquent par haine de l'Occident.* » Pascal Praud ne dit pas autre chose : « *Israël est la pointe de l'Occident, ce qui s'y joue se jouera peut-être un jour à Paris, Londres ou New York.* » (CNews, 26 oct.) Quant à ce qu'il se joue dans les rédactions et sur les plateaux, on en voit chaque jour les dégâts. ■

AU NOM D'UNE «GUERRE JUSTE»

Préparation des esprits.

Les périodes de crise, qui plus est lorsqu'il s'agit de tensions internationales et de conflits militaires, sont rarement propices au pluralisme de l'information. Les grands médias ont alors inexorablement tendance à s'aligner sur la communication des gouvernants. Le récit médiatique dominant impose une lecture de la guerre à Gaza à la fois partielle, partiale et gangrénée par un double standard systémique selon que l'on s'intéresse aux réalités israéliennes ou palestiniennes. Une information biaisée et déséquilibrée, parfois propagandiste tant certains médias auront repris mot pour mot – sans jamais l'interroger ni *a fortiori* la critiquer – la communication belliqueuse des autorités civiles et militaires israéliennes. Une information au garde-à-vous, qui n'a presque été, durant au moins les quinze jours post-7 octobre, que louanges pour le positionnement diplomatique du président français. «*Les médias sont d'une agressivité que je n'avais pas vue depuis longtemps, sans doute depuis la guerre de 1967*», déplorait Alain Gresh dans un entretien à Mediapart (24 oct.). Énième (et tragique) chapitre d'une longue histoire des grands médias face aux «guerres justes»[1].

Le suivisme à l'égard de la communication du gouvernement et de l'armée israéliens – y compris ses discours les plus guerriers, justifiant les crimes de guerre contre la population gazaouie – s'est donné à voir de manière spectaculaire dans de nombreux médias. Tandis que la réaction d'Israël fut très vite enclenchée – les bombardements sur Gaza ont débuté dès le 7 octobre et le siège complet de l'enclave a été déclaré le 9 –, rares ont été les journalistes, éditorialistes et autres «experts» (ès «géopolitique» ou «relations internationales») à avoir envisagé ou discuté la possibilité d'un cessez-le-feu ou de négociations dans le cadre d'un processus de paix.

Dans les deux premières semaines, les commentateurs se divisent plutôt en deux catégories: les «va-t'en-guerre» d'un côté, et les partisans de la «cécité volontaire» de l'autre. Chez ces derniers, le discours postulant ou sous-entendant qu'Israël n'aurait «pas d'autre choix» s'accommode de fait des «*dommages collatéraux*» (entendre: la mort de centaines puis de milliers de civils gazaouis) et tend à disqualifier les quelques intervenants qui en appelaient concrètement à la désescalade, renvoyés dans le camp des «naïfs» et suspectés, au mieux, d'ingénuité: «*les grandes consciences intim[a]nt à Israël de faire*

1. Lire Serge Halimi, Dominique Vidal, Henri Maler et Mathias Reymond, *L'Opinion, ça se travaille… Les médias et les «guerres justes»*, Agone, 2000 (réed. 2014).

2. Également présenté comme «président de l'association Corse-Israël».

3. Un peu plus tôt, l'éditorialiste évoquait «*détruire complétement toute la structure militaire du Hamas*».

la paix», ironise ainsi Franz-Olivier Giesbert (*Le Point*, 12 oct.). Un message oscillant donc entre une légitimation explicite de la réponse militaire israélienne et la déresponsabilisation d'Israël, généralement au nom d'un prétendu «fatalisme de la riposte».

«CONTINUER LES BOMBARDEMENTS»

S'ils ne sont évidemment pas représentatifs du discours médiatique dominant, loin de là, commençons tout de même par relever les propos tenus sur i24News (chaîne soumise à la régulation de l'Arcom) le 16 octobre par l'écrivain David Antonelli[2], recueillis dans un calme olympien par une journaliste-présentatrice très professionnelle:

–**David Antonelli:** *Je vais vous dire honnêtement les choses, comme toujours. Moi, je me fiche éperdument des 2 millions de Gazaouis. Moi ce qui m'importe aujourd'hui, c'est la vengeance des 1 300 Israéliens, femmes, bébés, pères de famille qui ont été massacrés. C'est ça. C'est la vengeance d'abord d'Israël, relever la gloire d'Israël. Les 200 otages m'importent aussi d'une certaine manière [...], mais honnêtement, je n'en ai rien à faire de ce que vont devenir les 2 millions de personnes à Gaza. [...]*

–**Présentatrice:** *On ne peut pas commencer cette guerre, David, sans savoir comment on la termine, sans savoir ce qu'on fait de la bande de Gaza.*

–**David Antonelli:** *Tout à fait. Déjà pour moi, il y a un rectificatif à faire important: on ne va pas réoccuper Gaza, on va récupérer Gaza. [...] Si les États-Unis de Biden, si la communauté internationale, si l'Union européenne ne sont pas contents de notre réponse qui doit être impitoyable [...], ben tant pis pour eux. On ne doit pas se soucier ni des droits de l'homme, ni de la pensée progressiste, ni du mondialisme.*

> **«L'armée israélienne ne peut pas faire autrement. Compte tenu de ce qui s'est passé, de l'émotion populaire et puis de la logique militaire, il faut rentrer et il faut tout détruire.»**
> Pierre Servent

Six jours plus tôt (10 oct.), le même intervenant était invité par Jean-Marc Morandini sur CNews pour faire la propagande de l'armée israélienne, affirmant qu'une «*intervention militaire*» était «*obligatoire*», tout comme «*reprendre le contrôle de Gaza*»: «*On est tous derrière notre armée et on va rentrer à Gaza et on va faire le travail.*»

Si de tels propos n'ont pas fait l'objet d'un tollé malgré leur retentissement sur les réseaux sociaux, c'est qu'ils s'inscrivent en réalité dans un *continuum* narratif ayant d'emblée légitimé la réaction de l'armée et du gouvernement israéliens; *continuum* dont ils ne représentent que le stade le plus avancé.

Dans la matinale de LCI le 11 octobre, on assiste par exemple à ces échanges:

–**Adrien Gindre:** *L'émotion bien sûr, mais la détermination aussi d'Israël face aux massacres dont on a eu encore les derniers éléments ce matin [...]: Beeri, Kfar Aza, ces 40 bébés tués. Une opération terrestre vous paraît-elle non seulement à présent inéluctable mais indispensable pour permettre à Israël de dire: «Nous avons une réponse» ?*

–**Pierre Servent:** *Oui, je pense que l'opération dans la bande de Gaza, elle est inscrite, je dirais, dans la suite logique de ce qui se passe.*

Tout du long, l'éditorialiste géopolitique du groupe TF1 se fait conseiller militaire: «*Il faut sécuriser l'intérieur [d'Israël], il faut refaire monter [l'armée israélienne] en puissance, continuer les bombardements.*» Et enfin:

–**Adrien Gindre:** *Est-ce que l'armée israélienne en sortira nécessairement vainqueur de par sa supériorité technologique, etc.? Hier, sur le plateau de David Pujadas sur LCI, vous évoquiez l'idée aussi que le Hamas tend une forme de piège à l'armée israélienne, que c'est ce qu'il attend, ce qu'il veut, cette incursion.*

–**Pierre Servent:** *Alors, c'est ma conviction. En même temps, l'armée israélienne ne peut pas faire autrement. Compte tenu de ce qui s'est passé, de l'émotion populaire et puis de la logique militaire, il faut rentrer et il faut tout détruire. Ça veut dire qu'il y aura énormément de soldats israéliens qui vont mourir au combat, parce qu'il faudra à un moment rentrer dans les tunnels.*

Sans que l'on sache précisément, à ce stade, à quoi correspond ce «tout détruire»[3]... «Israël, le temps de la guerre», tonne encore Luc de Barochez dans son éditorial du *Point* (12 oct.):

Soudain, l'État d'Israël est apparu vulnérable; or, il ne peut se montrer faible. L'attaque terroriste du 7 octobre, la plus meurtrière de son histoire, appelle une riposte à la hauteur du préjudice subi. [...] [La population israélienne] est renforcée dans sa conviction que la paix avec les Palestiniens est un mirage qu'il est parfaitement illusoire de poursuivre. [...] Un jour, le temps de la paix reviendra. Mais en attendant, il faut en passer par le temps de la guerre. [...] [U]ne chose est sûre: Tsahal finira par prévaloir.

DE LA PROPAGANDE VA-T'EN GUERRE À LA COMMUNICATION MILITAIRE

Ailleurs, sous couvert d'analyse de stratégies de guerre, certaines productions journalistiques prennent elles aussi des accents hautement propagandistes. Le 10 octobre, voici par exemple comment *Le Parisien* entame un article intitulé «Et Israël est entré en guerre»:

Après l'opération Déluge d'Al-Aqsa du Hamas, voici venu le temps de la riposte: Glaives de fer. Meurtri par l'attaque éclair de son ennemi samedi, Israël imagine la meilleure manière de frapper.

« Chaque zone dans laquelle le Hamas opère sera une ruine », a insisté le Premier ministre Benyamin Netanyahou [...]. Tsahal a déjà commencé la première phase de la riposte en bombardant intensément l'enclave ce week-end, dans le but de réduire en « ruines » les caches du groupe armé palestinien, classé terroriste par l'Union européenne.

Une mise en récit – presque cinématographique – pour le moins problématique tant les marques de distanciation journalistiques sont inexistantes : « *Intervenir dans le dédale des ruines de Gaza est un pari risqué. [...] Mais le Premier ministre fera tout pour laver l'affront de samedi. "Ne pas le faire serait dévastateur pour la capacité d'Israël à dissuader non seulement le Hamas mais aussi ses ennemis dans toute la région", [...] a soutenu Amir Avivi, ancien commandant adjoint de la division de Gaza de l'armée israélienne [...].* »

Les récits de ce type – où le journalisme semble inexorablement se dissoudre dans la communication militaire – sont légion. Ils furent notamment exacerbés sur BFM-TV, où des représentants de l'armée israélienne ont été régulièrement interrogés, et leurs propos rarement remis en contexte par des journalistes – et ce, insistons-y, à rebours d'une partie de la presse israélienne, qui a su quant à elle ne pas mâcher ses mots à l'égard des gouvernants.

Le 10 octobre, le présentateur Maxime Switek semble par exemple faire sienne la communication d'un porte-parole de l'armée israélienne, qui « *nous disait : "Nous, on vise telle ou telle cible du Hamas, mais on sait qu'il y aura des victimes civiles". Comment dire... C'est immanquable ! C'est ce que nous disait le porte-parole tout à l'heure. Il y aura des victimes civiles, on le sait, mais notre priorité, c'est le Hamas.* » Le mélange des genres est tel qu'il devient impossible de distinguer le « nous-armée » du « nous-journalistes », pour un message qui, en définitive, ne véhicule rien d'autre qu'une légitimation des bombardements – malgré les victimes civiles qu'ils provoqueront « immanquablement »...

BFM-TV se livre également, à partir du 7 octobre, à un journalisme d'anticipation aussi morbide que pauvre du point de vue informationnel, mais qui permet d'entretenir un suspense destiné à entretenir l'audience : l'annonce, martelée plusieurs fois par jour et réitérée jour après jour, de « l'imminence » d'une intervention terrestre dans Gaza, dans une mise en scène dont l'armée israélienne dicte le tempo et les termes. Laquelle, a-t-on pu par exemple apprendre sur BFM-TV, ferait preuve d'un respect remarquable pour les populations civiles en leur laissant le temps de « partir »... Outre sa désinvolture parfois outrancière – « *Offensive terrestre à Gaza, c'est pour quand ?* » ; « *Netanyahou a-t-il la main qui tremble ?* » (bandeaux des 23 et 26 oct.) – cette focalisation sur les préparatifs d'une potentielle intervention terrestre opère souvent au détriment du traitement de l'intervention *aérienne*, bien réelle quant à elle, comme de la situation dans les territoires occupés en Cisjordanie, largement restés sous les radars de BFM-TV, comme de la plupart des médias dominants durant les dix premiers jours.

Illustration, avec cet échange entre une présentatrice et une envoyée spéciale à Ashdod, qui survient après la retransmission d'une intervention du porte-parole de l'armée israélienne sur la chaîne le 15 octobre :

– **Présentatrice :** *La prochaine étape va commencer, c'est ce qu'a assuré hier Benyamin Netanyahou. On en est où ce matin ?*
– **Journaliste :** *Oui, et plusieurs médias israéliens pensaient que ça aurait pu avoir lieu hier soir. [...] Ce matin, pour l'instant, pas de nouvelles informations. L'armée israélienne a fait savoir qu'elle continuait à muscler ses opérations maritimes et surtout aériennes. On n'a pas vu d'offensive majeure ce matin, peut-être deux explications. D'abord, est-ce que c'était pour laisser plus de temps aux civils de Gaza de fuir, de se déplacer du nord vers le sud ? C'est ce qu'ont demandé à plusieurs reprises des officiers de l'armée israélienne. Est-ce que c'est à cause du temps ? Parce qu'effectivement, il a beaucoup plu hier soir, notamment sur Tel-Aviv, le ciel est très nuageux et on sait qu'eh bien, la météo,*

ça peut avoir un impact, notamment par exemple sur les pilotes de drones parce que les nuages masquent la visibilité.

Au-delà du versant proprement pathétique d'un tel récit en de telles circonstances – qui s'est répété à l'infini, pour les besoins du « remplissage » H24 de l'antenne –, il faut dire combien cette « préparation des esprits » n'a rien à voir avec de l'information, mais participe au contraire intégralement à la communication de guerre israélienne. Et combien ce chaos informationnel a été largement co-construit et entretenu, parfois sans doute involontairement, par la plupart des bulletins d'information audiovisuels et des fils d'« actualité ». La fabrique de l'information télévisuelle en continu façon BFM-TV n'ayant finalement, là encore, « que » poussé le phénomène à son paroxysme.

Mais ces éléments de langage gouvernementaux et militaires n'ont pas été les seuls à avoir été largement repris : le credo selon lequel « le Hamas prend la population en otage » connaît également un grand succès médiatique. Parce que cette formule-réflexe n'est que très rarement discutée et interrogée, elle sert la plupart du temps à exonérer Israël de la responsabilité des conséquences des bombardements et de l'état de siège sur les civils palestiniens. La preuve, notamment, par l'indéboulonnable BHL, dont la présence sur le plateau de l'émission spéciale de France 2 (19 oct.) était de toute évidence incontournable aux yeux de la rédaction : « *Évidemment qu'il faut épargner les civils, bien sûr que c'est possible* », pontifie ce dernier – sans avoir l'air de prendre en compte les milliers de morts palestiniens à l'heure où il parle, comme la catastrophe humanitaire en cours –, avant de poursuivre :

> **“Un jour, le temps de la paix reviendra. Mais en attendant, il faut en passer par le temps de la guerre.”**
> Luc de Barochez

Bernard-Henri Lévy : *Vous avez un million de civils, peut-être 900 000 qui ont évacué les zones les plus dangereuses, c'est-à-dire les zones où Tsahal a annoncé par avance qu'il allait cibler les états-majors, les centres de commandement, les rampes de lancement du Hamas. Donc bien sûr que c'est possible [d'épargner les civils]. Et les vrais criminels, dans cette affaire, ce sont les commandos du Hamas et les responsables politiques qui ont dit aux civils : « Surtout, ne bougez pas, restez là, restez dans les immeubles, servez-nous de boucliers humains ! » Ça, c'est un crime. Ce crime du Hamas. […] Mais épargner les civils, c'est possible.*

Comme au cours des quarante dernières années, la complaisance des grands médias à l'égard de l'un des « intellectuels » (tragiquement) les plus en vue absoudra instantanément cette déclaration – qui recoupe, du reste, le prêt-à-penser journalistique. Lequel est rabâché, inlassablement, par une grande partie de l'éditocratie « respectable », qui n'en finit pas de cultiver la rhétorique ancestrale des « dommages collatéraux ».

DE « L'INÉLUCTABILITÉ » À LA CÉCITÉ VOLONTAIRE…

Un discours assez uniforme concernant la réaction militaire israélienne s'est ainsi mis en place dans le récit médiatique de la guerre en cours, en particulier la première semaine : celle-ci serait *inéluctable*. Y compris chez des intervenants critiques de la politique israélienne et/ou entrevoyant l'enclenchement nécessaire (mais futur…) d'un processus de paix. Dans la matinale de France Info (9 oct.), à la question posée de l'éventualité d'« *opérations au sol* », le géopolitologue Dominique Moïsi – difficilement soupçonnable de complaisance à l'égard de la politique de Netanyahou – répond ainsi : « *Ça me paraît inévitable* ». Et s'il évoque au futur des « *discussions techniques* » et négociations possibles, il enchaîne : « *La vraie question aujourd'hui, c'est que l'humiliation a été totale pour Israël, la surprise a été gigantesque. Et donc le gouvernement israélien, la population israélienne attend des réponses. Et ces réponses, elles passent par l'entrée des troupes israéliennes dans Gaza.* »

Dans *Le Parisien* le lendemain (10 oct.), Hubert Védrine est interrogé sur « *l'occasion de relancer un processus de paix israélo-palestinien* ». Réponse : « *Bien sûr, mais pas immédiatement. On est au lendemain d'une attaque qui a fait des centaines de morts en Israël, une proportion monstrueuse. Le pays est sous le coup du traumatisme. Et à la veille d'une riposte terrible, d'un blocus sauvage de Gaza. Mais, inévitablement, l'idée va revenir.* » Doit-on déduire de l'absence de relance que les bombardements enclenchés trois jours plus tôt ne constituaient pas déjà une « riposte terrible » ?

Dans *L'Express* (12 oct.), aucun article n'est consacré à la population gazaouie dans un dossier de dix pages ; tout juste est-on informé d'une « *campagne de frappes aériennes sur la bande de Gaza, avec plus de 200 victimes en quelques heures* », tandis qu'au sein de « L'œil de L'Express », le siège et « *les frappes aériennes* » sont traités en cinq lignes dans une brève

intitulée… « Le peuple palestinien, l'autre victime du Hamas ». Dans l'article d'ouverture du dossier, alors qu'il est question des « *risques d'une offensive terrestre à Gaza* », le journaliste affirme : « *Benyamin Netanyahou connaît bien ces conséquences et avait jusqu'à présent toujours refusé ce scénario, privilégiant le statu quo. Cette fois, il lui sera difficile, voire impossible, de ne pas céder à la pression populaire.* » Un « *premier ministre en guerre malgré lui* », en somme, pour paraphraser un titre du *Monde* dans l'édition du 8 octobre.

Parallèlement, les appels à la désescalade qui se sont exprimés sur les antennes ont souvent été déconsidérés et frappés du sceau de la « naïveté ». Sur France Inter le 12 octobre par exemple, face à l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin, les relances à la fois lasses et insistantes de Léa Salamé auraient presque pu faire passer son invité pour un bisounours déconnecté des réalités. De Villepin exhortait-t-il de ne pas recommencer « *les mêmes erreurs* » commises par les États-Unis après le 11 septembre 2001 ? Salamé s'impatientait : « *Oui mais qu'est-ce qu'ils peuvent faire ?! Dominique de Villepin… Une fois que vous dites ça, qu'est-ce qu'ils peuvent faire ? Qu'est-ce qu'ils doivent faire aujourd'hui le gouvernement israélien ? C'est un casse-tête !* » Déclarait-il – comme le faisait l'OMS deux jours plus tôt – qu'« *il faut penser "couloir humanitaire"* » ? L'intervieweuse le coupait : « *Mais où ?! Vers où ? L'Égypte n'en veut pas, vous le savez !* » Exigeait-t-il une « *responsabilité à la tête de la communauté internationale* » pour « *trouver des solutions humanitaires et […] une solution à deux États* » ? Elle s'exaspérait : « *Mais avec qui ? Avec qui ?! Avec qui, Dominique de Villepin, aujourd'hui ? Avec qui ?! Qui va négocier ?! Qui va s'asseoir autour de la table ?* »

Le mélange des genres est tel qu'il devient impossible de distinguer le "nous-armée" du "nous-journalistes".

Pendant (au moins) trois semaines, à une heure de grande écoute, rares auront été les journalistes en vue à avoir fait preuve de la même pugnacité face aux partisans du « droit inconditionnel d'Israël à se défendre », même si cette « défense » consiste en une accumulation de crimes de guerre. Dans la matinale de France Info (10 oct.), Olivier Véran, porte-parole du gouvernement, a certes été passablement malmené sur ce terrain. Mais les deux intervieweurs firent preuve d'une virulence identique – pour ne pas dire plus aiguë encore – à l'égard de Manuel Bompard (LFI) le lendemain (11 oct.), qui en appelait, lui, au cessez-le-feu. La contradiction pour la contradiction : voilà l'inanité d'un « journalisme » vécu (et pratiqué) comme un pur exercice de style, hors sol, passant par pertes et profits toute cohérence éditoriale, avec pour double effet de niveler tous les argumentaires d'une part, et de délégitimer ceux qui s'avèrent être les plus minoritaires dans le champ politique d'autre part – revendiquant, en l'occurrence, l'arrêt des bombardements.

Ailleurs, d'autres responsables de La France insoumise – appelant eux aussi au cessez-le-feu et à ce que la France exprime la ligne « gaullo-mittérandienne » qui fut la sienne par le passé – furent plus simplement étrillés. Pour avoir par exemple voulu exprimer ce positionnement dans la grande émission politique dominicale de BFM-TV (15 oct.), François Ruffin n'a recueilli que les aboiements des trois journalistes en plateau. Sur les 9 minutes et 36 secondes qui furent accordées à cette thématique en deuxième partie d'émission, le député a été interrompu à 27 reprises, soit en moyenne une fois toutes les 20 secondes environ. Malgré les arguties d'un Benjamin Duhamel au sommet de sa forme, les conditions d'expression et la disqualification *a priori* de l'interviewé ont rendu toute prise de parole éclairée (et éclairante…) littéralement impossible sur ce sujet.

Dans « Les Informés » de France Info, enfin, où un pluralisme inattendu a vu le jour le 11 octobre[4], les réactions dubitatives – si ce n'est interloquées – de la présentatrice face à des discours non-homologués en disaient là encore très long. Le journaliste Sylvain Cypel, notamment, jeta quelques pavés dans la mare (d'eau bouillante) médiatique. Par exemple en questionnant le discours émotionnel et celui de la riposte vengeresse :

–Sylvain Cypel : *Quand Netanyahou dit qu'il s'agit d'éradiquer l'organisation du Hamas à Gaza, ça signifie quoi en termes d'envergure de l'opération ? Jusqu'où est-il prêt à aller pour obtenir cet objectif-là ? Par ailleurs je pense, et c'est écrit y compris dans la presse israélienne, que c'est une absurdité. Que ce n'est pas ce qu'il faut dire aux gens.*

–Bérengère Bonte : *C'est-à-dire ?*

–Sylvain Cypel : *Si ça advient, eh ben deux ans plus tard, il y aura un nouveau Hamas ! Parce qu'on n'aura rien réglé des pro-*

4. Incarné notamment par Sylvain Cypel, mais également par Patrice Moyon (*Ouest-France*) qui fit entendre des propos pour les moins marginaux : « *Il ne faut pas oublier que des populations civiles également, qui ne font pas partie du Hamas, souffrent également ! Ça, il ne faut pas l'oublier… je pense qu'il faut garder la tête froide effectivement.* »

5. Notamment les éditos de Yaël Goosz (France Inter), Renaud Dély (France Info) ou Vincent Trémolet de Villers (Europe 1).

blèmes! […] Donc la question fondamentale est la question politique. Aujourd'hui, on est absolument partout dans l'émotion. Mais on pourrait s'attendre des diplomates, des chefs d'État, des gens qui réfléchissent quand même, de prendre un certain recul! On a vraiment l'impression qu'on est uniquement dans l'émotion, et il y a de quoi être ému… [coupé]
–Bérengère Bonte: *Est-ce qu'il peut en être autrement, très sincèrement?*

Belle et triste illustration du proverbe selon lequel on ne saurait faire réfléchir un journaliste qui ne le souhaite pas…

ALLOCUTION DE MACRON: CONCERT D'UNANIMISME POUR UNE VOIX DISCORDANTE

On ne pourrait terminer ce panorama sans souligner à quel point ce commentaire médiatique, charriant l'idée d'une réponse militaire israélienne inéluctable et à la légitimité indiscutable, fut aligné sur le positionnement du gouvernement français, dans un élan de suivisme propre aux temps de guerres: un «*soutien inconditionnel*» dans le cas de la présidente de l'Assemblée nationale, «*ferme et complet*» de la part d'Emmanuel Macron à Israël, ayant «*le droit de se défendre*» tout «*en préservant les populations civiles*» énonçait le président de la République le 12 octobre, sans que les crimes de guerre commis par l'armée israélienne n'aient été, en parallèle, ni décrits, ni nommés… et encore moins condamnés.

> **«Benyamin Nétanyahou, premier ministre en guerre malgré lui.»**
> *Le Monde*

Aussi, au lendemain de cette allocution télévisée, les journalistes politiques les plus en vue[5], bons thermomètres de la pensée éditoriale dominante, oscillèrent entre des comptes rendus béats, des éditoriaux de paraphrase acritique et des exercices de contorsions cyniques. Alba Ventura fut un bon exemple de la troisième catégorie:

Alba Ventura: *C'était un message important parce que c'est le message d'une démocratie à une autre démocratie. Mais c'était aussi pour dire… voilà, il y a une limite hein… «Ne provoquez pas de drame humain qui se retournerait contre vous.» Même si le blocus de Gaza, c'est déjà punir 2 millions de personnes pour les actes du Hamas… euh… et même si Emmanuel Macron sait que la voix de la France n'empêchera pas Netanyahou de mener des représailles. (RTL, 13 oct.)*

Une autre façon élégante… de s'en laver les mains.

Las… Dans de telles circonstances, l'unisson du chœur des professionnels du commentaire résonne d'une manière d'autant plus tonitruante qu'existe, en son sein, une petite voix réellement détonante. Ce fut le cas. Et contre toute attente, c'est BFM-TV qui l'a faite entendre. 13 octobre, 6h50 du matin, l'éditorialiste Matthieu Croissandeau affirme qu'Emmanuel Macron «*s'est montré convaincant sur le ton, un peu moins sur le fond.*» Après avoir salué les mots trouvés «*pour témoigner de notre solidarité au peuple israélien*» et «*condamner l'attaque du Hamas*», l'éditorialiste étrille le positionnement français à l'égard d'Israël, en dénonçant «*un "en même temps" dont le président de la République ne maîtrise pas les tenants et les aboutissants*». Une transcription (presque) exhaustive de l'argumentation qui suit mérite ici sa place, tant elle fit rejaillir, cette fois par contraste, la servilité et la platitude des éditoriaux précédemment évoqués:

Matthieu Croissandeau: *D'abord, parce que c'est évidemment très compliqué d'intervenir militairement de façon ciblée dans une zone aussi dense que Gaza […]. Ensuite parce que les faits, les images auxquels on assiste depuis une semaine donnent tort au président de la République: quand on voit les frappes israéliennes qui ont déjà fait plus d'un millier de victimes, qui n'ont pas épargné les habitations, qui ont engendré un mouvement massif de déplacement de population. Et puis parce que par le passé, Israël n'a pas toujours fait grand cas des simples mises en garde. Enfin, parce que le président, qui s'en est tenu à rappeler la position diplomatique française, deux États, n'a pas trouvé les mots pour évoquer l'enjeu humanitaire. Pas un mot de condamnation du siège complet de Gaza, hein, pourtant contraire au droit international, comme l'a rappelé l'ONU. Pas un mot du corridor réclamé par la même ONU, par l'OMS […]. La France, qui s'est longtemps prévalue de porter une voix forte sur la scène internationale, […] eh ben, elle ne peut pas comme ça passer sous silence le sort des 2,3 millions de Gazaouis.*

Une fois n'est pas coutume, nous lui laisserons le dernier mot. ■

UNE PROPAGANDE «EN CONTINU»

BFM-TV, 27 octobre.

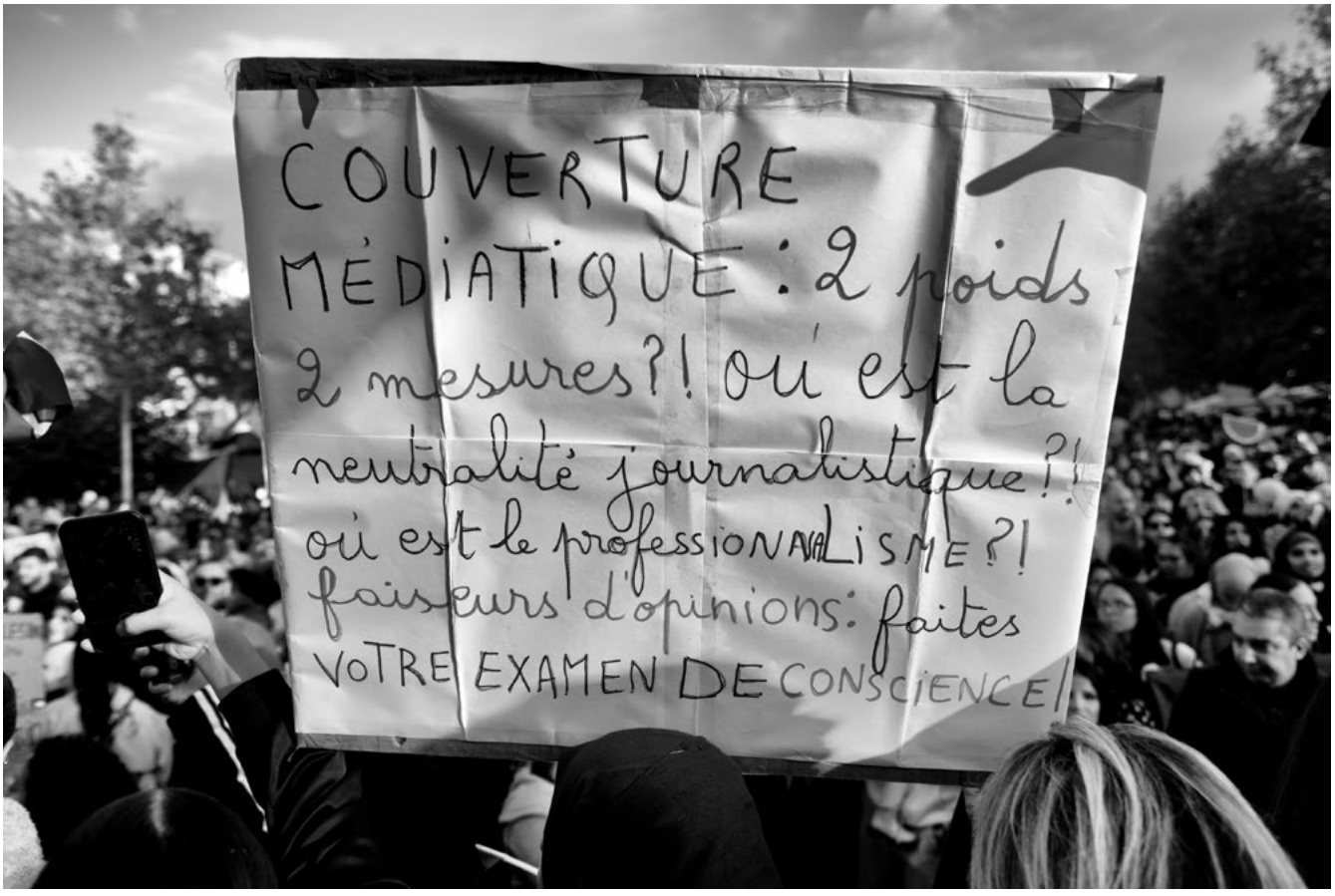
Le 27 octobre, BFM-TV consacrait sa soirée aux bombardements massifs sur Gaza. La propagande de l'armée israélienne, omniprésente, constitue le fil rouge de la soirée, le prisme militaire écrasant toute autre considération et notamment le pluralisme. Retour sur la séquence 19h - minuit.

« *On les entend, on les devine,* lance la présentatrice Alice Darfeuille presque intriguée en parlant des bombardements. *Ce bruit, notamment, auquel on assiste. Qu'est-ce qui fait ce bruit ?* » Il y a quelque chose de sidérant à regarder BFM-TV au soir du 27 octobre. Alors qu'un tapis de bombes s'abat sur Gaza, pilonnée « *comme jamais depuis les attaques du Hamas* » de l'aveu d'un journaliste à 21h, un plan fixe de l'enclave filmée en continu par un téléobjectif occupe la moitié de l'écran de 19h à minuit. Un plan noir, d'où émanent au loin, minuscules, des lueurs jaunâtres et des colonnes de fumée, mais aussi les détonations des bombardements et le vrombissement d'hélicoptères israéliens. Un simple décor de plateau… perturbé par un « *bruit de fond* », comme le qualifie le journaliste François Gapihan peu avant 20h, imperturbable devant la dévastation de Gaza.

> **« Ce soir, est-ce que l'on peut parler de guerre ? »**
> François Gapihan

DISTORSION MAXIMALE DU RÉEL

Si ce 27 octobre, les Nations unies réitèrent leur appel au cessez-le-feu par la voix de leur secrétaire général António Guterres, sur le plateau de BFM-TV, on n'en tient aucunement compte. Pire: comme amnésique après les trois semaines de pilonnage continu de la bande de Gaza qui viennent de s'écouler et alors que les bombardements redoublent d'intensité, François Gapihan divague: « *Nous-mêmes sur BFM-TV, au moment où nous parlons, nous entendons le bruit des bombardements israéliens sur la bande de Gaza. Général [Dominique Delort], depuis le 7 octobre, on use de précautions sémantiques, et c'est bien normal, pour évoquer la situation. Ce soir, est-ce que l'on peut parler de guerre ?* » Et tant pis pour les milliers de victimes civiles de cette « non guerre » qui dure déjà depuis vingt jours! Ou quand BFM-TV reproduit mot pour mot le « narratif » de l'armée israélienne, qui prétend qu'elle ne lancera



Photographie de Serge d'Ignazio, prise lors d'un rassemblement en soutien au peuple palestinien, Paris, 22 octobre 2023.

véritablement ses « opérations » que lorsqu'elle aura engagé ses propres soldats dans une « offensive terrestre », dont les préparatifs et le lancement « imminent » sont feuilletonnés depuis trois semaines par BFM-TV. « *La contre-offensive israélienne a-t-elle véritablement débuté ?* », se questionne ainsi logiquement le journaliste Ronald Guintrange à 21h30, avant de poursuivre : « *Les forces terrestres de Tsahal ont en tout cas étendu leurs opérations, c'est la sémantique employée ce soir par le porte-parole de l'armée.* » Quant à savoir si c'est bien le rôle d'un journaliste de relayer cette « sémantique », c'est une question qui ne semble pas effleurer BFM-TV.

Aveuglés par la communication israélienne et obnubilés par « l'actualité », les journalistes se noient dans un présentisme exacerbé par les nécessités de l'information en continu. Si bien qu'une seule et unique question semble préoccuper Ronald Guintrange :

–21h03 : Que se passe-t-il en ce moment ? Est-ce qu'en dehors des mots du porte-parole de Tsahal, on est selon vous dans les prémices de cette opération terrestre dont on nous dit qu'elle est imminente chaque jour ?

–21h05 : Est-ce qu'on est véritablement dans une nouvelle phase ? La phase que tout le monde attendait évidemment. Euh… ne le souhaitait pas, mais dont tout le monde parlait depuis 15 jours ? […] Cette réplique israélienne, est-ce qu'on s'en rapproche désormais ?

Un *leitmotiv* morbide, entretenu tout au long de la soirée y compris par les envoyés spéciaux, à l'instar de ce correspondant à Tel-Aviv peu après 23h : « *On voit bien que cette opération, cette incursion militaire est importante, sans qu'on puisse dire qu'il s'agisse pour l'instant de l'opération massive d'ampleur, façon rouleau compresseur, qui avait été envisagée sitôt après les attaques terroristes du Hamas.* » La rhétorique n'a de cesse de minimiser les multiples conséquences des bom-

> **« Les forces terrestres de Tsahal ont en tout cas étendu leurs opérations, c'est la sémantique employée ce soir par le porte-parole de l'armée. »**
> Ronald Guintrange

bardements (passés et en cours) sur les populations civiles. Initialement appelées « collatérales », les victimes en viennent à ne plus exister du tout.

Le déni est tellement profond que rien ne semble pouvoir servir d'électrochoc. En plateau à 19h, le responsable juridique de l'Unrwa[1] Johann Soufi jetait pourtant un pavé dans la mare: « *Je vous avoue que je suis un peu inconfortable avec le discours qui a été tenu jusqu'à présent parce que j'ai l'impression [...] que l'opération commence aujourd'hui... Or, depuis trois semaines, les civils sont en première ligne [...]. On parle de "frappes ciblées", d'une "réponse mesurée", mais je vous rappelle que 7000 civils sont déjà morts.* » Mais quelques instants plus tard... rebelote:

–**François Gapihan:** *Pour vous, il semble illusoire [...] de pouvoir protéger d'une quelconque manière les civils dans la bande de Gaza et dans la perspective d'une réponse majeure d'Israël qui commence actuellement peut-être?*

–**Johann Soufi:** *Mais Israël ne «commence» pas!*

Un aveuglement volontaire, conforme au positionnement qu'adopte BFM-TV: celui de relai de la propagande de guerre israélienne. « *On nous annonce vraisemblablement une prise de parole publique d'un porte-parole de l'armée israélienne incessamment* », avance François Gapihan dès 19h. « *Donc soyons patients. Et attendons les faits* », lui répond sereinement l'éditorialiste du service « International » de la chaîne, Ulysse Gosset. Les « faits » attendus par la rédaction arrivent comme prévu par la voix du militaire Daniel Hagari – dont la prise de parole est diffusée à quatre reprises entre 20h45 et minuit. Et c'est donc sans filtre qu'Ulysse Gosset la télégraphie tout au long de la soirée:

Ulysse Gosset: *C'est clairement une opération qui est destinée, comme le dit le porte-parole de l'armée israélienne, à faire pleurer le Hamas. C'est vraiment très clair, mais ce n'est pas la grande opération dont on parle. [...] On parlait du débarquement de Normandie. Ça ne sera ni le débarquement, ni l'opération Barbarossa, ça sera une série d'opérations et d'incursions qui visent à affaiblir l'ennemi, à épuiser le Hamas, à réduire ses capacités de riposte, à détruire ses réserves de récoltes, à tuer éventuellement ou neutraliser certains de ses commandants et puis ensuite se retirer et puis ensuite revenir. Et continuer à revenir. [...] Pour les Israéliens, il y avait une nécessité presque symbolique de frapper fort ce soir pour dire que même si on n'allait pas jusqu'au bout de nos moyens, on avait vraiment l'ambition de faire passer le message.*

« On », « nos »: autant d'appropriations lexicales qui bafouent les principes les plus élémentaires du journalisme.

GAZA: L'OMNIPRÉSENTE ABSENTE

De 19h à minuit sur BFM-TV, Gaza est partout et nulle part à la fois. À l'antenne, elle n'est qu'un écran noir juxtaposé au plateau des commentateurs. Des dires mêmes du journaliste Ulysse Gosset en début de soirée, « *les bombardements sont d'une telle violence qu'on peut voir les images des immeubles en feu et des explosions des bombes larguées par l'aviation israélienne depuis Ashkelon. Il y a des images saisissantes où l'on voit l'intensité de ces frappes.* » Aucune d'entre elles ne passera pourtant à l'antenne.

Mais ce n'est pas tout... Très vite dans la soirée, de nombreuses alertes font état d'une rupture totale des communications à Gaza – l'observatoire NetBlocks atteste d'un « *effondrement de la connectivité* » dès 18h30 tandis que des reporters d'Al Jazeera rapportent une coupure des réseaux internet et téléphoniques, également signalée par l'AFP. Au cours de la soirée, plusieurs ONG indiquent avoir perdu le contact avec leurs équipes de terrain et confient leurs craintes quant aux conséquences sur les civils palestiniens tandis que le Comité de protection des journalistes publie un communiqué alertant sur les « *graves répercussions* » d'un « *blackout de l'information* » en plein bombardement. Mais sur BFM-TV, c'est dans une tout autre ambiance que Ronald Guintrange

> **« C'est clairement une opération qui est destinée, comme le dit le porte-parole de l'armée israélienne, à faire pleurer le Hamas. »**
> Ulysse Gosset

accueille cette information à 21h en compagnie d'un ancien général de l'armée française:

–**Ronald Guintrange:** *C'est rendre le Hamas aveugle et sourd pendant quelques temps? C'est l'idée?*

–**Dominique Delort:** *Pendant quelques temps. Il y a une cyberattaque qui a été menée de façon à créer une zone sombre pour empêcher toutes les communications. Ce qui veut dire quoi? C'est que ça va gêner considérablement à la fois les liaisons du Hamas entre eux mais aussi les capacités du Hamas à mener une guerre informationnelle, c'est-à-dire à donner des images sur la réalité de ce qui se passe en ce moment à Gaza.*

Le présentateur acquiesce. Des journalistes obnubilés par le seul Hamas et les aspects technico-tactiques de la guerre, secondés par une expertise militaire *ad hoc*, peuvent donc commenter en toute bonne conscience une mise à huis clos de potentiels crimes de guerre. Qui est «*aveugle et sourd*» ?

En la matière, le présentateur Ronald Guintrange ne se fixe en tout cas aucune limite. En témoigne sa réaction, trois quarts d'heure plus tard, aux cris d'alarme lancés en duplex par la directrice générale de Médecins sans frontière Claire Magone, laquelle revendique vouloir «*fissurer le vernis de bonne conscience*» du plateau:

–**Claire Magone:** *Là, on parle de gens bien réels en fait. On parle de gens bien réels! [...] On parle de toute une population qu'on réduit à une espèce de masse informe et quelque part, qui n'avait qu'à pas être là. [...] On l'a mise là en fait la population de Gaza! Elle est sous blocus depuis 2007, elle est bloquée là, elle n'a nulle part où aller et donc je voudrais que quand même, dans ce moment qu'on est en train de vivre, en* live, *dans cette espèce de massacre à huis clos dont on découvrira plus tard le résultat morbide, qu'on ait au moins un petit peu la décence de se rappeler qu'on parle d'êtres humains, d'êtres vivants. [...]*

–**Ronald Guintrange:** *Et je vous précise que s'ils sont à huis clos, c'est parce que le Hamas ne nous permet pas de faire notre travail comme on nous permet de le faire côté israélien. [...] Et que c'est bien dommage parce que ça nous permettrait d'avoir des chiffres que nous pourrions confirmer. Merci beaucoup madame Magone.*

Fin de l'entretien. La morgue et le mépris du présentateur sont telles que le reporter du *Figaro* Renaud Girard se voit contraint à cet instant de corriger son confrère en rappelant la conséquence du siège total de Gaza depuis le 9 octobre: «*Israël ne laisse pas passer les reporters internationaux qui voudraient se rendre dans la bande de Gaza...*» Mais Ronald Guintrange n'en démord pas: «*Et nous serions certainement bien moins bien accueillis que lorsque nous arrivons en Israël.*» Sidérant.

À ce stade, on ne peut s'empêcher de penser au photoreporter Patrick Chauvel. En 2009, alors qu'un tapis de bombes s'abattait déjà sur Gaza, ce dernier enrageait d'y être interdit d'accès par l'armée israélienne, parqué «*à la sortie de la ville de Sdérot*» comme la plupart des équipes journalistiques étrangères, ainsi que le rappelait l'INA dans une vidéo d'utilité publique[2]:

Patrick Chauvel: *Je pense que la folie, c'est de nous empêcher de travailler. Je pense que la folie, c'est d'être ici et de regarder les sautes d'intensité des bombes qui tombent sur Gaza où il y a 1 300 000 personnes. La folie, c'est d'être journaliste et d'avoir le cul vissé ici! [...] Quand on ne laisse filmer qu'une seule chose, ça devient de la propagande. Si on laisse tout filmer, c'est de l'information.*

On ne saurait mieux dire. Si ce n'est confirmer, à la lumière de ce rappel, que BFM-TV ne fait donc pas de l'information, mais de la propagande.

DES DUPLEX... ET UN TROU NOIR

Une myopie structurelle dans laquelle s'inscrivent à leur insu les duplex des trois envoyés spéciaux de BFM-TV tout au long de la soirée – deux d'entre eux sont à Tel-Aviv, le dernier en reportage à Ashkelon, une ville israélienne située au nord de Gaza. On dénombre seize interventions de leur part sur les cinq heures étudiées. Pour raconter quoi?

> **«Le Hamas ne nous permet pas de faire notre travail comme on nous permet de le faire côté israélien.»**
> Ronald Guintrange

La première correspondante présente un déroulé de la journée à Tel-Aviv: «*Trois roquettes ont réussi à percer [l]e dôme de fer, et l'une d'entre elle a causé des dégâts sur un immeuble résidentiel et blessant quatre personnes. [...] Désormais, [...] l'atmosphère est beaucoup plus posée, beaucoup plus relaxée.*» Une accalmie qui n'empêchera pas BFM-TV de relancer ce duplex à quatre reprises pour que l'envoyée spéciale y répète mot pour mot les mêmes choses. Lesquelles font ensuite l'objet d'une redite sans valeur informationnelle ajoutée de la part d'un deuxième correspondant à partir de 21h, qui bénéficie quant à lui de quatre interventions (identiques) jusqu'à minuit: «*Une soirée assez calme à Tel-Aviv, presque habituelle finalement*», avance-t-il à 21h15, avant de poursuivre:

1. L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

2. Extrait d'un numéro d'«Envoyé spécial», France 2, 15 janv. 2009.

–**Envoyé spécial:** *On est vendredi, ici, c'est un soir de shabbat. […] Dans cette ville qui est assez progressiste, il y a beaucoup de gens qui se retrouvent tout simplement entre amis, chez eux, pour un repas, un barbecue. Et puis évidemment, […] on voit que les gens regardent quand même les télévisions pour savoir un petit peu ce qui se passe du côté de la bande de Gaza. Mais c'est vrai qu'un peu plus tôt dans la journée, il y a eu des salves de roquettes.*

Et de détailler avec minimalisme les sirènes, «*ça, c'est assez habituel à Tel-Aviv*», et les descentes aux abris en s'incluant – «*nous-mêmes journalistes*» – dans le récit.

S'ajoutent à cela les duplex depuis Ashkelon: six séquences à l'antenne au total[3], au cours desquelles l'envoyé spécial rapporte à chaque fois les mêmes éléments: «*des bruits sourds en direction de la bande de Gaza*», mais surtout les abris où se sont réfugiés les habitants. Les descriptions de son terrain étant agrémentées, là encore, de moult détails (l'installation de frigos ou d'une télévision), d'interviews d'habitants dont une se dit «*terrifiée, nous ne faisons qu'attendre la prochaine bombe qui arrivera*», mais aussi d'expressions rapportées de leur «*peur*» et de leurs «*traumatismes*» dans «*cette guerre extrêmement difficile et éprouvante pour eux*».

Soyons très clairs: la critique ne porte évidemment pas sur ces informations en tant que telles, pas plus qu'elle entend minimiser les souffrances qu'elle donne à voir et à entendre. Parfaitement légitimes d'un point de vue journalistique pour une partie d'entre eux[4], ces duplex témoignent de sentiments et d'états d'âme parmi cette partie de la population israélienne côtoyée par les journalistes. Le problème réside en revanche dans le fait que ces éléments de terrain, sensibles, au plus près des habitants, se juxtaposent à un trou noir informationnel s'agissant de la population gazaouie. Une disproportion qui ne peut qu'influer sur la réception des récits rapportés par les correspondants, perçus de fait comme complétement déphasés, pour ne pas dire indécents au moment où un tapis de bombe s'abat à quelques kilomètres sur une population dans le silence le plus complet. «*On ne les voit pas, on ne les entend pas, ça reste abstrait. […] Au niveau des images, c'est déséquilibré parce qu'il y a des grands absents*», déplore la journaliste Tamar Sebok en évoquant… les otages israéliens. C'est une réalité dramatique, là encore. Mais aucun développement significatif équivalent ne sera apporté dans cette émission s'agissant des civils et des victimes à Gaza.

Les conditions de production contraintes de l'information et l'impossibilité *de fait* de réaliser des duplex identiques à Gaza n'impliquent pourtant aucune fatalité. Les journalistes ne peuvent pas se rendre sur place? C'est indéniable. Mais il est alors du devoir de BFM-TV de se donner les moyens d'équilibrer son traitement éditorial. Ces moyens existent. L'un d'entre eux consiste à faire entendre des voix palestiniennes résidant ailleurs. Il n'y en aura aucune. Un deuxième moyen consiste à solliciter les personnels humanitaires, à même de rapporter des éléments de terrain et de vécu des populations civiles. Une chaîne d'information digne de ce nom les aurait mis en première ligne sur les plateaux au cours de cette soirée. Sur BFM-TV, ils ont été complétement marginalisés… et rabroués. Au cours de cet échange, par exemple:

–**Johann Soufi:** *Une violation du droit international humanitaire, par exemple, [c'est] de cibler de manière disproportionnée*

des civils, d'attaquer un hôpital. Même si on prétend qu'il constitue une cible militaire, ça constitue un crime de guerre. Conduire une attaque systématique ou généralisée [coupé]

–François Gapihan: *L'armée israélienne, pardonnez-moi, accuse le Hamas de mener la guerre depuis les hôpitaux de Gaza.*

–Johann Soufi: *Oui mais la Russie dit la même chose à propos des cibles en Ukraine, que c'est pour des nécessités militaires [coupé]*

–François Gapihan: *Là actuellement, pardonnez-moi de repréciser les choses tout de même. La Russie est l'agresseur dans le conflit en Ukraine. Israël actuellement est l'agressé depuis le 7 octobre.*

> **« La Russie est l'agresseur dans le conflit en Ukraine. Israël actuellement est l'agressé depuis le 7 octobre. »**
> François Gapihan

Tout semble permis sur le plateau de BFM-TV, depuis l'appropriation du récit des autorités israéliennes… jusqu'à la réécriture des conventions internationales.

Au cours de la soirée, on dénombre cinq représentants d'ONG. Leur temps de parole cumulé fut de 18 minutes en cinq heures : le temps humanitaire selon BFM-TV.

COMMENTATEURS EN ROUE LIBRE

Ronald Guintrange avait du reste annoncé la couleur quant à la préoccupation de BFM-TV pour le sort des civils palestiniens : « *Quand on voit ce tapis de bombes qui s'abat ce soir sur Gaza, on imagine ce qu'il y a en dessous alors même qu'il n'y a plus grand-chose en dessous […] parce que les populations civiles sont censées être plus au sud.* »

De 19h à minuit, les invités sont à l'image du « pluralisme » de la chaîne. En dehors des humanitaires, on décompte treize personnes au total, dont six journalistes, un professeur à Sciences Po, le vice-président du Crif, et pas moins de cinq militaires, anciens et actuels. Sans oublier l'ambassadeur Raphaël Morav, chargé d'Affaires d'Israël en France, et Frédéric Journès, ambassadeur de France en Israël. Tous deux bénéficient d'une interview privilégiée – 12 minutes pour l'un, 25 minutes pour l'autre – et d'un temps de parole deux fois supérieur aux cinq humanitaires précédemment cités.

Dans toutes les bouches (ou presque), les civils gazaouis ne sont qu'une préoccupation « collatérale » et périphérique par rapport à l'information principale : le commentaire de la stratégie militaire. Le général Olivier de Bavinchove parle d'une « *suite logique de la campagne de ciblage très méthodique* ». Le général Pellistrandi, présenté comme « consultant Défense BFM-TV », assure quant à lui qu'« *on bascule dans le temps de la guerre, sachant que Benyamin Netanyahou n'est pas forcément un va-t-en-guerre. Il a toujours été très prudent dans l'usage de la force militaire comparé aux faucons de son gouvernement.* » Le haut-fonctionnaire et professeur à Sciences Po Nicolas Tenzer déplore de son côté « *un dilemme terrible* » et se couvre d'un rappel au « *principe de proportionnalité* » complétement hors-sol pour mieux légitimer la guerre en cours : « *On ne peut pas effectivement accepter que [les crimes contre l'humanité à caractère génocidaires du 7 octobre] ne soient pas punis. Pas plus qu'on ne peut pas accepter les crimes équivalents de la Russie en Ukraine, en Syrie, etc. […] On a une organisation terroriste [le Hamas], un État terroriste la Russie, c'est pareil d'une certaine manière.* » « L'expert » donne plus tard le fin mot de ses préoccupations : « *Il faut aller vite. Et puis après, il faudra rétablir un discours pour qu'Israël conserve une légitimité qui avait déjà été fortement atteinte par les attaques contre l'État de droit par Netanyahou.* » On monte encore d'un cran en compagnie du chroniqueur diplomatique et international du *Figaro* Renaud Girard :

Renaud Girard: *Je pense que là, les Israéliens ont vraiment décidé de mettre le paquet. […] Le problème, c'est que ces ruines vont faire des barricades si vous voulez. Donc les chars, après, ne vont plus pouvoir pénétrer. C'est le problème qu'avaient eu d'ailleurs les Allemands à Stalingrad. Ils avaient complétement bombardé Stalingrad mais après, les Panzers ne pouvaient plus avancer puisque tout était effondré.*

On reste sans voix.

Au cours de la soirée, l'ONU votait une résolution appelant à une « *trêve humanitaire immédiate, durable et soutenue* ». Sauf erreur de notre part, il n'en est fait mention qu'à deux reprises sur BFM-TV, dont une fois pendant un générique de fin, avant une coupure pub. Un classement sans suite, que résume dans un second temps Jean-Sébastien Ferjou, directeur de la rédaction du site Atlantico : « *Les Nations unies depuis longtemps condamnent en permanence Israël et sont très partiales dans leur vision du conflit.* »

Rideau.

***

Le 28 octobre, des manifestants se sont rassemblés à Paris en soutien au peuple palestinien, malgré l'interdiction. Les mains sur les yeux, ils scandaient : « Journalistes, où êtes-vous ?! » Sur BFM-TV, on avait déjà choisi de répondre la veille : « Avec l'armée israélienne ». ■

3. Auxquelles s'ajoutent deux autres duplex entre 19h et 21h, alors que le correspondant n'était pas encore sur place.

4. D'un point de vue strictement éditorial, mettons tout de même un lourd bémol sur les huit interventions en direct de Tel-Aviv, qui n'apportent aucun élément de « direct » mais des informations passées déjà largement couvertes par BFM-TV tout au long de la journée.

CALOMNIES MÉDIATIQUES CONTRE LFI

Rouleau compresseur.

Dans les heures qui suivent les massacres du Hamas contre des civils israéliens, les premières réactions de Jean-Luc Mélenchon et des députés LFI font l'objet d'attaques d'une partie du champ politique, que les éditorialistes reprennent à leur compte au point d'occuper la Une de « l'actualité ». En témoignent par exemple les premières questions posées à la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, lors de son passage dans l'émission « Questions Politiques » sur France Inter et France Info, le lendemain de l'attaque. Les causes de la tempête médiatique ? Une condamnation pas assez marquée des crimes du Hamas, la volonté de les inscrire dans un contexte historique ou des réticences à qualifier l'organisation de « terroriste » : autant de fautes impardonnables – du moins si c'est l'occasion de dézinguer La France insoumise.

> **« *La réaction des insoumis est indigne et fallacieuse.* »**
> Matthieu Croissandeau

Pour clarifier les premières prises de position de leur parti, Mathilde Panot (présidente du groupe LFI à l'Assemblée nationale) et Manuel Bompard (coordinateur de LFI) s'expriment donc à plusieurs reprises face aux journalistes. Invité dès le lundi matin sur France 2 dans « Télématin » (9 oct.), ce dernier fait part de sa « *condamnation totale* » des attaques du Hamas, les qualifiant de « *crimes de guerre* », répétant son « *indignation* » face à ces actes. Mais les réponses que lui intime de donner Thomas Sotto ne viennent pas. Tandis que Bompard évoque la solution à deux États, « *une solution qui permet aux Israéliens de vivre en sécurité et en liberté, aux Palestiniens de vivre en sécurité et en liberté* », le présentateur clôt l'interview par un procès d'intention : « *La position "oui, mais"* ». La réaction de Manuel Bompard est immédiate : « *Je ne vous permets pas, à la fin de l'interview comme ça, de résumer ma position en mettant les sous-titres que vous avez envie. Ma position, elle est très claire, je n'ai jamais dit "oui, mais".* »

Qu'on les approuve ou non, les positions de La France insoumise sont discutables, au sens où elles peuvent être discutées. Outre-Manche par exemple, la BBC explique pourquoi elle se refuse à qualifier le Hamas de « terroriste ». Concernant la qualification des événements, le politiste Jean-Paul Chagnollaud,

spécialiste du Proche-Orient, argumente face au présentateur de l'émission « À l'air libre » (Mediapart, 10 oct.): « *Vous avez utilisé tout à l'heure le terme d'"attentat terroriste", on peut très bien le comprendre. Moi je n'utilise pas ces termes, je dis que ce sont des crimes de guerre, parce que je pense qu'on est en guerre. Après, c'est une question sémantique, mais qui a un impact important sur la représentation que l'on se fait du conflit.* » Les communiqués de l'ONU font un choix sémantique similaire, mais, en dehors de quelques rares interviews de chercheurs ou d'ex-diplomates, ces analyses sont restées inaudibles. Et quoi qu'il en soit, ces choix ne supposent aucune complaisance envers les massacres commis par le Hamas le 7 octobre.

Du strict point de vue du journalisme politique, les dissensions qui se sont exprimées au sein de la Nupes sur cette question pouvaient légitimement être traitées. Mais force est de constater que les dispositifs et le climat médiatique ambiant – où le pluralisme est méthodiquement étouffé et où chercher à comprendre est assimilé à une tentative de justifier – auront structurellement mutilé ce « débat »: loin de voir ses positions *discutées*, La France insoumise, clouée au pilori, a été sévèrement et unanimement condamnée, sans procès. Mais avec des chefs d'accusation, et des procureurs dont les sentences, relues à froid, sont pour le moins délirantes.

RELATIVISME

La première accusation – condamnation serait plus juste – à être revenue en boucle chez les commentateurs est celle de la complicité. Pour Matthieu Croissandeau sur BFM-TV (9 oct.), la « *réaction des insoumis est indigne et fallacieuse* ». La chroniqueuse de *L'Express*, Marion Van Renterghem, réagit sur X (ex-Twitter): « *Le relativisme de Mélenchon et de ses sbires LFI face à l'attaque du Hamas sur des civils israéliens, reproduisant des scènes de shoah, est littéralement obscène.* » (9 oct.) Et tandis que la Une de *Charlie Hebdo* ironise sur un Hamas qui « *se mélenchonise* » (11 oct.), celle du *Point* (12 oct.) dénonce « *les cyniques et les complices* » de « *l'extrême gauche* »; quelques jours plus tôt sur le site de l'hebdomadaire, on s'amusait avec l'acronyme du parti de Jean-Luc Mélenchon: « *LFI ou La formation infréquentable* » (9 oct.). L'idée inspire CNews, qui propose, le même jour: « *La France Indigne* ».

Sur C8, l'analyste politique vedette de Vincent Bolloré, Cyril Hanouna, accuse carrément LFI d'« *aller chercher les voix des terroristes* » (9 oct.). Sur France Inter, Dominique Reynié impute à LFI de n'avoir aucune « *compassion pour les victimes* » et de « *chercher des circonstances atténuantes aux crimes du Hamas* » (10 oct.). Sur CNews, Joseph Macé-Scaron décrète que « *LFI est la branche politique du Hamas* » (13 oct.), ce que confirme Gilles-William Goldnadel dans *Le Figaro*: « *Monsieur Mélenchon est devenu le porte-parole du Hamas à Paris* » (23 oct.). « LFI au soutien du Hamas » titrait dès le 8 octobre Nicolas Domenach dans son édito pour *Challenges*. Dans la quasi-totalité des médias, outrances, déformations, mimétisme et matraquage font leur œuvre autour d'un mot d'ordre résumé au « 20h » de France 2 (9 oct.) – « Conflit Israël-Gaza: les ambiguïtés de la France insoumise » –, reportage agrémenté d'un visuel très pédagogique, chargé de refléter les mises en cause de « *toute la classe politique* ».

> **« LFI est la branche politique du Hamas. »**
> Joseph Macé-Scaron

ANTISÉMITISME

C'est *Le Monde* qui le dit, Mélenchon est « *le problème de toute la gauche* ». Et dans son éditorial, le quotidien pose la question: « *Que cherche Jean-Luc Mélenchon ?* » Avant de suggérer les réponses: « *À encourager l'antisémitisme ? À cautionner le terrorisme islamiste ?* » (12 oct.), résumant ainsi le second réquisitoire médiatique. Le 9 octobre, la chroniqueuse de RTL, Alba Ventura, affirmait déjà: « *À cette extrême gauche, il y a un courant antisémite, et il y a aussi l'idée que*

lorsqu'on est anticapitaliste on doit être antisioniste parce que pour eux, Israël, c'est l'argent. » Elle avait été précédée par Franz-Olivier Giesbert, proposant le rapprochement qui s'impose: « *En 1898, le groupe antisémite – c'était son nom – du sinistre Edouard Drumont comptait 28 députés à l'Assemblée nationale. En 2023, la France insoumise compte 75 députés.* » (X, 8 oct.) C'est Philippe Val, sur Europe 1, qui va logiquement au bout de la logique: « *Les députés de La France insoumise qui tweetent depuis samedi pour justifier l'action terroriste du Hamas sont animés [...] du même antisémitisme qui [a] conduit Doriot du gauchisme tribunicien à la collaboration avec les nazis.* » (9 oct.) Le même jour sur la même radio, Vincent Trémolet de Villers du *Figaro* explique qu'avec LFI, « *le gauchisme anticlérical se fait le compagnon de route du clergé chiite et l'antiracisme devenu woke s'accommode de l'antisémitisme.* » En quête de preuves établissant l'antisémitisme de Mélenchon, le philosophe de télévision Michel Onfray assène: « *Tout le monde le dit sur les plateaux de télévision!* » (BFM-TV, 19 oct.)

Et pas seulement sur les plateaux: la plupart des hebdomadaires des 11 et 12 octobre se joignent au concert. Dans *Marianne*, Louis Hausalter dénonce « *un brouillage des repères entre critique de l'attitude d'Israël, antisionisme et antisémitisme* ». L'éditorial du directeur du *Point*, Étienne Gernelle, peste contre « *la complaisance de la gauche radicale* » et « *les idiots utiles de l'antisémitisme* », qui « *se recrutent dans une mouvance où l'on cajole souvent le rappeur Médine, où l'on se gargarise des articles de Mediapart considérant "l'antisionisme" comme une opinion respectable [...].* » Dans *L'Express*, outre un article s'attachant à démontrer « *comment les non-dits de Mélenchon et des Insoumis ont réveillé le grand malentendu de la gauche sur son rapport à Israël et aux juifs* », l'éditorialiste Anne Rosencher entreprend « *une démonstration en cinq points* » à l'appui d'une thèse: « *LFI et la complaisance envers l'antisémitisme* ». Et dans *Franc-Tireur*, Benjamin Sire soutient que « *le "en même temps" des Insoumis masque difficilement une fascination morbide pour l'extrême gauche révolutionnaire, elle-même subjuguée par la violence anti-israélienne, parfois même anti-Juifs, comme l'extrême droite peut l'être* ».

Les imputations d'antisémitisme contre La France insoumise permettent ainsi à certains commentateurs de comparer « extrême gauche et extrême droite », généralement au bénéfice de la seconde (au moins de sa banalisation)... quand elle n'est pas tout simplement félicitée: « *Marine Le Pen ne dit rien qui fâche depuis des mois* » lance par exemple Caroline Fourest sur France 5 (11 oct.), nullement fâchée, à l'évidence, des prises de position du RN autour du projet de loi immigration ou lors des événements à Lampedusa. Avant d'ajouter cette ignominie: « *Comme Marine Le Pen est impeccable, on n'a pas prise, nous, journalistes, pour parler de cette extrême droite antisémite. Alors que comme Mélenchon dérape et que Mathilde Panot bredouille, on a plus de facilité à parler de l'extrême gauche antisémite. Mais encore une fois, les deux se rejoignent sur les juifs.* »

Et de l'antisémitisme au nazisme, il n'y a qu'un pas que le chroniqueur Yann Moix, jadis auteur de textes antisémites[1], n'hésite pas à franchir dans « Touche pas à mon poste » (C8, 10 oct.): « *LFI aura des comptes à rendre. Parce qu'on n'est pas là dans l'extrême gauche. On est dans quelque chose qui, si ce n'est du crypto-fascisme, est quasiment du néonazisme, mais à l'extrême gauche.* » S'estimant sans doute débordée sur sa droite, la chaîne d'extrême droite CNews s'illustre à son tour (12 oct.) avec un bandeau qui n'a pour l'instant pas fait réagir l'Arcom: « *LFI: le nazisme est-il passé à l'extrême gauche?* »

UNE HISTOIRE SANS FIN

Le 3 décembre, un tweet de Jean-Luc Mélenchon, dans lequel il prend à partie Ruth Elkrief, réactive les accusations. Et la sphère politico-médiatique de s'emballer à nouveau. Le tweet débouche sur un éloge grandiloquent de Ruth Elkrief – Agathe Lambret mettra par exemple en avant « *sa rigueur, son honnêteté intellectuelle* », « *une de nos consœurs les plus remarquables* » dira Pascal Praud –, et sur un énième démontage de Jean-Luc Mélenchon, accompagné de nouvelles accusations d'antisémitisme. Tout est mélangé, et toute la corporation éditocratique se mobilise d'une seule voix.

Jugeons plutôt : Jean-Luc Mélenchon « *se "Jean-Marie lepénise" chaque jour davantage* » (Nicolas Domenach et Maurice Szafran, *Challenges*, 4 déc.) ; il est un « *Hanouna de la gauche* » (Yaël Goosz, France Inter, 5 déc.) ; « *l'imam Jean-Luc Mélenchon* » (Stéphane Manigold, RMC, 6 déc.) ; son tweet « *suinte et sent très fort l'antisémitisme* » (Romain Desarbres, X, 4 déc.) ; « *éructations antisémites d'un bouffon à la retraite* » (Raphaël Enthoven, X, 4 déc.). Et ainsi de suite, jusqu'à la lie… ou plutôt jusqu'à l'appel à boycott : « *Peux-on [sic] imaginer que Mélenchon soit encore invité par les journalistes qu'il insulte à longueur de tweet. Donner la parole à tous les courants politiques est une chose, être maso en est une autre. Il faut savoir dire : ça suffit.* » (Robert Namias, X, 3 déc.) Ou encore : « *Le PDG TF1 doit dire que M. Mélenchon ne mettra plus les pieds sur notre chaîne* » (Pascal Praud, CNews, 4 déc.). Jusqu'à cet échange éloquent sur l'état du débat politique et médiatique en France. RTL, 6 décembre :

> **“Monsieur Mélenchon est devenu le porte-parole du Hamas à Paris.”**
> Gilles-William Goldnadel

– **Amandine Bégot :** *Vous lui dites quoi ce matin [à Jean-Luc Mélenchon], « tais-toi » ?*

– **Gérard Larcher :** *Oui, ferme ta gueule.*

– **Amandine Bégot :** *Merci beaucoup Gérard Larcher.*

Pas de quoi offusquer Nathalie Saint-Cricq, qui, sur France Inter (10 déc.), cite au contraire les propos du président du Sénat en s'esclaffant, revendiquant « *un peu de légèreté* » – une manière de « *s'aérer un petit peu* » – pour mieux conclure : « *Je crois quand même, de ce que j'ai entendu autour de moi, que certains ont trouvé ça très appréciable que de temps en temps, les politiques disent ce que beaucoup pensent.* »

Tous les éditorialistes ou presque auront tweeté leur soutien à Ruth Elkrief et leur « condamnation » du tweet de Jean-Luc Mélenchon (mais peu sembleront s'être indignés des propos de Gérard Larcher). Plusieurs jours durant, débats télévisés et éditos dans la presse auront été consacrés à cette « polémique », souvent dans l'outrance et le grand n'importe quoi. À l'instar d'un plateau unanimiste de Public Sénat le 9 décembre : alors que le présentateur formule sa question inepte – « *Assiste-t-on à une dieudonnisation de Jean-Luc Mélenchon ?* » –, un éditorialiste politique de *Libération* trouve plutôt « *tentant* » d'opter pour une formule que l'« *on entend parfois* », c'est-à-dire « *une jean-marie-lepénisation dans la façon d'être présent dans le débat public* ». « *Je dirais même trumpisation*, renchérit une journaliste politique de RMC. […] *Marine Le Pen se normalise, et lui, sort du champ républicain.* » L'éditorialiste Nicolas Baverez confirme : « *La bonne référence, vous l'avez dit, c'est Donald Trump* » ; pousse encore un peu l'analyse : « *C'est la même rhétorique que Vladimir Poutine* », juste après avoir osé : « *On est quand même le seul pays où l'on égorge les professeurs, donc maintenant, l'appel à égorger les journalistes. Parce que c'est quand même à ça que ça revient.* » Qui met de l'huile sur le feu ?

* * *

Les tentatives de disqualification de la gauche en général, et de LFI en particulier, ne sont pas inédites, mais elles se réactivent de façon aigüe en temps de crise, libérant calomnies et mensonges. Cette fois, ce sont les analyses et les choix sémantiques de LFI sur le conflit israélo-palestinien qui ont été ciblés. Profiter de l'abomination des exactions commises par le Hamas en Israël pour intenter des procès en antisémitisme relève d'un procédé politique misérable et d'une malhonnêteté intellectuelle qui ne pourront que renforcer, si besoin en était, la défiance à l'égard des grands médias. L'accusation d'antisémitisme est trop sérieuse pour se contenter d'imputations hasardeuses. L'antisémitisme est un mal trop sérieux pour mériter un tel « débat » médiatique – surtout lorsqu'il s'accompagne d'une mise sous silence de l'antisémitisme structurel de l'extrême droite.

1. Lire « Apologies médiatiques : bienvenue chez Moix », *Médiacritiques* n°33, oct.-déc. 2019, p. 3.

LA FABRIQUE MÉDIATIQUE DE «L'ANTISÉMITISME D'AMBIANCE»

Retour sur un procès – en partie – truqué.

Invité à réagir sur le plateau de « Quotidien » sur TMC (23 nov.) à un reportage sur les difficultés que rencontreraient aux États-Unis des artistes exprimant leur solidarité envers les Palestiniens et demandant un cessez-le-feu à Gaza, Dominique de Villepin émet une critique somme toute banale – mais rare venant de son camp politique – de l'industrie culturelle et médiatique :

Les artistes ne doivent pas se soumettre à la dictature de la pensée commune. On voit en filigrane dans votre reportage à quel point la domination financière sur les médias et sur le monde de l'art, de la musique, pèse lourd, parce qu'ils ne peuvent pas dire ce qu'ils pensent tout simplement parce que les contrats s'arrêtent immédiatement. On voit bien que la règle financière qui s'est imposée aujourd'hui aux États-Unis dans la vie culturelle pèse lourd. Malheureusement, nous le voyons aussi en France. Le prix est extrêmement cher pour les quelques artistes qui, eux, de bonne foi expriment un engagement qui est celui de leur vie, de leur famille, de leur histoire et qui sont obligés de se renier en public.

FAKE NEWS

Cette sortie ne suscite aucune réaction sur le plateau, et pour cause : le reportage montrait justement des artistes (peu connus) ou des agents d'acteurs confrontés à cette forme de maccarthysme moderne. La « *domination financière* » exercée par Hollywood à laquelle fait référence Dominique de Villepin renvoie aux contraintes économiques qui s'exercent dans le secteur, rien de plus. Ajoutons que les mécanismes de production de l'information en temps de guerre sont bien connus et documentés : les principaux canaux d'information, les grandes rédactions et les journalistes vedettes ont alors inexorablement tendance à s'aligner sur les positions de leur gouvernement et à se faire caisse de résonance du pouvoir – et la guerre au Proche-Orient n'échappe pas à cette règle, comme celles en Ukraine, en Libye, en Irak, ou au Kosovo. De ce point de vue, la « domination financière » sur les médias ne concerne pas plus Israël qu'un autre pays. Dominique de Villepin, même si son raisonnement paraît un peu court, n'a pas dit le contraire.

Mais peu importe : la machine est lancée. D'abord diffusé par quelques comptes sur X ayant des dizaines de milliers d'abonnés (le 24 novembre), l'extrait est tronqué – et sans le reportage précédent, puis est reposté par Jacques Attali le 25 novembre avec ce commentaire : « *L'antisémitisme, si longtemps masqué, se déchaîne, en croyant intimider…* » Vu 1,3 million de fois, le tweet de l'ancien conseiller de François Mitterrand est notamment rediffusé par Charles Enderlin – que

1. « Villepin : comment BFMTV a travesti ses propos », Arrêt sur images, 28 nov.

l'on a connu plus clairvoyant – avec ce mot: « *Villepin déraille* ». Claude Weill s'amuse à son tour sur X: « *À qui peut bien penser Villepin quand il dénonce cette puissance financière occulte qui tient Hollywood, le monde de l'art et des médias, et les empêche de dire ce qu'ils pensent sur le conflit du Proche-Orient? Qui??? Les bretons? Les auvergnats?* »

Alors que la controverse semble prendre sur X, les chaînes de commentaires en continu se frottent les mains. BFM-TV tient sa « polémique » du lendemain, le 26 donc. Dans une émission déjà critiquée par Arrêt sur images[1], où le président du Crif Yonathan Arfi fut invité à réagir à ces propos, le présentateur Ronald Guintrange prend bien le soin de baliser le terrain avec la complicité de toute l'équipe de la chaîne présente ce jour-là: tout d'abord, en titrant « "Domination" juive: De Villepin fait polémique », la chaîne accole le mot « juive » aux mots de l'ancien Premier ministre; ensuite, en inventant des paroles qu'il n'a pas tenues: « *Il parle des États-Unis et il dit, il dénonce la domination de la finance juive sur les sociétés occidentales.* » La fake news de BFM-TV est ensuite la base d'une interview à sens unique. Depuis, la chaîne a publié un communiqué sur son site, dont le contenu laisse songeur: « *À l'occasion de l'émission 120 minutes du dimanche 26 novembre 2023, une formulation inexacte et malheureuse a été utilisée concernant des propos de Dominique de Villepin tenus dans la semaine. BFMTV présente ses excuses à ses téléspectateurs. La vigilance de chaque instant est le gage de la confiance entre la chaine et son public.* »

> **« *L'antisémitisme, si longtemps masqué, se déchaîne, en croyant intimider...* »**
> Jacques Attali

CALOMNIE

Le même jour, Manuel Bompard est questionné sur CNews-Europe 1 à ce sujet par Sonia Mabrouk: « *De qui parle-t-il [de Villepin] selon vous?* »; « *Quel rapport avec le conflit israélo-palestinien?* » etc. Même procédé sur BFM-TV, où Benjamin Duhamel aborde le sujet avec Éric Ciotti et relève des propos « *pour le moins tendancieux* ». Le lendemain sur France Info, c'est au tour de François Hollande d'être interviewé par la journaliste Salhia Brakhlia, qui lui demande comment il « *interprète* » les mots de Dominique de Villepin. Pas comme il faut semble-t-il, puisque la journaliste revient à la charge: « *Mais est-ce que vous, vous remettez en cause la domination financière, comme le dit Dominique de Villepin?* » Et d'insister, enfin: « *Je vous pose cette question parce que cette phrase de Dominique de Villepin a été taxée d'antisémitisme, en disant "la domination financière", sous-entendu les Juifs qui tiennent ces sociétés de production ou ces grands médias, derrière, font pression.* »

La circulation circulaire de la calomnie est en marche. Sur Sud Radio, Philippe David dans les « Vraies Voix » – une variante fade des « Grandes Gueules » de RMC – pose la question: « *Qui exerce cette fonction aux USA? Les Indiens du Dakota, les Amish de Pennsylvanie, les Mormons de l'Utah? Et en France c'est qui? Les Bretons, les Basques, les Corses ou les Landais?* » Et il va même y répondre: « *On imagine bien qui il visait* » – sans le dire – avant d'ajouter que « *l'antisémitisme est assumé et rentré dans les mœurs* » (27 nov.). Pour Raphaël Enthoven sur X, l'affaire est entendue: « *Manuel Bompard et Dominique de Villepin sont-ils antisémites? Peut-être. On s'en fout. Ce qu'il faut dire, c'est qu'ils font régner un antisémitisme d'ambiance. Ils ravissent les antisémites en partageant leurs diagnostics.* » (27 nov.)

> **“Manuel Bompard et Dominique de Villepin sont-ils antisémites? Peut-être. On s’en fout. Ce qu’il faut dire, c’est qu’ils font régner un antisémitisme d’ambiance.”**
> Raphaël Enthoven

CANCEL CULTURE

Dans les jours qui suivent, les éditocrates se passent le mot. Dans *Le Point* (29 nov.), c’est Ruth Elkrief qui assure que l’ex-ministre des Affaires étrangères «*a dérapé*», fantasmant dans ses propos «*un refrain bien connu au sous-texte simple à déchiffrer*». Pour la chroniqueuse multicarte, cela ne fait pas de doute: Dominique de Villepin «*a semblé rejoindre les insinuations malsaines d’un Jean-Luc Mélenchon.*» Bigre! Dans un article de *Libération* (28 nov.), Jonathan Bouchet-Petersen tente maladroitement et en toute confusion de ménager la chèvre et le chou: «*Qu’il ait tenu il y a quelques jours des propos fort maladroits, dont l’extrait tronqué qui a le plus tourné véhicule un développement qui semble avoir des relents antisémites, c’est indiscutable. Mais de là à faire de l’ancien Premier ministre de Jacques Chirac un antisémite [...] c’est aller vite en besogne et faire preuve de malhonnêteté intellectuelle.*» Avant de lui intimer de «*clarifier* [ses positions géopolitiques] *une bonne fois pour toutes.*» On peut trouver meilleur avocat – et meilleur journaliste, d’ailleurs! *Libération*, plus de deux semaines plus tard (15 déc.), remettra le couvert en évoquant des «*mots troubles [...] reprenant – sans prononcer le mot juif – les vieilles antiennes antisémites*».

Enfin, pour Maurice Szafran dans *Challenges* (28 nov.), «*il est fort difficile de ne pas décrypter [la] sortie* [de Dominique de Villepin] *faite de sous-entendus comme une dénonciation de “l’influence juive”, du “lobby pro-israélien” qui interdirait toute critique d’Israël ou même de la politique du gouvernement de Jérusalem, en particulier dans les milieux de la culture et du spectacle*». Dans son éditorial, il va même jusqu’à tordre la réalité pour démonter l’argumentaire de l’ancien Premier ministre: «*Il suffit pourtant de quelques clics pour que chacun – y compris Dominique de Villepin – soit en mesure de constater que de nombreux artistes, de nombreuses stars, à Hollywood et ailleurs, ont aussi exprimé leur solidarité avec les civils palestiniens pris dans la tourmente de cette guerre. Par exemple Joaquin Phoenix qui joue Napoléon dans le nouveau film de Ridley Scott, Cate Blanchett ou encore Kristen Stewart. Bien d’autres ont suivi leur exemple.*» Et d’ajouter: «*Ces acteurs, ces chanteurs, ces artistes ne seront pas “sanctionnés”, aucune puissance, occulte ou pas, n’est d’ailleurs en mesure de le faire.*»

> **“Des mots troubles [...] reprenant – sans prononcer le mot juif – les vieilles antiennes antisémites”.**
> *Libération*

En effet... Toutefois, rappelons que de Villepin réagissait à un document de «Quotidien» montrant les conséquences pour des artistes moins connus. Et pour conclure – et clore le débat – soulignons qu’il existe une pétition signée par plus de 1 600 artistes dénonçant le fait que «*de nombreuses institutions culturelles des pays occidentaux répriment, réduisent au silence et stigmatisent systématiquement les voix et les perspectives palestiniennes. Cela implique de cibler et de menacer les moyens de subsistance des artistes et des travailleurs artistiques qui expriment leur solidarité avec les Palestiniens, ainsi que d’annuler des spectacles, des projections, des conférences, des expositions et des lancements de livres.*» Cette pétition – que les habituels dénonciateurs de la «cancel culture» n’ont pas dû signer – répertorie également des événements censurés et des pressions subies par des artistes... N’en déplaise à Maurice Szafran.

Résister au maccarthysme

Parce qu'ils sont *de facto* la vitrine de masse et les principaux co-organisateurs du débat public, les médias ont un rôle majeur dans le rabougrissement de la parole autorisée et la pauvreté de l'information politique, comme dans le climat maccarthyste ambiant. Des pressions retentissent et se répercutent sur l'ensemble des terrains où sont censés se jouer les échanges d'idées: le milieu universitaire, les secteurs associatifs et militants, les lieux culturels, les institutions de la représentation politique, les réseaux sociaux et, bien sûr, les médias traditionnels.

Le 15 novembre, un millier d'universitaires spécialistes des sociétés du Moyen-Orient et des mondes arabes dénonçaient dans une tribune des «*faits graves de censure*» et d'«*intimidations*» ayant cours dans l'espace public[1]. Renonçant pour beaucoup à s'engager sur un terrain médiatique où triomphent les fast-thinkers et «*des collègues non spécialistes [ayant], quant à elles et eux, pu librement multiplier tribunes, articles et communiqués sans réelle contradiction*», ces universitaires pointent l'«*annulation d'événements scientifiques*» et une «*police de la pensée [...] dans le monde académique français*» comme autant de manifestations d'une «*répression des paroles et d'expressions de pensées non hégémoniques*».

Répression à laquelle il convient d'ajouter l'ostracisation et la déprogrammation d'artistes, d'humoristes et d'intellectuels, les interdictions et les attaques de manifestations en soutien au peuple palestinien – qu'il s'agisse d'événements, de marches ou de rassemblements –, les pressions politiques et judiciaires contre des militants, les sanctions de chefferies éditoriales contre des journalistes. Un climat de peur intellectuelle qui, partout, aura généré des phénomènes d'autocensure mais également des craintes, un isolement et une sensation d'impuissance aux effets extrêmement délétères, tant à l'échelle collective qu'individuelle.

Bien entendu, les médias dominants demeurent aveugles et sourds à un phénomène qu'ils contribuent à alimenter. Une nouvelle fois, les alertes et les enquêtes sont marginalisées, quand bien même les atteintes à la liberté d'expression ont été dénoncées par des organisations de défense des droits humains ou, à l'échelle internationale, par plusieurs experts des Nations Unies: «*Les appels pour la fin des violences et des attaques à Gaza, pour un cessez-le-feu humanitaire ou pour la critique des politiques et des actions du gouvernement israélien ont été, dans de trop nombreux contextes, assimilés à tort à un soutien au terrorisme ou à l'antisémitisme. Cela étouffe la liberté d'expression, y compris l'expression artistique, et crée une peur de participer à la vie publique.*»[2]

Où se trouvent désormais les faux impertinents qui tapissaient il y a quelques mois encore la Une de leurs hebdomadaires de cris d'alarme contre la «cancel culture»? Sur quels plateaux retentit le concert d'indignation des détracteurs professionnels de la «nouvelle censure»? Aux abonnés absents, ces fabricants de peurs sont en partie, aujourd'hui, ceux-là mêmes qui cimentent la chape de plomb.

> *Les médias ont un rôle majeur dans le rabougrissement de la parole autorisée et la pauvreté de l'information politique, comme dans le climat maccarthyste qui entrave et tétanise depuis plusieurs semaines des chercheurs, des militants, des journalistes et des citoyens.*

En période de crise, les chefferies médiatiques serrent les rangs et les commentateurs les plus en vue mettent à jour, d'une manière plus flagrante encore que d'ordinaire, le rôle d'acteurs politiques qu'ils incarnent et endossent dans l'espace public. La guerre au Proche-Orient en a donné une illustration spectaculaire. Et son traitement médiatique, tant du point de vue de l'information internationale que du commentaire de «l'actualité» du champ politique français, ne s'inscrit pas dans un terrain vierge. Il hérite, au contraire, d'une désertion – matérielle, informationnelle et intellectuelle – de la région par la plupart des rédactions françaises avant le 7 octobre. Il pâtit, également, d'un suivisme à l'égard de l'agenda gouvernemental et de contraintes économiques qui asphyxient les conditions de production de l'information – de surcroît concrètement empêchées à Gaza – et alimentent la «low-costisation» du débat public. Il manifeste, enfin, l'hégémonie persistante du «cercle de la raison» et les effets de plusieurs décennies de normalisation médiatique de l'extrême droite.

Une extrême droite dont les visions du monde infusent dans les cadrages de l'information, et qui est parvenue à doper nombre de séquences d'emballements dont les effets se mesurent encore aujourd'hui – dans la séquence actuelle, il n'est par exemple pas inutile de penser au lourd héritage des cabales successives de la scène politico-médiatique contre «l'islamo-gauchisme» entre 2020 et 2022.

Ainsi, si la guerre au Proche-Orient a d'ores et déjà profondément reconfiguré la société et le champ politique français – et y laissera des traces indélébiles –, elle restera aussi dans les mémoires tout à la fois comme un symptôme et un accélérateur de la droitisation, de l'occidentalo-centrisme et de la lâcheté d'une (grande) partie des médias dominants. ■

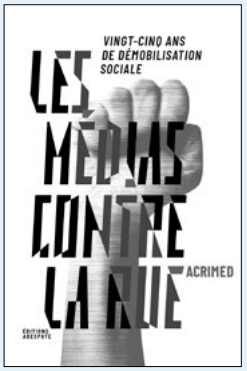
1. «Défendre les libertés d'expression sur la Palestine: un enjeu académique», blog Mediapart, 15 nov.

2. «Israël/Palestine: la liberté d'expression doit être respectée», Centre régional d'information pour l'Europe occidentale des Nations Unies, 24 nov..

MÉDIA(BOU)TIQUE

Née du mouvement social de 1995, dans la foulée de l'Appel à la solidarité avec les grévistes, notre association, pour remplir les fonctions d'un observatoire des médias, s'est constituée comme une association-carrefour.

Elle réunit des journalistes et salariés des médias, des chercheurs et universitaires, des acteurs du mouvement social et des « usagers » des médias. Elle cherche à mettre en commun savoirs professionnels, savoirs théoriques et savoirs militants au service d'une critique indépendante, radicale et intransigeante. Acrimed est présente sur de nombreux fronts. Pour contester, mobiliser, porter des alternatives. Et dans ce combat inégal face aux tenants de l'ordre médiatique, nous avons besoin de vous!



▶ **Je fais un don** de soutien à Acrimed d'un montant de ..... **€**

▶ **J'adhère** ou je renouvelle mon adhésion à Acrimed

- ☐ Cotisation de base: **40 €**
- ☐ Chômeurs indemnisés, précaires, étudiants: **10 €**
- ☐ Revenus > 2 000€ mensuels: **70 €**
- ☐ Chômeurs non indemnisés, bénéficiaires du RSA: **5 €**

▶ **Je m'abonne** pour un an (soit quatre numéros) à *Médiacritiques* à partir du n° .....

- ☐ Tarif normal: **20 €**
- ☐ Tarif précaires: **10 €**
- ☐ Union européenne et Suisse: **25 €**
- ☐ Reste du monde: **32 €**

**S'ABONNER
ADHÉRER
EN LIGNE**
boutique.acrimed.org

▶ **Je commande**

- ☐ Le DVD «Les Nouveaux Chiens de garde»: **18,40€**
- ☐ Le livre *L'Opinion, ça se travaille...*, aux éditions Agone: **12,50 €**
- ☐ Le livre «*Au nom de la démocratie votez bien!*», aux éditions Agone: **15 €**
- ☐ Le livre *Les Médias contre la rue*, aux éditions Adespote: **21 €**
- ☐ Le livre *Les médias contre la gauche*, aux éditions Agone: **18 €**

Nom: ..... Prénom: .....

Adresse: .....

Code postal: ..... Ville: .....

Courriel: .....

Signature:

Bulletin à découper, photocopier ou recopier sur papier libre, et à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre d'«**Action-Critique-Médias**», à l'adresse suivante: Acrimed – Maison des associations, 6 cours des Alliés – 35000 Rennes
Tél.: 09 52 86 52 91 — Courriel: info@acrimed.org

MÉDIACRITIQUES EN LIBRAIRIE

Vous êtes libraire et souhaitez diffuser *Médiacritiques* ?
Vous êtes lecteur ou lectrice et souhaitez nous aider à démarcher votre librairie ?
Contactez-nous ! info@acrimed.org

MÉDIACRITIQUES

№49

REVUE TRIMESTRIELLE D'ACRIMED

ISRAËL – PALESTINE LE NAUFRAGE DU DÉBAT PUBLIC

4 BRUIT ET SILENCES MÉDIATIQUES

12 MYOPIE ET DOUBLES STANDARDS

18 DÉSINFORMATION PAR OMISSION

22 LA TÉLÉVISION CONTRE LA PENSÉE

28 AU NOM D'UNE «GUERRE JUSTE»

34 UNE PROPAGANDE «EN CONTINU»

40 CALOMNIES MÉDIATIQUES CONTRE LFI

44 LA FABRIQUE MÉDIATIQUE DE «L'ANTISÉMITISME D'AMBIANCE»

ET DANS LES RUBRIQUES...

27 «UKRAINE-ISRAËL: MÊME COMBAT» MISÈRE DE L'ANALOGIE

47 RÉSISTER AU MACCARTHYSME

www.acrimed.org